

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA
LOI DU 11 AVRIL 1908

CONCERNANT LA
PROSTITUTION DES MINEURS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Juridiques)

Présentée et soutenue le Mardi 14 Juin 1910, à 3 heures

PAR

FRANÇOIS LOISON

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS
DOCTEUR ES SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

Président : M. GARÇON.

Suffragants : { MM. LE POITTEVIN, *professeur*
PERCERON, *agrégé*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1910

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

LA

LOI DU 11 AVRIL 1908

CONCERNANT LA

PROSTITUTION DES MINEURS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Juridiques)

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

sera soutenu le Mardi 14 Juin 1910, à 3 heures

PAR

FRANÇOIS LOISON

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS
DOCTEUR ÈS SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

Président : M. GARÇON.

*Suffragants : { MM. LE POITTEVIN, professeur
PERCERON, agrégé*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULIER, 13

1910





Digitized by the Internet Archive
in 2026

AVANT-PROPOS

Il n'existe pas de mission plus belle pour le juriconsulte et le sociologue que de s'efforcer de préserver tout d'abord, puis, de sauver, s'il est possible, l'enfance abandonnée et coupable mais avec combien de circonstances très atténuantes ! Plus que jamais on étudie et l'on discute la question de ces malheureux orphelins dont pour la plupart, selon l'émouvante expression de Jules Simon, le père et la mère sont vivants ; au Parlement, dans la presse, dans les sociétés de patronage et congrès, le cri d'alarme est poussé : du jeune vagabond d'aujourd'hui, futur apache, il s'agit de faire un citoyen, conscient de ses devoirs, et de la fillette justement précoce, attirée par la rue, prostituée de demain, une femme soucieuse de sa dignité. Il faut, en un mot, restituer à la vie de famille au foyer, des éléments qui, sans cette intervention, auraient été une cause de trouble et de désordre.

Certes, le but est noble entre tous mais combien

délicat à atteindre, presque jamais atteint, diront, peut-être, ceux qui ont vu leurs efforts échouer, en grande partie, dans cette belle œuvre. Cependant, ne sauverait-on que quelques jeunes existences promises au mal que ces efforts se justifieraient amplement. Parmi cette tâche de relèvement, la plus délicate, entre toutes, consiste, certainement, à s'occuper des mineurs précocement débauchés ; pour ceux-là, certains esprits et non des moindres ne craignent pas de pousser un profond soupir de découragement. D'après eux, on refait la conscience d'un jeune voleur, on restitue la volonté d'un débile, on redresse les caractères les plus indisciplinés, mais la prostitution, puisqu'il faut l'appeler par son nom, est un gouffre qui ne rend point ses victimes.

Un pareil aveu d'impuissance est inadmissible ; indépendamment de l'impérieuse obligation de protéger cette catégorie de mineurs contre leur propre faiblesse si lamentablement exploitée, il ne faut pas omettre davantage qu'un intérêt social bien entendu commande de parer à leur prostitution, à tous les points de vue nocive pour les majeurs.

Toutefois, nous le reconnaissons volontiers, le problème est des plus compliqués et mérite d'être envisagé dans ses divers éléments ; l'un d'eux, d'une importance capitale d'ailleurs, est à signaler au début de cette étude : les résultats d'amendement, c'est un point incontestable, sont en proportion directe

avec l'âge du sujet ; or, si l'on trouve des voleurs de neuf ans et au-dessous, si l'on donne parfois des coups de couteau à l'âge où l'on joue encore aux billes, la débauche attend un peu le nombre des années et réclame plus de maturité chez ses sujets, maturité toute relative, car certains ont à peine douze ans.

Il est néanmoins acquis que la chute prostitutionnelle doit être, dans la majorité des cas, située entre 15 et 18 ans. Comment espérer corriger une fille déjà sortie de l'enfance, invinciblement attirée par le ruisseau et faisant montre, le plus souvent, d'un cynisme déconcertant. Hélas ! cette question offre un aspect encore plus douloureux, si douloureux qu'un des membres importants du Parlement a pu dire qu'en parler était un outrage à notre race. Ce n'en est pas moins une vérité qu'il faut courageusement envisager ; une loi relative à la prostitution des mineurs serait incomplète, si elle n'englobait pas ces jeunes garçons dont le corps, sinon les traits, accusent les stigmates du vice le plus infâme.

La loi du 11 avril 1908 n'a pas craint d'aborder dans son ensemble et d'essayer de résoudre, sans passer aucun détail, ce problème, en quelque sorte, formidable.

Bien des critiques, certaines passionnées, mais toutes empreintes d'une indéniable sincérité et venant, pour la plupart, de personnes autorisées, ont été portées contre cette loi : au moment même

d'écrire ces lignes, comme pour me convaincre de ma témérité, je relisais un article, dans lequel, rendant compte du bel ouvrage de M. Prévost sur la prostitution des enfants, ouvrage peu tendre d'ailleurs pour la nouvelle loi, l'auteur disait en terminant : « C'est une loi d'incohérence, on peut douter qu'elle fasse du bien, on peut redouter qu'elle fasse beaucoup de mal (1) ».

Entre tous, un pareil jugement est certes de nature à nous impressionner, mais il convient également de ne pas oublier que cette loi est le fruit d'une très, peut-être trop minutieuse élaboration au sein de la Commission du Régime des Mœurs qui, indépendamment de son éminent Secrétaire Général, comprenait des personnalités d'un mérite incontesté. Longue-ment discutée au Sénat, elle est ou devrait être la résultante d'une série de travaux éclairés par l'expérience. On peut dire d'elle, étant donné l'amplitude et la délicatesse de son sujet que, sans doute, elle osait beaucoup mais cette audace était louable et ne manquait pas d'une certaine grandeur de conception. D'ailleurs ce qui, aujourd'hui, paraît inopportun et impraticable à beaucoup, sera peut-être la vérité de demain ; il ne nous appartient ni de l'apprécier ni de le prédire.

Mais, en tout cas, cette loi touche à des questions

(1) *Revue Pénitentiaire*, juin 1909.

de la plus haute importance juridique et sociale ; inscrivant, à son frontispice, l'énoncé d'un grand devoir dont l'Etat doit assumer la charge, elle le substitue, pour élever leurs enfants, à des parents négligents, ou absents, incapables ou impuissants et ce, par un ingénieux procédé qui leur enlève l'exercice du droit de garde et d'éducation, sans anéantir la puissance paternelle.

Imparfaite, c'est possible, peut-être prématurée en l'état actuel des choses et des mœurs, devant certainement compter avec d'inéluctables nécessités budgétaires, cette loi n'en constitue pas moins un effort considérable, elle sortira, nous en sommes convaincus et dans un temps moins long qu'on pourrait le supposer, du domaine platonique où elle sommeille à l'heure présente, pour produire des résultats utiles et bienfaisants.

Dût-elle, cependant, ce que nous nous refusons à supposer, n'être jamais appliquée, dût-elle plutôt subir certaines modifications, cette loi n'en constituerait pas moins un essai d'une importance primordiale et servirait de substance à un autre texte sur le même sujet, que nous souhaitons impeccable, celui-là, et de nature à rallier tous les suffrages, à tenter toutes les énergies de ceux qui croient que, si tombées que soient de jeunes créatures, il peut se trouver des cœurs assez haut placés pour toujours tenter de les relever et pour quelquefois y parvenir.

LA LOI DU 11 AVRIL 1908

CONCERNANT

LA PROSTITUTION DES MINEURS

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

DE LA NÉCESSITÉ D'UNE MESURE LÉGISLATIVE SPÉCIALE

SOMMAIRE

- § 1. — Importance du mal.
- § 2. — Causes de la chute prostitutionnelle.
- § 3. — Quel remède préconiser ? — Seule solution logique.
- § 4. — Qu'a-t-on fait jusqu'alors pour ces mineur ?
- § 5. — Précédents de la loi du 11 avril 1908.

§ 1. — *Importance du mal.*

A tous les points de vue, une distinction fondamentale doit être faite entre les majeurs et les mineurs : quand il s'agit de sauvegarder les biens de ces derniers, la loi prend à juste titre des précautions multiples et elle n'interviendrait pas pour les garder contre leur propre faiblesse, pour les empêcher de se livrer sans espoir de régénération à cet infâme métier où toute personnalité est abdiquée

entre les mains du premier venu, moyennant une rémunération pécuniaire. Il serait monstrueux de l'admettre, la mineure, car, au cours de ce travail, c'est à elle que nous ferons surtout et naturellement allusion, devrait être à l'égard de tous une *res sacra*, objet de toute la sollicitude législative, puisque, malheureusement, les mœurs sont impuissantes à elles seules pour assurer cette protection.

La débauche, chez certains de ces jeunes êtres, devient une carrière dont ils sont les pupilles de plus en plus précoces, car l'on vieillit vite à cette triste vie qui réclame sans cesse de nouvelles victimes. En admettant comme exagéré ce chiffre de 50.000 filles publiques relevé chaque année pour Paris seulement, il n'en est pas moins avéré que parmi elles, les mineures constituent la majorité et qu'il y a là une véritable plaie sociale. En effet, sur 3.579 mineures arrêtées dans le département de la Seine en 1904, 2.439, c'est-à-dire plus des 2/3, se livraient à la débauche et encore ce nombre ne comprenait-il pas les mineures alimentant la prostitution clandestine. En 1907, 1.186 mineures furent arrêtées à Paris pour faits de prostitution, dont 79 âgées de moins de 16 ans, 335 âgées de 16 à 18 ans et 772 de 18 à 21 ans (1).

(1) *Revue Pénitentiaire*, juillet. — octobre 1908. Voir également la très intéressante étude de M. le substitut P. de Casabianca « les mineurs devant le Tribunal de la Seine. Essai de statistique criminelle ».

D'autre part, les relations étroites entre la prostitution et le crime sont indéniables et ce n'est pas sans raison qu'on a pu dire que les débauchés de l'un et de l'autre sexe, débauchés est pris ici comme un euphémisme étaient des criminels en puissance (1). Prostitués et criminels, dit excellemment Charles Féré, ont pour caractères communs d'être des improductifs et par conséquent des antisociaux (2). De même, l'école italienne désigne la prostitution sous l'épithète plus pittoresque qu'élégante de « criminalité larvée ».

Si nous ajoutons que les prostitués mineurs sont les meilleurs agents de propagation des pires avaries, il aura été suffisamment montré qu'il est de la plus élémentaire hygiène sociale ainsi que de la plus simple philanthropie d'arracher ces tristes fleurs de trottoir à leur milieu de dépravation, alors qu'il en est temps encore.

§ 2. — *Causes de la chute prostitutionnelle.*

Afin d'aborder plus rapidement les questions juridiques soulevées par la présente étude, nous ne donnerons à ce paragraphe que la valeur d'un bref énoncé : aussi les lecteurs en quête de plus amples renseignements devront-ils se reporter aux ouvrages

(1) Voir H. Joly, *Le Crime*, page 116 à 155.

(2) Voir Ch. Féré, *Dégénérescence et criminalité*, pages 7 et 77.

intéressants, et ils sont assez nombreux, qui ont été écrits sur ce sujet dont l'importance ne saurait d'ailleurs être méconnue.

Un des principaux, sinon le principal facteur de cette chute prostitutionnelle est, sans contredit, le milieu où vit l'enfant, milieu auquel se rattachent le plus souvent de terribles influences héréditaires ; le mineur moralement abandonné se voit guetté par la rue, il est promis à toutes les tares et avec d'autant plus d'intensité que son âge est plus tendre. A cet égard, les statistiques indiquent que la plupart des prostituées sont encore très jeunes ; selon l'axiome rarement démenti du Dr Augagneur, quand une femme ne s'est pas prostituée avant vingt et un ans, elle ne se prostituera pas plus tard. Il y a longtemps déjà qu'un médecin de Saint-Lazare, M. Le Pileur, avait soutenu avec sa haute autorité, appuyée sur plus de trente-cinq ans d'expérience, que : « passé l'âge de 21 ans, les femmes sont bien moins sujettes à cette espèce de maladie morale, à cet état psychologique particulier qui les entraîne à se prostituer sans y être contraintes par la misère ». Et, développant la même idée, le très distingué praticien disait assez récemment (1), après avoir rappelé les lignes précitées que : *la mineure provoque à la débauche*, —

(1) Lire *Journal de Médecine*, n° du 28 janvier 1906. Résultats approximatifs, à Paris, du projet de loi sur la prostitution des mineurs proposé au Sénat par M. Bérenger, pages 55 à 58.

la fille majeure la subit, formule d'une saisissante netteté après laquelle il ajoutait aussitôt : « Et quand, en nombre minime, elle (la fille majeure) prend ce rôle de *provocatrice*, c'est que des circonstances d'une gravité exceptionnelle viennent lui en imposer pour ainsi dire la triste obligation. »

Il est un autre point certain, sauf quelques infimes exceptions, c'est que la débauche exerce ses seuls ravages chez les enfants appartenant aux classes peu aisées, sinon tout à fait pauvres et pouvant, même, quand elles en ont le vif désir, exercer moins facilement leur devoir de surveillance.

Les conditions économiques (1) doivent en effet être également envisagées. Indiquons-les d'un mot : parents trop accaparés par l'usine (2), obligations scolaires souvent mal respectées, crise de l'apprentissage constatée par tous, enfin et surtout, pour les femmes en âge de gagner leur vie, la quasi impossibilité d'arriver à ce résultat par suite de la faiblesse des salaires (3). Sans vouloir trop insister ni incriminer, ce qui est toujours facile, les fréquentes iro-

(1) Voir W. A. Bongers : *Criminalité et conditions économiques*.

(2) Voir notamment un intéressant rapport de M. Paul Guillet présenté en 1902 au Comité de Défense des enfants traduits en justice, relativement à l'influence des lois sociales sur la moralité des enfants employée dans l'industrie.

(3) Voir d'Haussonville : *Salaires de femme*. — Charles Benoist : *Les ouvrières de l'aiguille*.

nies de la vie sociale, n'est-il pas douloureux, poignant même cet exemple cueilli entre bien d'autres au hasard d'une enquête : certaines ouvrières en fleurs artificielles, et non des moins habiles, peuvent arriver, en fournissant dix heures de travail, à, gagner 13 sous dans la violette commune et 15 dans le muguet (1). Aussi M. Charles Benoist est-il fondé à dire avec un lamentable accent de vérité : « qu'en tout genre de travail il doit arriver et il arrivera, en effet, que le salaire de l'ouvrière tombera un peu plus bas que ce qui lui est indispensable pour lui procurer la subsistance. A elle de combler le vide en se rappelant qu'elle est femme ! (2). »

Pour terminer et résumer cette trop rapide esquisse, citons ce passage du discours prononcé le 15 mars 1908 par M. Victor Marguerite à l'assemblée générale de la Société de relèvement et de reclassement des jeunes filles : « ... et ce n'est pas tout encore, il faudrait pouvoir parer à tant d'autre causes presque fatales avec nos dures nécessités économiques, il faudrait remédier aux promiscuités de ces taudis entassés où l'enfant vit comme un bétail, aux leçons dès le berceau de l'alcoolisme et de la faim, à l'atelier qui démoralise, à l'insidieux conseil des morte-saisons ! »

(1) Lire : *De quoi ne pas mourir de faim*, Article de M^{me} Séverine. *Matin* du 14 mars 1909.

(2) Charles Benoist : *Les ouvrières de l'aiguille*, déjà cité.

§ 3. — *Quel remède préconiser? — Seule solution logique.*

Pour guérir un malade, le premier acte du médecin doit être de diagnostiquer avec le plus grand soin l'affection dont le sujet est atteint ; de même, ici, il convient de se demander quel est le caractère essentiel de la prostitution.

Est-elle un délit par elle-même ou un simple fait social, infiniment regrettable, c'est incontesté, mais n'ayant qu'une pénalité d'emprunt par suite des circonstances qui peuvent l'accompagner ?

La réponse ne saurait faire de doute ; ainsi que le déclarait, à juste titre, M. Combes dans son rapport au Président de la République (1) : « la prostitution ne rentre pas dans la catégorie des actes délictueux et elle n'est justiciable que de la conscience individuelle ».

Ce grand principe, entrevu d'ailleurs depuis longtemps, et nettement posé par la Commission du Régime des Mœurs, dès sa première séance, le 3 novembre 1903, fut résolu par l'affirmative presque sans discussion. De même et logiquement, la théorie de l'abolitionisme devait prévaloir, ce résultat

(1) Ce rapport était présenté à l'appui du décret du 18 juillet 1903 instituant la Commission extra parlementaire du Régime des Mœurs.

fut en effet atteint mais après de longs débats, grâce aux efforts de MM. Augagneur et Bulot. L'article premier du projet de loi préparé par la dite Commission contient à cet égard une formule d'une particulière précision : « Nul ne peut, à raison de ce fait qu'il se livre à la prostitution, être assujetti autrement que par une loi à des obligations restrictives de la liberté individuelle. »

N'étant pas un délit pour les majeurs, la prostitution ne saurait l'être, a fortiori, en ce qui concerne les mineurs ; mais à l'égard des majeurs comme des mineurs, et combien plus impérieusement vis-à-vis de ceux-ci, s'impose en équité et en bonne économie sociale, la stricte obligation d'enrayer les causes de leur chute ou de parer à leur relèvement.

Le sauvetage des mineurs est un problème dont la solution est des plus difficiles, presque inextricable, et nous trouverons l'écho de ces toutes particulières difficultés en dépouillant les procès-verbaux de la Commission du Régime des Mœurs ainsi que les travaux préparatoires de la loi du 11 avril 1908. Il s'agit, notamment, de respecter la liberté individuelle, les droits de la famille, en assurant, d'autre part, aussi efficacement que possible, ce grand devoir qui incombe à l'Etat de veiller aux meilleurs moyens de refaire en quelque sorte « la conscience inverse » de ces mineurs. Ce meilleur moyen consistera, pour la plupart, à leur donner une éducation

raisonnée et forcée, poursuivie avec continuité, à condition de leur restituer peu à peu, quand ils en seront dignes, cette liberté dont ils avaient mésusé.

Une décision judiciaire, sans le moindre caractère répressif, imposera cette mesure et les maisons de réformes prévues pour son application auront le devoir impérieux d'être très soigneusement spécialisées : leurs pensionnaires n'ayant commis, par hypothèse, aucun délit ne sauraient, sans injustice, être assimilés à des pupilles pénitentiaires et sans danger à des pupilles d'assistance, car ils pourraient contaminer irrémédiablement ceux-ci.

Ce point indiscutable fut parfaitement mis en lumière par M. le directeur Hennequin, commissaire du gouvernement pour le Ministère de l'Intérieur, lors de la discussion de la loi du 11 avril 1908.

§ 4. — *Qu'a-t-on fait jusqu'alors pour ces mineurs ?*

Si l'éducation judiciairement imposée aux mineurs prostitués comme seul moyen de tenter une cure parfois désespérée n'a été que tout dernièrement et pour la première fois inscrite à l'état de principe législatif, il est juste de reconnaître que depuis de longues années avait été signalée, dans l'intérêt de notre race, l'importance et la gravité d'un pareil oubli.

Déjà critiquée à l'égard des majeures, la mise en carte ne saurait être qu'un lamentable aveu d'impuissance s'appliquant à des mineures de dix-huit ans, si cet âge est supposé admis, sauf discussion ultérieure, comme limite maxima d'un amendement possible.

Aussi, du moins à Paris, d'une façon absolue, les mineures de 16 ans et, depuis la loi du 12 avril 1906, également celles de 16 à 18 ans ont cessé d'être inscrites sur le registre des mœurs; mais ce principe n'avait prévalu en province qu'avec de trop nombreuses exceptions. C'est ainsi, déclare M. Hennequin, que parmi les règlements de 400 communes, on en compte 337, soit plus de 84 0/0 ne renfermant aucune réserve pour l'inscription d'office des mineures qu'on doit dès lors supposer être entièrement assimilées aux majeures; bien plus, dans leur souci exclusif d'assurer la protection de la santé publique, quatorze municipalités spécifient d'une manière formelle, dans leurs règlements, que l'inscription s'appliquera indistinctement à toutes les prostituées, quel que soit leur âge (1) !

Parfois, néanmoins, une sorte de délai de grâce est accordé aux mineures pour s'efforcer de revenir à une existence honnête, mais elles en seront tout à

(1) Hennequin : Rapport sur la réglementation de la prostitution en France, préparé pour la Commission d'études des questions relatives à la prophylaxie des maladies vénériennes.

fait incapables si elles ne se sentent pas énergiquement secondées ; or, jusqu'à ce que la loi nouvelle soit en vigueur, ces mineures continueront, ainsi que M. Béranger l'exposait au Sénat le 30 juin 1905, à voir leur sort entièrement livré au hasard des interventions personnelles ou à l'arbitraire administratif (1). Certaines sont ainsi plusieurs fois arrêtées et relâchées, c'est-à-dire, rejetées à la rue, car le plus souvent elles sont ou abandonnées ou exploitées par leurs propres familles.

N'ayant qu'une pénalité d'emprunt, la prostitution, il convient de ne jamais l'oublier, ne peut, à elle seule, motiver une arrestation avec conséquences judiciaires et doit être, par suite, criminalisée par une inculpation connexe. Déféré à la justice, le mineur est naturellement l'objet d'une ordonnance de non lieu quand l'existence du délit accessoire au fait prostitutionnel ne résulte pas de l'information, et de pareilles décisions sont fréquentes, car la Police, pour essayer d'enrayer la débauche des mineurs, s'efforce de les arrêter, en relevant à leur rencontre certains menus délits, dont les éléments apparaissent, parfois, après examen, comme insuffisamment caractérisés. Si l'on considère seulement les filles mineures de 16 à 18 ans, arrêtées dans ces conditions et déférées au Parquet de la Seine, il est

(1) Sénat, Année 1905, n° 194.

aisé de constater que plus de la moitié d'entre elles bénéficient d'ordonnances de non-lieu et cette énorme proportion accusait l'urgente nécessité d'une intervention législative ; à défaut de particuliers d'une indiscutable moralité ou de patronages, réclamant ces enfants, ces dernières vont se corrompre de plus en plus : d'ailleurs, il convient de remarquer que ces particuliers ou ces patronages n'auront aucun titre légitime à retenir leurs protégées, en admettant qu'ils veuillent, ce qui est douteux, assumer une charge aussi lourde.

D'autre part, les lois sociales sont d'une adaptation judiciaire souvent délicate et parmi elles, au premier chef, celles relatives à la protection de l'enfance (1) dont les lacunes n'ont jamais été relevées avec autant de force qu'en ce qui concerne les mineurs prostitués.

La loi Roussel, notamment, certes belle entre toutes, n'est appliquée que d'une façon extrêmement réduite et n'a pas, dans le domaine de la pratique, réalisé les magnifiques espérances qu'elle avait fait concevoir : les uns lui reprochent des complications de procédure, les autres cette déchéance d'une automatique sécheresse, qui englobe tous les enfants

(1) *Revue Pénitentiaire*, 1906, page 876 et suivantes Paul Cuche, *Les lacunes de la législation de l'enfance moralement abandonnée*. Même revue, même auteur, 1908, p. 746, les lois inutilisées.

alors qu'un père ou une mère peuvent manquer à leurs devoirs vis-à-vis d'un seul. L'impitoyable statistique est là, d'ailleurs, pour nous indiquer que dans une période de dix-sept ans, seuls, onze cents mineurs ont reçu le secours de ce texte. A ce propos, M. Rollet lui-même avouait, en 1893, que depuis 1889, il ne l'avait jamais vu fonctionner en vue de protéger une fille arrêtée pour prostitution.

De même, et sans nous arrêter aux critiques générales formulées à l'égard de l'article 4 de la loi du 19 avril 1898 sur la répression des attentats commis envers les enfants, force nous est de reconnaître que cette disposition, autorisant le magistrat instructeur à prescrire des mesures relatives à la garde provisoire, ne pourra que bien rarement être utilisée dans notre hypothèse : si l'on conçoit, en effet, que le mineur soit alors parfois victime d'une infraction telle qu'excitation habituelle du dit mineur à la débauche, il n'y aura pas, bien entendu, de délit commis par lui, étant admis, sans conteste, que la prostitution ne revêt jamais, à elle seule, le caractère d'un manquement à la loi pénale.

L'unique remède ou plutôt l'unique expédient efficace consistait donc dans ce délit connexe, j'allais presque dire factice, permettant l'arrestation des mineurs prostitués et leur comparution ultérieure devant le Tribunal qui, conformément à l'article 66 du Code pénal, les acquittait presque tous, comme

ayant agi sans discernement et les envoyait dans une maison d'éducation correctionnelle, faute de parents le plus souvent indignes ou d'associations charitables.

Les délits qui accompagnent habituellement le fait prostitutionnel sont les outrages à agents, violences, bris de clôture, vols parfois, mais surtout et, en premier lieu, le vagabondage. S'appliquant aux mineurs, cette dernière inculpation arrive à être un euphémisme du mot prostitution, et justifie tout à fait cette épithète un peu choquante de délit factice.

Le mérite de cette utilisation du fait connexe en vue de l'amendement du mineur revient entièrement à M. Rollet qui, frappé de la situation lamentable des jeunes prostitués, avait également remarqué la possibilité, à un moment donné, d'inspirer à ces malheureux le dégoût de la débauche, mais, afin d'assurer la durée d'un pareil sentiment, il était de toute nécessité de les soustraire à leur vie d'abjection, et pour un laps de temps assez long. Aussi, le distingué philanthrope estima-t-il que le vagabondage pouvait se prêter, avec une précieuse élasticité, à la solution de ce problème et en 1889, à la demande même de l'intéressée, mineure de 16 ans, une fille D..., il faisait admettre par le Tribunal de la Seine que cette dernière tombait sous l'application de l'article 271 du Code pénal ayant, ainsi que la majorité de ses compagnes, un domicile imprécis, un

métier et des moyens d'existence inavouables : acquittée comme ayant agi sans discernement, la fille D... fut envoyée en correction jusqu'à 20 ans (1).

Ce jugement fut suivi de certains autres et un arrêt de la Cour de Paris, du 10 mars 1893, posa les principes de cette théorie plus ingénieuse que vraiment juridique.

Sans vouloir discuter cette jurisprudence, très controversée, tellement les objections qu'elle soulève sont élémentaires, il convient de rendre hommage à sa pensée infiniment charitable, mais n'est-il pas navrant de constater que les lacunes de la loi aient pu faire, de l'existence ou de l'artifice d'un délit, l'unique et suprême remède de la débauche juvénile ? Ceux qui, ayant eu la relative sagesse d'éviter de commettre un délit, ou qui, travaillant encore mais de façon très intermittente, pourront exciper d'un domicile à peu près régulier, c'est-à-dire la catégorie la plus intéressante, la plus facilement amendable, méritant toute la sollicitude législative, ceux-là, disons-nous, n'auront droit à aucune protection ; ce ne sont pas des prostitués délinquants !

Tout d'abord soutenue et prônée au Comité de Défense des Enfants traduits en justice, cette quasi assimilation de la prostitution au vagabondage ne tarda pas à être l'objet de violentes critiques au sein

(1) Comité de défense des enfants arrêtés ou traduits en justice. Séance du 1^{er} mars 1893. Rapport de M. Rollet.

même du Comité : imitée du système belge, où ce délit est un simple fait social n'imposant que des mesures de préservation, une semblable théorie pêche par la base dans le régime pénal de notre pays.

Aussi, dans la pratique, qu'arrive-t-il de plus en plus ? La Police arrête le mineur prostitué dès qu'un élément de vagabondage, si faible soit-il, peut être relevé ; ce mineur est déféré au Parquet et alors son sort dépend entièrement de l'appréciation des magistrats, puisque nous nous trouvons en présence d'un délit éminemment discutable. D'autre part, assimiler complètement et *a priori* la débauche du mineur au vagabondage comme étant tous deux de purs états de fait, c'est se heurter entre autres objections au point suivant : le principe de la prostitution non délit va donc être détruit à l'égard des mineurs et alors comment ne pas agir de même et à plus forte raison pour les majeurs ?

Un exemple choisi au hasard et livré sans commentaire démontrera cette insuffisance notoire du système de la prostitution vagabondage :

Cette année même, la Police déférait au Parquet une fille qui racolait les passants ; âgée de 16 ans, elle avait déjà été arrêtée six fois pour ce motif coloré par l'inculpation de vagabondage. En 1908, notamment, elle comparaisait devant la juridiction correctionnelle qui crut devoir la rendre à son père,

sur la demande de ce dernier, signalé cependant comme manquant d'autorité.

A sa dernière arrestation, cette fille déclarait textuellement qu'elle était une professionnelle de la prostitution et n'avait pas d'autres moyens d'existence depuis deux ans.

La fiction de vagabondage jouait donc, à son égard, et sans résultats, une septième fois : détail qui ne manque pas de saveur, cet intéressant sujet, une fois rendu à sa famille, y était, bien entendu, resté fort peu de temps, mais juste assez néanmoins pour se faire épouser, contre toute vraisemblance, par un très brave homme, lui procurant une existence facile dans un des plus jolis coins des environs de Paris. Un mois s'était à peine écoulé que, reprise par l'invincible nostalgie du trottoir, elle quittait son mari et celui-ci avait eu la honte d'enfin la découvrir, un soir, faisant les délices du Boulevard de la Chapelle où elle établissait son quartier général ; aux supplications de ce malheureux, elle ne répondit que par des propos outrageants, si bien qu'il dut s'imposer le pénible devoir de requérir lui-même l'arrestation de cette créature qui, si dépravée et cynique qu'elle pût être, n'en demeurait pas moins sa femme !

§ 5. *Précédents de la loi du 11 avril 1908*

Sans remonter jusqu'à Parent-Duchatelet qui, dès 1836, signalait la nécessité pour les mineurs prostitués d'un régime éducatif approprié, il convient de noter avec quelle sollicitude éclairée cette idée essentielle avait, en 1882, été nettement dégagée par Théophile Roussel : ce dernier chercha vainement à la rendre obligatoire, en lui donnant une place dans la loi du 24 juillet 1889. Semblant pressentir toutes les variations ultérieures de jurisprudence à l'égard des mineurs n'ayant pas atteint leur majorité pénale, il avait tenu, dès l'abord, à leur réserver un paragraphe spécial, tout en s'occupant, également mais plus tard, de ceux qui avaient dépassé cette majorité.

Bien que le Sénat les eut adoptées, ces intéressantes dispositions de 1882 et 1888 n'ont point été soumises au vote de la Chambre et la loi du 24 juillet 1889 fut ainsi, à dessein, réduite à un cadre bien déterminé.

Malgré l'absence de consécration législative, nous tenons néanmoins à rappeler le libellé de ces textes dans leurs parties les plus intéressantes :

« Le mineur délaissé est celui que ses parents, tuteurs ou ceux à qui il a été confié laissent dans un état habituel de mendicité, de vagabondage ou « de prostitution »... »

Tout agent de l'autorité qui rencontrerait sur la voie publique un mineur de seize ans de l'un ou de l'autre sexe, dans une des conditions ci-dessus prévues, aurait le droit de le faire conduire devant le Juge de Paix, qui déciderait s'il devait être placé sous la protection de la loi.

Aussitôt la sentence prononcée, le préfet ou le maire aurait à confier provisoirement la garde du mineur soit à l'Assistance Publique, soit à une association de bienfaisance ou autre établissement de charité, soit à une personne recommandable, jusqu'à ce qu'il soit statué sur son sort...

Toute mineure de plus de seize ans, rencontrée dans un état habituel de prostitution, est conduite devant le Juge de Paix, qui décide, suivant les circonstances, si elle doit être soit remise en liberté, soit placée par les soins de l'administration dans un établissement approprié à sa réformation morale, soit, à raison de sa santé, soumise à telles autres mesures qui seraient reconnues nécessaires dans l'intérêt de la santé publique... »

En 1883, s'achevaient les travaux de la Commission spéciale de la Police des Mœurs, créée par le Conseil Municipal de Paris à la suite du grand débat soulevé sur ces questions en 1876, sous l'impulsion de MM. Yves Guyot et Sigismond Lacroix. Chargé par cette Commission de rendre compte de son œuvre, un de ses membres, M. le docteur Fiaux, pré-

senta à ses collègues du Conseil un rapport qui concluait à l'absolue liberté de la prostitution des majeures, mais dans ce même rapport, s'occupant des mineures prostituées, il rappelait la généreuse pensée de Théophile Roussel, en y adhérant formellement.

Lors de la célèbre discussion de 1888, à l'Académie de Médecine, Théophile Roussel développa ses propositions antérieures les étendant, complètement, cette fois, aux mineurs des deux sexes.

En 1890 de même et toujours, à ce point de vue, le seul qui nous occupe, M. Emile Richard, rapporteur de la Commission sanitaire et réglementariste modéré, développait en termes excellents les propositions par lui présentées au Conseil Municipal relativement aux mineurs qu'il désignait comme étant en état de vagabondage immoral, expression assez frappante mais pouvant prêter à de fâcheuses confusions. L'idée mère en était exposée avec autant de méthode que de clarté mais il restait encore bien des questions à régler. Rattachant, notamment et par définition, pour ainsi dire, ces mineurs au service des moralement abandonnés, le distingué rapporteur n'avait pas dégagé nettement le principe essentiel suivant que nous avons déjà eu et que nous aurons souvent l'occasion de signaler :

Le mineur prostitué est un mineur *sui generis* ne pouvant, bien entendu, être assimilé à un pupille pé-

nitentiaire mais pas davantage, également, bien que pour d'autres raisons, à un pupille d'Assistance.

A la même époque, dans un projet de loi, M. Georges Berry se ralliait également aux idées préconisées par Théophile Roussel.

Peu d'années après, un homme dont le nom ne peut être prononcé qu'avec une respectueuse admiration, j'ai nommé M. Béranger, avait fait voter par le Sénat, à la séance du 27 juin 1895, une proposition de loi sur la prostitution et les outrages aux bonnes mœurs dont l'article 2 était ainsi conçu dans sa forme définitive : « tout mineur de l'un ou de l'autre sexe, âgé de moins de dix-huit ans, saisi en état habituel de prostitution, sera conduit après instruction ou enquête devant le Tribunal correctionnel, réuni en Chambre du Conseil qui ordonnera, suivant les circonstances, sa remise à ses parents ou son envoi jusqu'à sa majorité, dans les conditions prévues par la loi du 5 août 1850, dans tel établissement de correction d'éducation ou de réforme, ou telle famille honorable qu'il désignera ou sa remise à l'Assistance publique dans les termes de la loi du 24 juillet 1889 ».

Ce texte ne fut pas voté par la Chambre se limitant à dessein, dans son désir de voir aboutir au plus vite les dispositions relatives à la répression des outrages aux bonnes mœurs, qui devinrent la loi du 16 mars 1898.

La première proposition Béranger nous a paru

néanmoins intéressante à citer, pour montrer comment d'une idée louable à coup sûr mais encore imparfaitement exprimée (1) et en quelque sorte à l'état embryonnaire, son auteur a su, par les données de l'expérience et sa profondeur de jugement, s'élever jusqu'à cette précision de termes et cette vue pratique des choses dont nous trouverons les échos souvent éloquents dans les travaux préparatoires et les débats parlementaires qui ont abouti à la loi du 11 avril 1908.

En 1903, M. George Berry, partisan d'une rigoureuse réglementation, consacrait à la question des filles mineures un certain nombre de pages de sa proposition de loi concernant la Police des Mœurs et, à ce propos, l'honorable député insistait tout particulièrement sur l'article ci-après ou il reprenait à nouveau les idées et presque le texte de Théophile Roussel : « toute mineure rencontrée dans un état habituel de prostitution sera conduite devant le Juge de Paix qui décidera, suivant les circonstances, si elle doit être soit remise en liberté, soit rendue à ses parents, soit placée par les soins de l'administration dans un établissement approprié à sa réformation morale, soit à raison de son état de santé soumise à

(1) La compétence du tribunal correctionnel ne pouvait notamment être admise, parce qu'inséparable de l'idée de répression.

telles autres mesures qui seraient reconnues nécessaires dans l'intérêt de la santé publique. »

M. Berry prenait soin d'ailleurs de faire remarquer qu'il n'avait pas pour intention d'imposer un régime répressif aux prostituées mineures mais bien un traitement sanitaire et moral destiné à sauver toutes celles chez lesquelles il reste encore de bons sentiments, estimant lui-même que le nombre en était plus grand qu'on ne le croit communément.

Les 16 et 18 mars 1904, le Conseil Municipal de Paris qui, nous venons de le constater succinctement, n'a pas craint, à diverses reprises, de s'occuper de ce sujet, formulait le vœu suivant :

«... qu'il soit statué par une loi ou un règlement d'administration publique sur la Police des Mœurs suivant les données ci-après :

« La fille mineure, arrêtée pour faits de prostitution, est conduite devant le Juge de Paix, qui décide, suivant les circonstances, si elle doit être remise à ses parents ou placée par l'administration dans un établissement approprié à sa réformation morale pour y être retenue soit jusqu'à sa majorité, soit jusqu'à ce qu'elle ait achevé l'apprentissage d'un métier. »

Parallèlement à ce vœu, le conseil votait cette résolution :

« il y aura lieu de fonder, dès que le vœu concernant la prostitution des mineures sera adopté par le Par-

lement, un établissement spécial dont le régime sera celui d'une institution professionnelle.

La réforme morale et physique des jeunes filles qui y seront internées devra être le but constant à poursuivre. Cet établissement ne devra avoir aucun caractère pénitentiaire... »

Enfin, revenant complètement sur le moyen par eux préconisé en 1892 et tendant à assimiler le fait de prostitution publique des mineurs au vagabondage, le Comité de Défense des enfants traduits en justice et la Société générale des Prisons, après de fort intéressantes discussions adoptait également en 1904 l'idée d'une loi spéciale en vue d'assurer la réformation morale de ces mineurs qui devaient être jugés par le Tribunal civil, statuant en Chambre du Conseil.

Ainsi donc, depuis de longues années, cette thèse avait fini par rallier tous les suffrages ; seuls les moyens de la réaliser étaient de nature à donner lieu à des débats passionnés et si la période d'incubation de cette loi a été aussi pénible, c'est certainement à la délicatesse des questions par elle soulevées que ce fait est dû.

Pour terminer cet exposé, un peu fastidieux parce que chronologique, et sans vouloir faire du droit comparé, ce qui nous entraînerait trop loin, rappelons que le 6 février 1900, au Sénat de Belgique, M. le ministre d'Etat Lejeune insérait dans sa pro-

position de loi sur la Police des Mœurs le passage suivant :

«... Lorsque la notoriété de la prostitution habituelle et la provocation à la débauche seront prouvées, le tribunal mettra l'inculpée à la disposition du Gouvernement comme vagabonde pour être internée dans un dépôt de mendicité pendant trois ans au moins et sept ans au plus si elle a atteint ou dépassé l'âge de dix-huit ans accomplis... »

Au mois de mai de la même année, les Chambres étaient dissoutes et cette proposition de loi ne fut pas votée.

Afin de répondre d'avance à ceux qui seraient tentés de reprocher à la loi du 11 avril 1908 la trop grande hardiesse de ses conséquences, et sans parler notamment de l'Angleterre, cette terre classique de la protection de l'enfance, nous citerons entre autres pays l'Allemagne comme nous ayant singulièrement devancés dans cet ordre d'idées de la prééminence éducative de l'Etat en certaines circonstances.

La loi prussienne du 2 juillet 1900, article 1^{er}, § 3, est en effet ainsi conçue :

« Le mineur (de 18 ans) sera soumis à une éducation attentive, lorsque ses parents et les personnes qui l'élèvent ou l'école, manquant sur lui d'influence éducatrice, cette mesure sera nécessaire

pour empêcher sa complète corruption morale. »

D'ailleurs la Commission du Régime des Mœurs devait, dans la partie de ses travaux spéciale aux mineurs, s'inspirer très largement des dispositions de cette loi.

CHAPITRE II

HISTORIQUE DE LA LOI DU 11 AVRIL 1908

SOMMAIRE

- § 1. — La proposition de M. Bérenger au Sénat. — Sa discussion jusqu'au 30 mars 1906, date du renvoi à une séance ultérieure.
 - § 2. — Le projet de loi du Gouvernement.
 - § 3. — Le projet et la proposition de loi réunis devant le Sénat. — Discussion et adoption jusques et y compris la séance du 9 juillet 1907.
 - § 4. — Rôle de la Chambre des Députés dans la préparation de la loi.
 - § 5. — Vote de la loi par le Sénat.
 - § 6. — La Commission du Régime des Mœurs. — Son action prépondérante dans l'élaboration et le vote de la loi. — Appendice.
- § 1. — *La proposition de M. Bérenger au Sénat. — Sa discussion jusqu'au 30 mars 1906, date du renvoi à une séance ultérieure*

Animé du plus ardent désir de soustraire le sort des mineurs précocement débauchés aux fluctuations de la jurisprudence ainsi qu'au hasard des interventions personnelles et de l'arbitraire administratif (1), M. Bérenger présentait au Sénat, le 30 juin 1905, une proposition de loi sur la prostitution des

(1) Sénat. Année 1905, n° 194.

mineurs. Pour la première fois, devant une assemblée législative, et ce, à l'état isolé, comme se suffisant à elle-même, la question était posée avec autant de netteté que de hardiesse. Soucieux de voir cette disposition votée au plus vite et redoutant toute complication, son auteur l'avait volontairement réduite à cet unique article :

« Tout mineur de moins de dix-huit ans, saisi en état habituel de prostitution sur la voie publique, sera conduit devant le tribunal civil statuant en Chambre du conseil, qui ordonnera, après enquête, suivant les circonstances, sa remise à ses parents, son renvoi dans un établissement public ou dans un établissement privé autorisé dans les termes de la loi de 1904 ou sa remise à un particulier jusqu'à sa majorité.

« Les établissements privés autorisés à recevoir ces mineurs seront soumis aux conditions instituées par la loi du 5 août et recevront de l'Etat un prix de journée égal à celui accordé aux pupilles de l'Assistance publique. »

Le 13 juillet 1905 (1) M. Bérenger déposait son rapport sommaire.

Le 3 novembre de la même année, la proposition était prise en considération.

Le 16 février 1906 (2), au nom de la Commission

(1) Sénat. Année 1905, n° 243.

(2) Sénat. Année 1906, n° 36.

chargée d'examiner sa proposition de loi, M. Bérenger présentait un rapport assez volumineux dont la partie finale contenait le texte définitivement adopté par cette Commission et ne comprenant pas moins de sept articles ; on était loin déjà de l'unique disposition primordiale de l'éminent sénateur et nous verrons d'ailleurs au fur et à mesure des débats que ce texte prendra de plus en plus de développement jusqu'à devenir une loi très complète, peut-être trop complète en trois chapitres, 22 articles et une disposition transitoire.

Le 20 mars 1906 (1). M. Milliès-Lacroix donnait son avis au nom de la Commission des Finances, avis dont nous nous bornons, pour le moment, à souligner l'importance, étant données les lourdes charges budgétaires inséparables de la réforme à adopter.

L'ordre du jour de la séance du 29 mars 1906 (2) appelait la première délibération sur la proposition de loi de M. Bérenger, mais, à l'unanimité, la discussion fut remise au lendemain et lecture donnée seulement des décrets nommant respectivement MM. Saint-Aubin et Hennequin en qualité de commissaires du gouvernement pour les ministères de la Justice et de l'Intérieur.

Le lendemain, donc, 30 mars (3), eurent lieu les

(1) Sénat. Année 1806, n° 120.

(2) *Journal Off.*, 30 mars 1906. *Déb. parlam.*, p. 304.

(3) *Journ. Off.*, 31 mars 1906. *Déb. parlam.*, p. 313 et suiv.

premiers débats qui donnèrent naissance à de très intéressants échanges de vue entre MM. Béranger et Hennequin : chacun des deux orateurs prit parti, des systèmes très différents furent exposés de part et d'autre, celui de M. Béranger tout à fait réduit tandis que M. Hennequin envisageait dans son ensemble le douloureux problème de la prostitution des mineurs.

A la demande formelle de M. le Président du Conseil Sarrien et sur les instances de M. Hennequin, dont la compétence spéciale s'affirmait encore par la lourde charge qu'il assumait à la Commission du Régime des Mœurs (1), la suite de cette discussion, malgré les objections de M. Béranger, fut remise à une séance ultérieure jusqu'à ce que le Sénat ait eu connaissance du texte que la dite Commission devait arrêter, à bref délai, sur le même sujet.

§ 2. — *Le projet de loi du Gouvernement.*

Le 5 mars 1907 (2), MM. Clémenceau, Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur, et Guyot-Dessaigne, Garde des Sceaux, déposaient au Sénat un projet de loi qui fut renvoyé à la Commission chargée de l'examen de la proposition Béranger. Ce projet ré-

(1) M. Hennequin, nous l'avons vu était Secrétaire Général de ce très important organe.

(2) Sénat. Année 1907, n° 50.

digé en 21 articles était presque entièrement conforme au texte adopté par la Commission du Régime des Mœurs : l'exposé des motifs en est des plus intéressants et dégage fort bien les idées essentielles que la loi nouvelle avait soit à consacrer, soit à ménager.

Le projet reconnaît, en effet, tout d'abord, que la réformation morale de la jeunesse, ne pouvant être recherchée sans porter une atteinte certaine à la liberté individuelle et à la puissance paternelle, seule, une loi est capable de donner le moyen de s'opposer victorieusement et au nom d'un principe supérieur aux résistances des mineurs ou de leurs familles. Plus loin, nous relevons cet aveu précieux que le relèvement de tous les mineurs prostitués incombe à l'Etat comme un grand devoir social. Enfin, partant de cette idée que la prostitution n'est pas un acte délictueux mais un mal qui réclame impérieusement des mesures protectrices pour la jeunesse, le projet entend instituer un régime absolument spécial d'éducation raisonnée s'appliquant à une catégorie toute nouvelle de pupilles ; abandonnant la solution des questions de détail, à un règlement d'administration publique, il pose les bases mêmes de l'organisation et du fonctionnement des établissements aptes à recevoir ces mineurs.

§ 3. — *Le projet et la proposition de loi réunis devant le Sénat. — Discussion et adoption jusques et y compris la séance du 9 juillet 1907.*

Le 23 mai 1907 (1), M. Bérenger déposait un rapport dans lequel, tout en laissant deviner les préférences personnelles que la simplicité voulue de sa proposition de loi en sept articles lui faisait concevoir, il essayait de l'adapter au projet de loi.

Signalant d'abord de nombreuses analogies comme gage certain d'une entente possible, l'éminent rapporteur indique les différences essentielles relatives au degré d'extension à donner à la loi et à la procédure à instituer. Le projet du gouvernement vise, en effet, le problème général de la prostitution des mineurs, qu'elle ait lieu sur la voie publique ou à domicile : M. Bérenger avait hésité devant une réforme aussi considérable dont il estimait la solution bien difficilement réalisable en pratique ; d'autre part, il considérait que le mineur se prostituant dans le secret du domicile, pouvait être protégé, suivant les cas, soit par la loi du 24 juillet 1889, soit par celle du 19 avril 1898 ; par son amplitude même, prétendant viser le point délicat entre tous de l'amendement de ce dernier mineur, le projet de loi devait entraîner inévitablement une procédure plus détaillée qui ne

(1) Sénat. Année 1907, n° 120.

serait pas sans présenter quelques inconvénients.

M. Bérenger expose ensuite, qu'en dernière analyse la Commission a été d'accord pour chercher à concilier les deux propositions ; « il lui a semblé, dit-il, qu'il lui était difficile de contrôler et à plus forte raison de contredire les appréciations faites par l'Etat, qu'elle n'avait point à se substituer à cet égard à sa responsabilité et que s'il lui convenait d'assumer le surcroît de dépenses pouvant résulter de son système, il ne lui appartenait pas de l'en détourner. »

Le projet a donc été accepté dans son ensemble et proposé tel quel à l'approbation du Sénat, sauf certains changements, relatifs notamment aux obligations imposables aux établissements autorisés à recevoir ces mineurs, obligations de nature, d'après M. Bérenger, à décourager l'initiative privée.

Sur un seul point important, une divergence profonde était relevée : visiblement influencé par la doctrine abolitionniste, le projet n'admettait aucunement le droit d'arrestation ; tout au contraire, tant pour assurer la protection efficace du mineur que pour assainir la rue, la Commission du Sénat estimait indispensable de conserver à la Police la faculté de se saisir de ce mineur, dans l'hypothèse de prostitution sur la voie publique. C'était là une question de principe ; aussi M. Bérenger maintenait-il son opinion et proposait-il de modifier le texte du projet de loi.

Le 4 juin 1907, (1) eut lieu au Sénat la suite de la première délibération et nous y voyons s'affirmer les divergences signalées par le rapport de M. Bérenger entre le projet et la proposition de loi.

La discussion porta sur les articles 9 et 2 du texte proposé par la Commission : le premier permettait la saisie du mineur, trouvé en état habituel de prostitution publique, le second, relatif aux établissements de réforme, résumait les articles 2 et 3 du projet de loi et ne laissait subsister que l'obligation d'un enseignement professionnel, à l'exclusion des autres charges énumérées dans les dits articles telles que la nécessité d'un pécule, d'un trousseau, etc...

Pour le cas précédemment indiqué, l'éminent sénateur persistait à estimer que le mineur devait être arrêté : au nom de la liberté individuelle, M. le Commissaire du Gouvernement Bourdon (2) développa éloquemment une thèse diamétralement opposée.

De son côté, M. Hennequin défendit avec autant d'autorité que de conviction les dispositions du Gouvernement relatives aux conditions de fonctionnement des établissements de réforme, dispositions empruntées au projet de loi présenté en 1901 à la Chambre des députés, instituant la surveillance par l'Etat des établissements de bienfaisance privée et

(1) *Journ. Off.*, 5 juin 1907. *Déb. parlem.*, p. 691 et suiv.

(2) Nommé en remplacement de M. Saint-Aubin appelé à d'autres fonctions.

dont M. Bienvenu Martin se constitua le rapporteur. A ce propos, M. Béranger soutint l'article 2 du texte de la Commission, s'efforçant de montrer qu'il était injuste, parmi tous les établissements de bienfaisance privée, de soumettre seuls, ceux visant à la réformation des mineurs prostitués à de multiples obligations imposées par un simple projet de loi qui ne serait peut-être jamais voté. C'était décourager l'initiative privée que d'agir ainsi : en tout cas, pourquoi ne pas laisser le soin de régler ces questions à un règlement d'administration publique qui tomberait de lui-même si le projet de loi sur la surveillance des établissements de bienfaisance privée était adopté et contenait des prescriptions finalement adoucies ?

La Commission parvint à faire adopter son texte mais avec un très judicieux amendement de M. Bienvenu Martin, amendement qui, remplaçant tout l'alinéa 2 de l'article 2 tel qu'il était proposé par le Gouvernement était ainsi conçu : « Il... (le règlement d'administration publique) déterminera également les conditions des prélèvements à opérer sur le produit du travail des mineurs en vue de la constitution d'un pécule ou d'un fonds commun ».

Jusqu'à l'article 9, il n'y avait plus de dissentiment entre le Gouvernement et la Commission : les articles 1 à 8 furent donc adoptés et la suite de la discussion, notamment celle de l'article 9, remise à la séance du 7 juin.

A cette séance (1), M. Bérenger parvint, malgré les efforts de M. Bourdon, à faire adopter l'article 9, c'est-à-dire une exception, à notre avis, indispensable au principe de la comparution, à l'état libre, dans tous les cas, du mineur prostitué. Après divers échanges de vue, que nous aurons l'occasion de signaler ultérieurement, on vota tous les autres articles de la Commission et le Sénat décida qu'il passerait à une deuxième délibération.

Le 28 juin (2), M. Bérenger déposa un rapport supplémentaire au nom de la Commission qui, ayant d'ailleurs pris l'engagement de se livrer à un nouvel examen des dispositions des articles 9 et 19 du projet, s'était vue, entre temps, saisie au sujet du dit article 9, par les amendements de MM. Legrand, Gourju et Félix Martin. D'accord avec les représentants du Gouvernement, l'éminent rapporteur modifiait les termes de cet article 9 qui, dans sa rédaction nouvelle et s'inspirant de l'esprit des amendements précités, s'occupait surtout de l'avis à donner aux personnes chargées de la garde du mineur se livrant à la prostitution publique ; ce même article réglementait le mécanisme chargé d'assurer la réformation du mineur, en le faisant comparaître, selon les cas, lors de la deuxième ou troisième constatation de racolage relevée par la Police, dans un intervalle donné.

(1) *Journ. Off.*, 8 juin 1907. *Déb. parlam.*, p. 721 et suiv.

(2) *Sénat. Année 1907*, n° 199.

L'article 19 était également modifié, conformément aux observations faites par M. Hennequin, touchant le dépôt à la Caisse d'Épargne, au nom du mineur, de la portion du salaire excédant les dépenses de son entretien, dépôt qui incombait aux personnes ayant effectué le placement de ce mineur.

La deuxième délibération eut lieu le 5 juillet (1) : les articles 1 à 8 furent adoptés sans discussion ; il n'en alla pas de même pour l'article 9, le plus délicat d'ailleurs. A son sujet les amendements proposés s'inspiraient d'une pensée de transaction entre les idées divergentes de la Commission et du Gouvernement : maintien bien entendu, sous certains tempéraments, du droit d'arrestation pour le cas de prostitution publique, mais, en revanche, précautions prises dans l'intérêt de la liberté individuelle et avertissement adressé aux parents ou personnes investies du droit de garde. M. Bérenger donna lecture du nouveau texte de l'article 9 donnant, d'après leurs propres déclarations, pleine et entière satisfaction à MM. Gourju et Louis Legrand.

Seul donc, l'amendement de M. Félix Martin était maintenu ; sa rédaction avait l'approbation gouvernementale comme étant plus concise, mieux ordonnée et observant l'ordre chronologique. M. Bourdon déclarait d'ailleurs s'y rallier complètement, demandant seulement la suppression du mot « raco-

(1) *Journ. Off.*, 6 juillet 1907. *Déb. parlam.*, p. 847 et suiv.

lage » comme aussi peu français que juridique.

S'en tenant au texte arrêté par la Commission, M. Bérenger, au contraire s'opposait à cet amendement dont le renvoi à la dite Commission fut prononcé, tandis que la suite de la discussion était remise à la prochaine séance.

Le 9 juillet (1) l'ensemble du projet de loi était adopté, un accord définitif étant intervenu au sujet de l'article 9 entre la Commission et le Gouvernement.

§ 4. — *Rôle de la Chambre des députés dans la préparation de la loi.*

Le 22 novembre 1907 (2), le projet de loi adopté par le Sénat fut présenté à l'autre assemblée, et renvoyé pour examen à la Commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle ; le 21 janvier 1908 (3), au nom de cette Commission, M. Violette déposait un rapport dont le texte, des plus substantiels, contenait plusieurs modifications, les unes, pour ainsi dire, de forme, les autres, plus importantes.

L'honorable député proposait d'abord de répartir plus logiquement les dispositions de la loi et ce, en

(1) *Journ. Off.*, 10 juillet 1907. *Déb. parlam.*, p. 878 et 879.

(2) Chambre des Députés, 9^e législ. n° 1326.

(3) Chambre des Députés, 9^e législ. n° 1459.

trois sections : dispositions générales, placement et retrait des enfants, procédure, chaque article prendrait place à son rang dans les diverses sections. Certains points de détail étaient l'objet d'un changement, mais seules, étaient ajoutées deux dispositions nouvelles, d'une très réelle importance, celles-là :

La première (article 2 nouveau) prévoit pour les parents dont les enfants se livrent habituellement à la débauche le droit de saisir le Tribunal d'une demande de placement en réforme des dits enfants dans les établissements spécialement prévus par la loi.

La seconde (article 3 du texte de la Commission de la Chambre) ajoutait un paragraphe à l'ancien article 9 du projet du Sénat, à l'effet de décider qu'au cas de provocation à la débauche sur la voie publique, sur réclamation adressée au Procureur de la République par des personnes spécialement désignées, ce magistrat devait saisir d'urgence le Tribunal qui statuerait sur le maintien ou l'annulation du premier procès-verbal.

A la séance du 23 mars 1908 (1), après déclaration de l'urgence, la Chambre votait, sans la moindre discussion, le nouveau texte proposé par M. Violette.

(1) *Journ. Off.*, 21 mars 1908. *Déb. parlem.*, p. 719 et suiv.

§ 5. — *Vote de la loi par le Sénat.*

Le 1^{er} avril 1908 (1), le Gouvernement demandait à la haute assemblée de vouloir bien, avec les modifications apportées par la Chambre, adopter le projet de loi antérieurement voté par elle. Le texte du projet ainsi remanié et suivi d'un très succinct exposé des motifs fut renvoyé à la Commission du Sénat, précédemment saisie de la question.

Le 6 avril (2), au nom de cette Commission, M. Béranger déposa son rapport : les dispositions ajoutées par la Chambre au projet adopté au Sénat le 9 juillet 1907 y sont très clairement exposées et si l'honorable rapporteur admet, sans une seule critique, les interversions, voire même certaines adjonctions de texte ne touchant qu'à des points secondaires, il s'élève contre les articles 2 et 3 du projet arrêté par la Chambre.

Bornons-nous actuellement à indiquer, à ce propos, qu'aux yeux de M. Béranger, l'article 2 constituait une dérogation injustifiée et peut-être inopportune aux règles actuelles sur l'exercice de la puissance paternelle.

Quant à l'article 3, il bouleversait, en quelque

(1) Sénat. Année 1908, n° 103.

(2) Sénat. Année 1908, n° 116.

sorte, les attributions respectives des divers agents de la justice en transportant ainsi aux juges le droit reconnu jusqu'alors au Parquet d'apprécier la valeur des procès-verbaux de police.

Mais enfin, profondément désireux de voir aboutir cette réforme et ne voulant pas l'exposer à d'autres discussions, ces critiques faites, M. Béranger faisait confiance au tact et à la prudence des Magistrats, pour appliquer sainement certaines dispositions qui n'en étaient pas moins une véritable nouveauté dans notre droit : aussi, proposait-il, en conséquence, au Sénat d'adopter le texte voté par la Chambre.

Avec une véritable divination que les événements devraient singulièrement souligner, M. Béranger terminait ainsi : « La Commission, sous l'expresse réserve que, si une courte expérience venait confirmer les préoccupations ci-dessus exposées, il y aurait lieu d'y apporter, par une loi nouvelle, les réformes jugées nécessaires, accepte les modifications d'ordres divers, apportées au projet par la Chambre... »

Le 9 avril, après déclaration de l'urgence, le texte était voté sans débats et au *Journal Officiel* du 15 était enfin promulguée la loi du 11 avril 1908.

§ 6. — *La Commission du Régime des Mœurs. Son action prépondérante dans l'élaboration et le vote de la loi (1).*

On peut dire, sans se voir taxé d'exagération, que la loi du 11 avril 1908 est sortie presque tout entière des travaux de la Commission, n'étant, pour ainsi dire et en somme, que le titre II détaché du vaste projet de loi en cinq titres, préparé par ledit organe qu'un décret du 18 juillet 1903 institua comme épilogue d'une question adressée au Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur, dans la séance de la Chambre des députés du 28 mai 1903 par MM. Paul Meunier et Le Hérissé, à la suite d'erreurs et d'abus de la Police des Mœurs commis presque en même temps à Paris et à Rennes. Avec une sagacité des plus louables et une parfaite entente de l'importance de la question, M. Combes appela à faire partie de cette

(1) Nous tenons ici bien que nous en ayons l'occasion presque à chaque page de cette étude, à rendre hommage à l'inlassable et précieuse bienveillance de M. le Directeur Hennequin qui a bien voulu mettre à notre disposition tous les documents de la commission du régime des mœurs et nous permettre de profiter de sa haute compétence affirmée une fois de plus dans ce remarquable rapport général, dont nous nous sommes largement inspirés au cours de ce travail et que nous avons eu toujours sous les yeux.

commission des personnalités, toutes assurément distinguées, certaines tout à fait éminentes mais qui n'en représentaient pas moins les opinions les plus divisées, ceux-ci abolitionnistes fervents, ceux-là réglementaristes purs; d'autres, enfin, partisans de cette réglementation modérée pour laquelle le Ministre de l'Intérieur ne cachait pas ses préférences dans un rapport adressé au Président de la République, à l'appui du décret précité, rapport dont la réelle impartialité se révèle notamment en sa partie finale où il est indiqué que les travaux de la Commission : « montreront clairement la voie dans laquelle il convient d'orienter la solution du problème pour assurer à la femme un sort meilleur, tout en donnant satisfaction aux exigences de l'ordre de la morale et de la santé publique ».

Cette Commission qui comprenait 73 membres, un secrétaire général, M. le Directeur Hennequin, et cinq sous-secrétaires se réunit pour la première fois le 3 novembre 1903 et termina ses travaux le 7 décembre 1906.

A l'effet d'apporter tout l'ordre et la clarté désirables, un Comité de Rédaction fut créé dans la 29^e séance : il comprenait MM. Feuilloley, Fournier, Le Poittevin, Paul-Meunier et Saint-Aubin qui devaient prendre une part des plus actives dans la préparation de la loi du 11 avril 1908. Ce comité eut vingt-deux réunions, du 24 février au 17 novembre 1906, ce qui

porte à 58 le nombre total des séances de la Commission du Régime des Mœurs.

Sans vouloir dresser un programme détaillé des travaux de cet organe, le rapport de M. Combes signalait, entre autres points, l'intérêt particulier que présentent les questions relatives aux filles mineures. Aussi, après avoir posé ce grand principe général de l'absolue substitution du régime de la loi au régime de la réglementation municipale. M. Bulot proposait-il, dès la sixième séance, l'étude de la protection des mineures et recommandait-il, à ce propos, d'étendre les dispositions de l'article 333 du Code pénal. Mais il fut reconnu que la loi pénale, en son état actuel, contenait des sanctions en somme suffisantes pour réprimer l'excitation habituelle de mineurs à la débauche et qu'il ne pouvait s'agir que des moyens de sauver ces jeunes êtres d'une irrémédiable déchéance : à plus forte raison donc, une loi devait intervenir à ce propos, car une pareille œuvre ne pouvait se concevoir sans une restriction non seulement de la liberté individuelle mais de la puissance paternelle.

Cette question de la réformation des mineurs occupa onze séances, certaines mêmes, les vingt-quatrième, vingt-sixième, trentième, trente et unième, y furent entièrement consacrées, tant la Commission attachait d'importance à ce projet.

A la fin de la onzième séance, le 20 décembre 1904, M. Bérenger, dont nous sommes toujours sûrs de

trouver le nom quand il s'agit de causes nobles et généreuses, posa pour la première fois le problème sur son véritable terrain : à l'appui de la nécessité d'une réforme législative, il citait notamment l'exemple d'une petite fille de douze ans recueillie dans un asile, alors qu'elle était enceinte, et montrait le sort lamentable de l'enfance sans cesse arrêtée et le plus souvent sans cesse relâchée jusqu'au jour où, de guerre lasse, la Préfecture de Police la met en carte puisqu'elle « en veut ».

Une procédure simple et expéditive, permettant de statuer le plus rapidement possible, était visée à dessein dans la proposition de M. Béranger, dont le texte mérite d'être cité, comme accusant une certaine différence avec celui que son auteur devait déposer sur le bureau du Sénat le 30 juin 1905 ; au paragraphe 2 du précédent chapitre, nous avons eu l'occasion d'en montrer toute la simplicité voulue, mais il était déjà un peu plus compliqué que la disposition présentée à la Commission du Régime des Mœurs et ainsi conçu :

« Tout mineur saisi en état habituel de prostitution sera conduit devant le Juge de Paix qui ordonnera, suivant les circonstances, sa remise à ses parents, son envoi dans un établissement approprié à sa réformation morale ou sa remise à l'Assistance Publique pour être retenu soit jusqu'à sa majorité, soit jusqu'à ce qu'il ait achevé l'apprentissage d'un métier.

« Les établissements d'assistance privée créés en vue de recevoir ces mineurs seront soumis aux conditions instituées par la loi du 5 août 1850 et recevront le prix de journée accordé aux pupilles de l'Assistance Publique ».

Et, si nous avons tenu à mentionner ce texte, c'était également pour le comparer avec l'amendement dont M. le Professeur Le Poittevin tint à saisir immédiatement la Commission; le vœu final dudit amendement, pour lequel son auteur prévoyait d'ailleurs des améliorations et développements ultérieurs, accusait, tout en étant d'accord, sur le principe, des différences essentielles de conception. Il était ainsi rédigé :

La Commission émet le vœu :

« Que la fille mineure de 21 ans qui se livre habituellement à la prostitution soit jugée par le tribunal civil statuant en Chambre du Conseil qui décidera, suivant les circonstances et à charge d'appel, si elle doit être rendue à ses parents ou placée par l'administration dans un établissement approprié à sa réformation morale, pour y être retenue, soit jusqu'à sa majorité, soit jusqu'à ce qu'elle justifie qu'elle peut gagner honorablement sa vie.

« Pendant l'instance, la Chambre du Conseil peut ordonner, relativement à la garde de la mineure, telles mesures provisoires qu'elle juge utiles. Les ju-

gements sur ces mesures provisoires sont exécutoires par provision ».

Dans ce vœu, nous trouvons toute l'origine de la loi de 1908, les 23 articles y sont en germe ; pour un esprit au courant de cette loi, il est aisé de les apercevoir et déjà le lecteur peut se rendre compte que ce texte législatif fut tout au moins en grande partie élaboré au sein de cette Commission du Régime des Mœurs.

Discernant les particulières difficultés de l'œuvre visée et s'inspirant, notamment, des dispositions de la loi du 24 juillet 1889, M. Le Poittevin se rendait compte qu'une pareille mesure, touchant à la liberté individuelle et à la puissance paternelle, deux principes entre tous sacrés et respectables, devait être entourée de toutes les protections possibles et que, seule, était admissible la compétence du Tribunal civil, et encore, avec toutes les voies de recours et garanties juridiques ordinaires, d'accord avec les principes généraux de notre droit public. D'autre part, la Commission s'étant prononcée pour le système abolitionniste, la police ne devait plus avoir le droit d'arrêter pour faits de prostitution et, par conséquent, le mineur ne pouvait être saisi, ainsi que l'énonçait M. Bérenger, mais seulement appelé à comparaître s'il ne devait appartenir qu'à la Chambre du Conseil de prendre, pendant l'insistance, des mesures provisoires dans l'intérêt des enfants.

Enfin, la proposition Béranger avait une portée essentiellement restreinte et on y sentait la visible influence du régime réglementariste : tout en poursuivant une œuvre sociale, elle semblait en effet animée de la préoccupation d'assainir la rue, en ne s'occupant que du mineur trouvé en état habituel de prostitution sur la voie publique.

Tout au contraire, M. Le Poittevin envisageait le problème dans son ampleur et visait la réformation morale du mineur poursuivie par l'Etat comme un impérieux devoir vis-à-vis des jeunes êtres précocement débauchés, quelles que fussent les conditions et les circonstances de leur chute prostitutionnelle.

Ceci dit, hâtons-nous d'ajouter que nous ne pouvons entrer dans le détail des débats très intéressants qui eurent lieu sur ces deux propositions, sans dépasser de beaucoup le cadre de cette étude : nous nous contenterons d'un résumé succinct qui montrera comment cette Commission parvint à établir un projet de loi en 23 articles, projet dû au Comité de Rédaction qui n'y consacra pas moins de neuf séances et que le Gouvernement réclama pour le faire sien. Le rapport général de M. Hennequin nous aidera puissamment à ce sujet et nous le suivrons dans son exposé.

La Commission adopta de suite le système Le Poittevin et, le déclarant applicable aux mineurs des deux sexes, réduisit à dix-huit ans la limite de réformation possible, limite commandée tant par les

nécessités financières que par les chances de relèvement. Il fut reconnu également comme un principe incontesté que, si le mineur prostitué ne relevait pas de l'Administration pénitentiaire, l'Assistance Publique ne pouvait pas davantage avoir, en aucun cas, la charge de pareils et pour la plupart aussi déplorables pupilles. Il fallait donc prévoir des établissements spéciaux, organisés par l'Etat, tout en se réservant le concours d'établissements privés qui seraient autorisés à cet effet : des particuliers, en outre, pourraient se voir confier ces mineurs.

Quant à la durée de la rétention, le principe de l'éducation forcée jusqu'à 21 ans prévalut, sous réserve d'une mise en liberté provisoire subordonnée à certaines conditions d'amendement qui furent, d'ailleurs, soigneusement discutées. L'autorité compétente pour accorder cette libération provisoire restait à déterminer ; la direction de l'Etablissement de réforme dont l'autorité, à ce sujet, serait éclairée par un conseil de surveillance et de patronage, se vit remettre le pouvoir de prendre cette grave décision dont le rejet ouvrirait un recours devant le Tribunal civil jugeant en Chambre du Conseil qui aurait également la faculté de prononcer le retrait de cette faveur et d'ordonner la réintégration du mineur dans la maison de réforme.

Deux questions très importantes, dominant toute la matière, restaient à traiter : celle de l'organisa-

tion de la procédure et des conditions de fonctionnement des établissements privés, fonctionnement subordonné au concours financier de l'Etat.

Pour abréger les débats et arrêter, le plus tôt possible, un texte que le Gouvernement devait incessamment demander, ce fut au Comité de Rédaction qu'on remit finalement le soin de préparer le projet et de traiter notamment cette question de procédure, en s'inspirant, bien entendu, de la loi de 1889 prise comme type par M. le professeur Le Poittevin mais en ne perdant pas de vue également que la mainmise sur l'autorité paternelle étant différente, de profondes modifications s'imposaient (1).

Le texte ainsi préparé par le Comité de Rédaction fut presque sans changement adopté par la Commission et M. Bérenger indiqua, alors, combien le Sénat, déjà saisi de sa proposition de loi sur le même sujet, serait désireux de se voir d'urgence communiquer ce texte.

Enfin, le 6 juillet 1906, à la trente-quatrième séance, lecture fut donnée d'une lettre du Ministre de l'Intérieur insistant pour être mis, le plus tôt possible, avec un rapport à l'appui, en possession du projet de loi que la Commission avait voté touchant les mesures à prendre à l'encontre des mineurs se livrant à la prostitution. Tout en regrettant

(1) Voir le rapport général de M. Hennequin, pages 187 à 218.

d'être obligée de revenir sur la décision antérieurement prise de présenter au Gouvernement l'ensemble des travaux par la voie du rapport général, la Commission décida de satisfaire à cette demande et M. Delaitre, Auditeur au Conseil d'Etat, fut désigné pour rédiger un rapport sommaire.

Tel a été, brièvement exposé, le rôle joué par la Commission dans l'élaboration de la loi du 11 avril 1908, rôle considérable à la vérité et qui, à lui seul, fait le plus grand honneur à l'ensemble de ses membres qui, pour la première fois, touchèrent d'une façon scientifique et raisonnée aux questions sociales et juridiques les plus délicates.

Appendice.

La première partie de ce travail se trouve ainsi terminée, et nous n'avons, à dessein, donné presque un simple exposé chronologique du rôle joué par le Gouvernement, les Assemblées parlementaires et la Commission du Régime des Mœurs dans l'élaboration directe de la loi; en examinant chacun de ses articles nous allons avoir en effet à exposer et à étudier parfois en détail la discussion fort intéressante dont leur préparation et leur vote a été l'occasion et le lecteur pourra se rendre compte que si cette loi est communément taxée de trop

théorique, ce n'est pas faute d'avoir été commentée, en quelque sorte, avant la lettre.

Nous allons donc, maintenant, aborder l'examen de la loi article par article : aussi observerons-nous, pour plus de clarté, l'ordre même arrêté par le législateur, ordre d'ailleurs logique et qui divisera tout naturellement cette étude en trois chapitres, dispositions générales, placement des mineurs et procédure.

DEUXIÈME PARTIE

Commentaire de la loi du 11 avril 1908

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

SOMMAIRE

Section I. — Etude de l'article 1^{er}.

§ 1. — Enoncé de principes.

A. Sexe.

B. Age.

C. Habitude.

D. Procédure et Compétence.

E. Quelle solution pourra prendre le Tribunal ?

F. Durée du Placement.

§ 2. — Situation particulière visée par l'article 1^{er} du mineur, prostitué clandestin avec idée de gain.

Section II. — Etude de l'article 2.

§ 1. — Hypothèse tout à fait spéciale visée par cet article quant à ses conditions d'application.

A. Origine de cet article.

B. Sa portée.

§ 2. — L'article 2 est un acheminement vers la suppression de la correction paternelle telle qu'elle est conçue par le Code.

Section III. — Etude de l'article 3.

§ 1. — Origine de cet article.

§ 2. — Fonctionnement de l'article 3.

A. Cas d'application et fixation légale de la condition d'habitude.

B. Le premier procès-verbal de racolage. Son importance.

C. Précautions prises pour concilier le respect dû à la liberté individuelle et à la puissance paternelle.

D. Point de départ et sens du délai de six jours accordé par le 1^{er} alinéa de l'article 3.

E. Conséquences des autres procès-verbaux de racolage.

§. 3. — Critiques dirigées contre l'article 3. — Sous quelles conditions peut-il utilement fonctionner ? — Appendice.

SECTION I

Etude de l'Article 1^{er}.

Article 1^{er} : « tout mineur de dix-huit ans, qui se livre habituellement à la prostitution, est, sur la demande des personnes mentionnées aux articles 11 et 12, appelé à comparaître devant le tribunal civil en Chambre du Conseil, qui décide, suivant les circonstances, s'il doit être rendu à ses parents, ou placé : soit dans un établissement public spécialement organisé, soit dans un établissement privé régulièrement autorisé à cet effet et approprié à sa réformation morale, soit enfin chez un parent ou un particulier, pour y être retenu jusqu'à sa majorité ou jusqu'à son mariage. »

§ 1. — *Enoncé de principe.*

A. Sexe. — L'article 1^{er} contient un membre de phrase initial ainsi conçu : « tout mineur de dix-huit ans » qui s'applique également aux deux articles suivants ; donc, si, d'autre part, les faits prostitutionnels réunissent les caractères voulus, devront tomber sous l'application de la loi, tous les mineurs sans distinction de sexe, mais à condition qu'ils n'aient pas atteint l'âge de dix-huit ans.

Il était déjà profondément regrettable d'avoir à s'occuper de jeunes filles souvent à peine sorties de l'enfance et cependant vouées à la plus abjecte débauche, mais un devoir combien plus pénible encore et cependant impérieusement commandé par les douloureuses nécessités de la pratique imposait, sous peine de faire une œuvre incomplète, de ne pas exclure de la réforme les prostitués du sexe masculin. Cette prostitution masculine s'exerce parallèlement à l'autre, et a, comme elle, son ignoble organisation : c'est là, évidemment, une poignante constatation, aussi faut-il savoir gré à M. Bérenger de n'avoir pas reculé devant la triste vérité et, si l'on comprend le chevaleresque sentiment guidant les protestations indignées de l'honorable M. Monis qui, à la séance du 30 mars 1906, considérait comme un outrage à notre race d'inscrire dans la loi que les hommes se

prostituent, on ne peut s'empêcher de complètement approuver le bon sens et le courage avec lequel l'éminent rapporteur de la loi lui répondit : « Nierez-vous le fait ? Non, vous ne pouvez pas le nier. Qu'est-ce donc que cette pudeur qui, en face des choses les plus hideuses, mais les plus connues, préfère ne pas les voir aux risques de les laisser subsister ? » (1)

Le texte de la Commission finalement adopté « tout mineur » satisfaisait en partie, dans sa formule plus imprécise, au désir de M. Monis qualifiant d'abominable la rédaction proposée par M. Bérenger « tout mineur de l'un et l'autre sexe ... » qui soulignait peut-être un peu trop cette douloureuse situation (2).

Mais cette situation ne peut être taxée d'absolument exceptionnelle : le livre de M. Joly, intitulé : « A la recherche de l'éducation correctionnelle à travers l'Europe », contient, à cet égard, des documents formels, appuyés sur l'indéniable expérience d'un directeur de colonie pénitentiaire (3) et, d'autre part, certaines des affaires jugées le lundi par la 8^e Chambre correctionnelle de la Seine indiquent l'urgence de la réforme : apprentis en rupture d'atelier, petits vagabonds des rues, au sens courant de

(1) *Journ. Off.*, 31 mars 1906. *Déb. Parlem.*, p. 318.

(2) Lire Lucien Descaves : *Le Vice Suprême*. Journal du 9 mai 1909.

(3) Lire ouvrage cité pages 63, 64.

ce mot mais plus rarement au sens juridique, c'est un défilé lamentable et, presque toujours, retentissent douloureusement les mêmes cyniques aveux.

Remis à leur famille, ces intéressants sujets s'empres- sent de la fuir, repris, eux aussi, par la nostalgie du trottoir, et en 1907 l'un d'eux, nommé O..., âgé alors de 15 ans, maintes fois arrêté pour racolage des hommes, sans cesse relâché et finalement confié par décision judiciaire à sa sœur aînée, regagnait le soir même l'innommable promiscuité de ses garnis. Depuis son père l'appela vainement à son lit de mort et les autres membres de sa famille ne purent en avoir la moindre nouvelle.

En bien moins grand nombre évidemment, mais avec autant de nécessité que pour les filles mineures, il était indispensable de soumettre ces jeunes dépravés à une éducation réformatrice sous peine de les voir compter plus tard parmi les meilleures recrues de cette armée du crime (1), dont ils avaient été les pupilles.

B. Age. — L'âge de dix-huit ans a été pris comme extrême limite d'amendement possible — jusqu'à dix-huit ans accomplis, la loi atteindra les mineurs ; mais un mineur âgé de dix-huit ans et un jour au moment de la constatation des faits de prostitution ne pourra se la voir appliquer.

(1) Lire H. Joly. *Le Crime*, page 116 et suivantes.

La Société générale des Prisons crut devoir, au contraire, dans sa discussion de 1904, adopter l'âge de 21 ans par seize voix contre treize, et cette solution fut inspirée par le souci très beau en soi d'assurer à la femme un maximum de protection : cette solution d'ailleurs n'avait pas été admise sans de nombreux échanges de vue où un violent courant opposé se faisait jour. Comme l'indiquait très bien M. A. Rivière, on avait voulu ainsi faire de la symétrie juridique, tandis qu'il fallait s'inspirer des nécessités pratiques.

La majorité avait été en effet hypnotisée par cette idée que la protection de l'enfance s'étendant jusqu'à 21 ans dans nos codes, la mineure prostituée avait également droit jusqu'à cet âge aux mesures d'éducation réformatrice qu'imposerait la loi (1) désirée par le Comité de Défense. Mais si, passé dix-huit ans, certaines des femmes qui se vendent et en grand nombre y sont poussées par la misère, n'était-ce pas à l'égard de celles-ci une véritable injustice que de les soumettre à des mesures toutes au fond privatives de la liberté individuelle et n'était-il pas infiniment plus logique et désirable de laisser à la charité privée le soin de les secourir et d'arriver à leur faciliter les moyens de gagner honnêtement leur vie ?

(1) Voir *Revue Pénitentiaire*, Année 1904, p. 800 et suivantes.

La loi du 11 avril 1908 a très sagement fixé cette limite de 18 ans qui était commandée tant par les données de l'expérience que par les nécessités pratiques, budgétaires et autres : au moment même où les sociétés s'occupant de l'enfance, les directeurs de maisons correctionnelles ainsi que les représentants de l'Assistance Publique indiquaient, les uns, en termes voilés, les autres, plus nettement, combien la loi du 14 avril 1906, élevant de 16 à 18 ans la majorité pénale, avait compliqué leur tâche par l'introduction d'éléments plus difficiles à redresser, il eut été téméraire d'espérer un amendement pour la catégorie des filles de 18 à 21 ans qui se prostituent n'obéissant qu'à leur propre dépravation, alors que le dit amendement ne saurait en général se concevoir que pour de jeunes êtres encore susceptibles d'éducation.

La Commission extraparlamentaire, le Gouvernement et les Assemblées législatives admirent sans discussion cet âge de 18 ans alors que MM. Bérenger et Le Poittevin proposaient d'étendre le champ d'application de la loi, se bornant d'ailleurs à poser le principe de la protection légale s'exerçant jusqu'à la majorité, sans aucunement insister à ce sujet.

Un cas est prévu où le mineur sera de plein droit soustrait à l'éducation réformatrice dont la majorité civile constitue en principe la seule limite : c'est celui de son mariage survenant pendant le cours de

cette éducation. Une pareille mesure laissera parfois à désirer, car on peut supposer que grâce à la complicité ou à l'aveuglement de ses parents le mineur arrive à contracter n'importe quelle union afin d'échapper à l'application de la loi.

De même la loi n'est pas faite pour la mineure de 18 ans déjà engagée dans les liens du mariage, qui sera libre de se livrer impunément à la prostitution pourvu qu'elle ne commette aucun délit connexe.

C. *Habitude.* — Aussi bien pour l'article 1^{er} que pour l'article 2 le tribunal aura la charge de décider s'il y a ou non habitude dans les faits de débauche relevés à l'égard du mineur : ce sera là évidemment une affaire d'appréciation toujours délicate, mais, comme l'indique très bien M. le Juge Le Poittevin dans son savant commentaire de la loi du 11 avril 1908, il conviendra, à l'effet de résoudre cette difficulté, de se reporter aux règles établies par la Cour de cassation en matière de délits d'habitude et spécialement en matière d'excitation de mineur à la débauche (1).

L'article 3, nous le verrons, n'exige pas cette condition d'habitude ou plutôt il l'enlève à l'appréciation toujours arbitraire du juge pour la déterminer d'avance, à l'aide d'un mécanisme généralement trouvé plus ingénieux que pratique.

(1) Voir Le Poittevin, *Commentaire de la loi du 11 avril 1908. Les Lois Nouvelles*, 15 mars 1909, page 120.

D. *Procédure et Compétence.* — Sans vouloir entrer dans les détails de cette question, objet du chapitre III de la présente loi, ses dispositions générales indiquent que le mineur est « appelé à comparaître » ; ces mots sont employés à dessein pour bannir toute idée de peine et de contrainte : il s'agit là d'une affaire purement civile et la moindre notion de justice répressive doit en être écartée. Le mineur se présente librement devant le Tribunal, il y formule toutes les observations qu'il croira devoir présenter soit par lui-même, soit par l'organe de son conseil. L'article 3, au contraire, constitue une exception à ce principe du mineur comparaissant à l'état de liberté que la Commission du Régime des Mœurs et le Gouvernement auraient voulu faire complètement triompher.

En ce qui concerne les trois cas d'application de la loi, la compétence est celle du tribunal civil statuant en Chambre du Conseil ; les autres juridictions ont été finalement écartées et, pour des raisons différentes, celle du Tribunal correctionnel, d'abord préconisée par M. Béranger parce qu'elle ne se comprend qu'en matière répressive, et celle du Juge de Paix adoptée ensuite par l'éminent sénateur parce que les décisions à prendre étaient trop délicates et réclamaient le tribunal de droit commun.

C'est à M. le Professeur Le Poittevin, effrayé par la rapidité de la procédure préconisée, que revient

l'honneur d'avoir, à ce propos, nettement dégagé les principes et démontré que cette matière touchant à la liberté individuelle et à la puissance paternelle, la compétence du tribunal civil, statuant en Chambre du Conseil, pouvait seule se concevoir.

E. *Quelle solution pourra prendre le tribunal?* — L'article 1^{er} contient, à cet égard, les principes et l'article 3 se contente d'y renvoyer. L'article 2 se référant à une hypothèse particulière qui sera ultérieurement examinée, le Tribunal aura donc, suivant les circonstances aux cas prévus aux articles 1 et 3, le choix entre les diverses solutions suivantes :

Rendre le mineur à ses parents ou le placer soit dans un établissement public spécialement organisé, soit dans un établissement privé régulièrement autorisé à cet effet et approprié à sa réformation morale, soit enfin chez un parent ou particulier, pour y être retenu jusqu'à sa majorité ou son mariage.

La loi prévoit donc des solutions bien différentes et très délicates, car, de leur choix, dépendra cet amendement si recherché et si difficile à obtenir : passons-les successivement en revue mais avec une brièveté voulue, car cette question trouvera sa véritable place au chapitre II.

La remise aux parents paraîtrait au premier abord une des meilleures décisions à préconiser et cependant on peut, sans témérité et s'appuyant sur les tristes leçons de l'expérience déconseiller en prin-

cipe une pareille mesure : le mineur, qui se prostitue, a le plus souvent, sinon trouvé dans ses parents des complices plus ou moins conscients mais tout au moins manqué de cette surveillance éclairée et de cette garde vigilante qui seules font les caractères honnêtes et utiles à la collectivité. Quand bien même le tribunal se trouverait en présence de véhémentes réclamations de la part des parents, ce sera pour lui, dans la majorité des cas, un devoir impérieux que d'affirmer la prééminence éducative de l'Etat en présence des irrémédiables défaillances de l'autorité paternelle.

La remise aux parents ne devant malheureusement être, en fait, qu'une mesure exceptionnelle, le Tribunal se prononcera le plus souvent en faveur du placement des mineurs. C'est là une décision portant atteinte à la puissance paternelle, privée du droit de garde et d'éducation et, qu'on le veuille ou non, atteignant également la liberté individuelle, aussi bien quoiqu'avec plus de gravité au cas de rétention dans un établissement public ou privé que dans le cas de placement chez un particulier ou un parent, puisque même alors, la situation familiale du mineur, qui avait normalement droit à vivre au foyer paternel, se trouve modifiée d'autorité.

Ainsi que les travaux préparatoires le faisaient prévoir, il est implicitement spécifié que nous nous trouvons ici en présence d'une matière infiniment

délicate et d'ailleurs différente de toutes celles envisagées jusqu'alors en ce qui concerne les mineurs ; on a voulu innover et la loi s'occupe du placement éventuel dans un établissement public « spécialement organisé, » ne devant par conséquent dépendre ni de l'administration pénitentiaire ni de l'Assistance Publique. Il y a là, l'institution d'un véritable service de l'Etat, correspondant au grand devoir que MM. Béranger et Hennequin avaient notamment proposé d'inscrire à sa charge. En fait, ce service dépendra de l'Assistance Publique non pas par destination mais seulement parce qu'il faut bien administrativement le rattacher à quelque chose ; aucune promiscuité ne devra, bien entendu, avoir lieu entre les pupilles d'Assistance proprement dits, et cette population spéciale qui réclamera, pour être dirigée, un personnel absolument de choix et disposé à se vouer à une tâche parfois bien ingrate. Ce ne sera pas une des moindres difficultés d'exécution de cette loi que d'arriver à susciter de véritables vocations éducatrices et nous avouons attendre, à ce sujet, avec un certain sentiment de curiosité, la publication du règlement d'administration publique prévu au chapitre II.

Lors des débats parlementaires, il avait été formellement demandé qu'on fit appel à l'initiative privée aussi l'article 1^{er} prévoit-il l'hypothèse du placement d'un mineur dans un établissement privé régulièrement

autorisé et approprié à sa réformation morale : en étudiant le chapitre II précité, nous aurons l'occasion d'examiner si, en fait, cette initiative privée pourra pratiquement fonctionner et si, comme M. Bérenger l'indiquait avec une grande éloquence, elle n'a pas été assujettie à de trop lourdes conditions, incompatibles avec le large essor qui, aux yeux de certains esprits, eût été désirable. Néanmoins, nous pouvons d'ores et déjà indiquer, qu'ici plus encore que pour toute autre œuvre privée, s'imposait la nécessité d'une autorisation régulière, afin d'éviter l'exploitation, odieuse entre toutes, de l'enfance sous le couvert de la charité.

Enfin la loi prévoit que l'enfant pourra être placé chez un parent ou un particulier : les cas d'application de cette mesure seront assez rares, car elle ne se réalisera, bien entendu, qu'avec le consentement de ce parent ou de ce particulier et l'on conçoit difficilement qu'ils aillent au devant d'une pareille décision ou y donnent leur adhésion, acceptant ainsi la lourde tâche de refaire une conscience déformée et avilie. Le Tribunal devra, d'autre part, avoir en main tous les éléments nécessaires pour apprécier exactement la moralité de ces éducateurs bénévoles, ainsi que leur énergie, seuls garants de réussite dans l'œuvre entreprise.

F. *Durée du placement.* — Pour les cas prévus aux articles 1 et 3 « la rétention » du mineur placé

en réforme, et la loi emploie à dessein ce mot afin de bannir toute idée répressive, durera en principe jusqu'à sa majorité : ainsi que nous l'avons vu plus haut, seul, son mariage mettra fin de plein droit à cette rétention dont le terme était commandé par les difficultés mêmes de l'amendement. Il s'agit, en effet, d'une œuvre de longue haleine à poursuivre : les mineurs prostitués sont, le plus souvent, des infirmes moraux qui ont besoin d'être suivis pas à pas, dont les progrès seront très lents et acquis au prix d'une inlassable patience, d'autant que parmi eux certains, et ce seront de tous les plus difficiles, auront déjà plus de dix-sept ans, voire même dix-huit ans moins quelques jours. On peut se demander si, à l'égard de cette catégorie, la rétention ne jouera pas plutôt le rôle d'une détention dont la valeur éducative, en ce qui les concerne, apparaît comme bien problématique, malgré les efforts du personnel d'élite qui devra être créé pour les surveiller. Cette mesure aura, en tout cas, un mérite, celui d'éliminer pendant un certain temps des sujets nuisibles à la société et qui devront, dans les établissements de réforme, être a priori soigneusement séparés de leurs camarades plus jeunes.

Après avoir ainsi développé les principes posés par l'article 1^{er}, principes dont certains comme ceux relatifs au sexe, à l'âge, à la compétence, s'appliquent aux trois cas que vise la loi, tandis que les autres

n'en régissent que deux, il nous reste à examiner l'hypothèse particulière contenue dans cet article.

§ 2. — *Situation particulière visée par l'article 1^{er} du mineur, prostitué clandestin avec idée de gain.*

Pour bien établir l'étendue de l'hypothèse visée par cet article 1^{er} du mineur de 18 ans se livrant habituellement à la prostitution, il est indispensable de définir exactement ce que le législateur a voulu entendre par ce mot « prostitution ». Ainsi que le fait très justement observer M. le député Violette dans son remarquable rapport présenté au nom de la Commission de la Chambre (1), pour la prostitution sur la voie publique, il n'y a pas de difficultés, il faut un acte de racolage même commis sans idée de gain. La prostitution privée dont s'occupe l'article 1^{er} est infiniment plus délicate à caractériser ; le texte du Sénat était, à cet égard, tout à fait large ; se rapportant à l'exercice habituel de la prostitution même sans idée de gain, il semblait vouloir légiférer plutôt sur l'inconduite en général que sur la prostitution qui s'entend de la femme se livrant pour de l'argent.

Cette question fut débattue le 30 novembre 1906

(1) Chambre des Députés. 9^e Législature. N^o 1459.

à la 35^e séance de la Commission extra-parlementaire du Régime des Mœurs : M. Yves Guyot y indiquait notamment, qu'à son avis, l'idée de prostitution et l'idée de gain étaient choses inséparables et que, même employé comme métaphore, le mot de prostitution ne peut se dissocier de l'idée de vénalité. M. le Professeur Le Poittevin répondait au contraire que, dans le droit romain, se trouvait une définition de la prostitution ne comprenant pas la notion de gain et rappelant le vieux texte d'Ulpien (1), il indiquait que la prostituée est la femme qui se donne à tout venant, *passim, sine dilectu*. M. Yves Guyot demandait la suppression des mots « même sans idée de gain » et M. Feuilleley, tout en reconnaissant lui-même que son honorable contradicteur avait raison de soutenir qu'à notre époque le mot de prostitution implique l'idée de gain, trouvait cependant que la suppression des mots « même sans idée de gain » était de nature à amoindrir la portée de la réforme entreprise, car, à son avis, on rencontre des filles se livrant à la prostitution sans idée de lucre et ne faut-il pas cependant qu'on puisse prendre à leur égard des mesures de protection. Non sans justesse, M. Yves Guyot répondait que ce soin devrait incomber aux parents ; M. Le Poittevin, dans son impossibilité de prévoir que la Chambre lui donnerait

(1) Digeste. *Loi Julia et Papia*. Livre XXIII, titre II, loi 43.

satisfaction en créant l'article 2, indiquait que cette suppression des mots « même sans idée de gain » mettrait à la disposition des parents l'unique moyen de réforme donné par le Code, moyen tout à fait hypothétique, alors qu'en ce cas, seul, pouvait se comprendre un internement de longue durée aux fins de moralisation.

Sur l'initiative de son Comité de rédaction, la Commission du Régime des Mœurs ajouta finalement à la disposition par elle d'abord arrêtée, ces mots « même sans idée de gain » ; mais ce texte fut admis plutôt par opportunité que par logique et en agissant ainsi la Commission avait eu peur de voir les personnes investies de la puissance paternelle, de la tutelle, de la surveillance ou du droit de garde, désarmées en face d'un mineur se livrant à une vie de débauche mais sans se faire aucunement payer.

Le Rapport général de M. Hennequin expose d'ailleurs très clairement la situation (1) : « Le Comité demandait, tout d'abord, l'insertion d'une formule destinée à mieux préciser les actes qui feraient tomber le mineur sous le coup de la loi. Le texte se bornait à indiquer l'exercice habituel de la prostitution ; mais, quel sens convenait-il d'attacher, pour l'application des mesures de réformation morale, au mot « prostitution » ? Si l'on y attachait le sens le

(1) Pages 189 et 190.

plus usité, l'œuvre de sauvetage se trouverait restreinte aux seules mineures qui, en se prostituant, cherchent à réaliser un gain matériel, se livrent *pro pecunia*.

« Cependant, une pareille conception restreindrait singulièrement l'efficacité de la loi et lui enlèverait le caractère qu'elle devait revêtir, pour produire toute l'utilité sociale désirable. Le but poursuivi par la Commission avait été, sans aucun doute, de sauver le mineur qu'un dévergondage précoce acheminait à la dégradation irrémédiable, quels que fussent les mobiles de sa débauche.

« Pour affirmer cette conception et marquer qu'il s'agissait de la prostitution *latissimo sensu* des mineurs, de l'abus prématuré des rapports sexuels avec tout venant ou avec des catégories de personnes, il était nécessaire de le spécifier dans le texte, par l'addition des mots « même sans idée de gain » et de dire : « tout mineur de dix-huit ans qui se livre habituellement à la prostitution » « même sans idée de gain » (art. 1^{er}) ».

M. Violette eut le mérite de dégager nettement tout l'intérêt de la question qui, comprise avec autant d'amplitude par la Commission du Régime des Mœurs et le Sénat, tendrait peut-être à faire tomber sous le champ d'application de la loi des filles mineures émancipées par leur travail même et se laissant un peu trop facilement aller, parfois en

dehors de toute idée de lucre, à ce que la jurisprudence appelle « l'attrait des sexes ». Aussi le rapport précité du distingué député souligne-t-il avec autant de pittoresque que de vérité le point suivant :

« Que le législateur n'ait pas à encourager des unions libres plus ou moins sérieuses nous en tombons pleinement d'accord ; mais qu'il ait à les réprimer, c'est chose à laquelle nous ne consentirons jamais.

« Nous ne pouvons considérer que cela soit de la prostitution ; inconduite, dévergondage, ce n'est même pas toujours très certain. En tout cas, cela ne nous regarde pas. Nous n'avons pas à intervenir et à laisser à l'arbitraire du juge le soin d'apprécier dans ces hypothèses s'il y a ou non « impudicité » ou « mauvaises mœurs ».

« Nous ne pouvons pas permettre, par exemple, qu'un père ou un tuteur fasse placer dans une école de réforme, une jeune fille même mineure, pour cette seule raison qu'elle serait enceinte. Si elle est blâmable, elle l'est au même titre que le jeune homme à qui elle a cédé, et probablement infiniment moins, mais il est impossible de considérer dans ce seul fait quoi que ce soit de déshonorant. Il est également impossible de la punir de cette maternité en l'exilant jusqu'à sa majorité, non pas certes à la Louisiane comme au xviii^e siècle, mais dans un établissement spécial de réforme » (1).

(1) Chambre des Députés. 9^e législature. N^o 1459, p. 12.

En dernière analyse la suppression des mots « même sans idée de gain » fut votée par la Chambre et le Sénat.

Donc, en dehors des autres conditions énumérées plus haut, pour appliquer au mineur les dispositions de l'article 1^{er} il sera nécessaire d'établir, à son encontre, qu'il s'est livré à la prostitution avec idée de gain, preuve essentielle mais qui sera évidemment délicate à administrer.

SECTION II

Etude de l'article 2.

Article 2. — « Tout mineur de dix-huit ans qui se livre habituellement à la débauche pourra, sur la demande du père et à son défaut de la mère, ou de la personne qui en aura la garde, être placé dans un quartier spécialement aménagé d'un des établissements prévus à l'article 1^{er}, pour un temps qui sera fixé par le tribunal, conformément aux dispositions de la présente loi.

Il n'est pas dérogé aux prescriptions des articles 375 et suivants du Code civil.

§ 1. — *Hypothèse tout à fait spéciale visée par cet article quant à ses conditions d'application.*

A. *Origine de cet article.* — Etant d'avis de restreindre l'article 1^{er} avec toutes ses conséquences rigoureuses au cas de prostitution avec idée de gain, la Commission de la Chambre devait logiquement prévoir un autre texte réglant la situation du mineur qui se livrerait à la débauche, *lato sensu*, en dehors de toute idée de gain, et ce, pour ne pas amoindrir la portée de la réforme. Les dispositions de ce texte, forcément adoucies, ont été entièrement ajoutées par la Chambre et cette innovation est intéressante à signaler à tous points de vue. Dans son rapport, M. Violette explique parfaitement la portée et la raison de cet article 2 et nous tenons à citer *in extenso* le passage suivant qui, à lui seul, constitue le meilleur commentaire du dit article :

« Pour tenir compte de cette observation très exacte que les enfants qui, dans les grandes villes, se donnent au vice dès l'âge de treize ou de quatorze ans recherchent assez peu souvent le gain, votre Commission a estimé qu'il y avait lieu de donner aux personnes ayant la garde de l'enfant le droit de demander au tribunal de placer le mineur dans une école de réforme lorsque l'enfant se livre-

rait habituellement à la débauche ou donnerait à ses parents d'autres très graves sujets de mécontentement.

« La Commission a estimé que rien, dans la disposition spéciale qu'elle prévoit à cet effet, ne pouvait être contradictoire avec le droit donné au père par les articles 375 et suivants du Code civil. Le père, pour exercer son droit de correction, aura donc désormais le choix entre deux moyens, celui du Code dont nous aurions personnellement souhaité l'abrogation, celui de la loi que nous vous proposons.

« Ce droit d'ailleurs n'est pas conféré au père seul, nous le donnons également et concurremment à la mère. Il peut se produire en effet que le père soit absent ou que même il encourage l'inconduite scandaleuse du mineur, il y a intérêt capital à permettre à la mère de saisir aussi le tribunal. Le même droit appartiendra également à toute personne ayant la garde de l'enfant et cette expression est assez large pour comprendre les personnes désignées dans l'article 383 du Code civil. En retour, le Procureur de la République est privé de ce droit.

« Avec une telle disposition additionnelle, nous n'affaiblissons en rien le texte voté par le Sénat. Nous le rendons au contraire plus précis et plus opérant.

« Pour résumer nos vues à ce sujet, nous distinguons deux cas :

« 1° Le mineur se livre-t-il habituellement à la prostitution qui comporte fatalement à nos yeux idée de gain, toute personne intéressée, même le Procureur de la République, peut l'appeler devant le Tribunal civil qui prononcera son placement jusqu'à sa majorité ou jusqu'à son mariage, l'article 1^{er} est formel ; sauf, bien entendu, le droit du tribunal de rapporter sa décision si l'enfant se conduit bien ;

« 2° Le mineur se livre-t-il habituellement à la débauche même sans idée de gain ou donne-t-il de très graves sujets de mécontentement, alors la personne en ayant la garde ; mais cette dernière seulement, peut encore en obtenir du tribunal le placement. Mais cette fois le Tribunal est libre de fixer la durée de ce placement.

« En conséquence de cet article, nous ajoutons à l'article 8 un paragraphe pour les frais de ce placement qui doivent rester à la charge des familles sauf le cas d'indigence. Nous nous inspirons pour la rédaction de ce texte de l'article 378 du Code civil et du paragraphe 26 de la loi du 26 janvier 1892 pour la constatation de l'indigence (1). »

Par son vote du 23 mars 1908, la Chambre restreignit cet article 2 au cas du mineur se livrant habituellement à la débauche et supprima ce membre de phrase vraiment trop large « ou qui donne de très

(1) Chambre des Députés. 9^e législature. N° 1459, pages 14 et 15.

graves sujets de mécontentement », ne tendant à rien moins qu'à remanier complètement la correction paternelle telle qu'elle est conçue par le Code civil.

B. Portée de cet article. — Visant le cas du mineur qui se livre habituellement à la débauche même sans idée de gain, cet article est tout à fait particulier : il est le complément logique de l'article 1^{er} et alors que pour le dit article, il était d'une urgence sociale de prendre des mesures pour sauver le mineur se livrant à la prostitution privée avec idée de gain, ici l'intervention possible du ministère public et de toutes les personnes mentionnées en l'article 11 ne se comprendrait pas. La débauche du mineur, indépendante de toute idée de gain, porte directement atteinte à la puissance paternelle qui n'est plus respectée ; c'était donc seulement aux parents proprement dits, c'est-à-dire au père et à la mère ou aux personnes ayant la garde du mineur, qu'il fallait permettre de saisir le tribunal.

La loi prévoit tout d'abord le père comme pouvant porter devant le tribunal une action tendant au placement en réforme de son fils ou de sa fille, puis, indique qu'à défaut du père, la mère aura ce droit ; il est intéressant de déterminer exactement quelle latitude lui est ainsi laissée. Si le législateur avait simplement voulu dire qu'en cas d'empêchement du père, la mère aurait également la faculté réservée à celui-ci, l'article 2 n'aurait, à ce propos, en rien

innové, car, aux termes de l'article 141 du Code civil, si le père est absent la mère exerce les droits attachés à la puissance paternelle et nous retomberions ainsi dans le cas prévu aux articles 1 et 11. Au surplus, le passage précité du rapport Violette tranche toute difficulté à cet égard ; l'article 2 contient bien une disposition nouvelle, très intéressante et commandée impérieusement par les circonstances : en présence d'un père favorisant l'inconduite notoire de son enfant et sans attendre les formalités toujours longues, parfois problématiques, comme résultat d'une action en déchéance de la puissance paternelle dirigée contre ce père, la mère pourra demander elle-même le placement de son enfant.

Les autres personnes, habiles à saisir le tribunal, seront celles qui auront la garde du mineur et cette catégorie doit être entendue *lato sensu* : elle comprendra non seulement les personnes auxquelles une décision de justice a confié la garde du mineur mais également celles désignées en l'article 383 du Code civil, c'est-à-dire les père et mère du mineur légalement reconnu ; d'ailleurs cette extension se comprend d'elle-même et est toute naturelle d'après le premier alinéa de l'article 2 parlant du père et de la mère sans distinguer entre père et mère légitimes ou naturels.

Dans le cas de l'article 2, l'autorité judiciaire jouira, dès le début, d'un pouvoir d'appréciation qui

lui est enlevé pour l'article 1^{er} : au lieu d'être obligée de s'en tenir à cette limite préfixe et forfaitaire de la majorité, elle pourra, en effet, doser le temps de rétention qui lui paraîtra convenir à la réformation morale de ce mineur, moins irrémédiablement perdu que le mineur prostitué clandestin et mercenaire.

Bien entendu, le tribunal sera libre d'estimer que la demande n'est pas fondée et qu'il y a purement et simplement lieu de laisser cet enfant à ses parents : il devra même, plus qu'en tout autre cas, s'entourer de tous éléments, et entendre tous témoins utiles à l'effet de se rendre compte si l'action intentée n'émane pas de parents uniquement désireux de se débarrasser de leurs enfants.

Par contre, s'il admet le bien fondé de la demande le tribunal n'aura plus la même latitude qu'à l'article 1^{er} pour le placement du mineur : même en présence de l'offre formelle d'un autre parent ou d'un particulier se proposant pour la garde de celui-ci, il ne pourra accéder à ce désir et sera obligé de confier ce mineur à l'un des établissements publics ou privés prévus à l'article 1^{er}. La loi a d'ailleurs bien soin de spécifier que le placement devra être ordonné dans un quartier spécialement aménagé et cette très sage disposition était commandée par la nature même des choses.

§ 2. — *L'article 2 est un acheminement vers la suppression de la correction paternelle telle qu'elle est conçue par le Code.*

Tout en ayant bien soin de préciser dans son dernier alinéa qu'il n'est pas dérogé aux prescriptions des articles 375 et suivants du Code civil, il n'en est pas moins évident que s'il laisse subsister la correction paternelle telle qu'elle est prévue par ce code, l'article 2 constitue cependant, à lui seul, une importante innovation, tenant compte des nombreuses critiques dirigées contre une pareille institution ; ce n'est plus un mécanisme en quelque sorte aveugle, rappelant un peu l'odieuse lettre de cachet de l'Ancien Régime qui fixera le sort du mineur : le tribunal aura tout pouvoir d'appréciation et quand il sera d'avis de soumettre ce mineur à une éducation réformatrice, il dosera, d'après les données de cet angoissant problème, le temps qui lui paraîtra nécessaire pour cette œuvre.

La correction paternelle du Code civil n'a, pour ainsi dire, jamais amendé personne et l'on s'accorde à la juger inutile, parfois dangereuse : depuis 1804, heureusement, une évolution s'est faite dans les esprits et, à l'heure actuelle, l'ordre d'arrestation n'est jamais donné sans une sérieuse enquête, com-

mandée par le plus élémentaire bon sens et qui, cependant, n'est pas légale au sens strict de ce mot, tout au moins pour le cas visé par l'article 376 où le Président du tribunal d'arrondissement doit, sur la demande du père du mineur de moins de seize ans, délivrer le dit ordre d'arrestation.

Ces enquêtes aboutissent parfois à de navrantes constatations et déjà, en 1895, M. le Juge Bonjean, qui collaborait alors avec M. le Président Baudouin au service de la correction paternelle, indiquait que, pour le tribunal de la Seine, sur cent demandes quarante-huit avaient dû être rejetées. Certaines, disait-il, avaient été faites avec une extrême légèreté et il ajoutait : « Malheureusement, ce n'est pas toujours de légèreté qu'il s'agit et les cas ne sont pas rares dans lesquels nous constatons que la demande de correction est un véritable chantage de parents pervers pour violenter leurs enfants (1). »

D'autre part, à la trente-cinquième séance de la Commission du Régime des Mœurs (2), désirant soumettre les mineurs se prostituant même sans idée de gain à une éducation réformatrice et ne prévoyant pas l'article 2, M. le professeur Le Poittevin répondait à M. Yves Guyot, indiquant que de sem-

(1) Voir le discours prononcé le 28 avril 1895 à la 15^e Assemblée générale de la Société générale de protection de l'enfance abandonnée ou coupable.

(2) Séance du 30 novembre 1906.

blables mesures de protection incombaient aux parents : « Que peuvent faire les parents en présence d'un cas semblable ? ils peuvent demander que leurs filles soient enfermées pendant trois mois, pendant six mois par voie de correction paternelle, mais on reproche, aujourd'hui, de tous côtés à la loi les résultats peu satisfaisants donnés par de telles mesures coercitives.

« La maison de correction ne donne rien de bon. Ce que désire la Commission du Régime des Mœurs, c'est l'internement aux fins de moralisation... »

Il est en effet évident que, si des parents veulent réellement amender leurs enfants, et s'en reconnaissent incapables, la seule solution logique est de soumettre ceux-ci à une éducation réformatrice : aussi l'article 2 réalise-t-il, à ce point de vue, un réel progrès. Le Tribunal devra, bien entendu, s'entourer de tous renseignements pour déjouer les combinaisons parfois criminelles de certains parents qui pourraient ainsi trouver un moyen commode de se débarrasser de leurs devoirs.

Dans sa conception primitive, cet article 2 constituait une réforme complète de l'ancienne correction paternelle, puisque tout en laissant subsister les textes du Code, il prévoyait en dehors des faits de débauche la même hypothèse : celle du mineur donnant des sujets de mécontentement très graves. Ramenée à de moins amples proportions, cette réforme est finale-

ment restée dans le cadre de la loi du 11 avril 1908.

M. le Sénateur Béranger ne pouvait voir, sans inquiétude, cette loi d'abord conçue par lui en un article unique se développer au point d'embrasser le problème de la réformation du mineur débauché, *latissimo sensu* ; aussi le rapport du 6 avril 1908 (1) contient-il ses appréhensions sur des mesures de nature à introduire dans notre droit des nouveautés sans précédent et risquant, si elles recevaient une trop large application, d'apporter des entraves sérieuses à l'exécution de la loi. L'une de ces mesures est justement celle prévue par l'article 2 au sujet duquel M. Béranger écrivait les lignes suivantes : « La première (de ces mesures) n'est pas moins, en effet, qu'une dérogation, pour un cas déterminé, aux règles actuelles sur l'exercice de la puissance paternelle. D'après les articles 375 et suivants du Code civil, en effet, les droits du père « qui a des sujets de mécontentement très graves sur la conduite d'un enfant », et, par suite, les pouvoirs du président qui statue sur sa demande, sont enfermés dans des limites de temps étroites. La détention accordée ne peut être supérieure à six mois si l'enfant a dépassé seize ans. Elle n'est même que d'un mois s'il est au-dessous de cet âge. C'est de plus seulement dans le cas de décès du père et de non remariage que la mère

(1) Sénat. Année 1908. N° 116.

peut exercer le même droit et encore ne peut-elle agir qu'avec le concours des deux plus proches parents paternels.

« Le projet voté par la Chambre modifie gravement ses règles. C'est jusqu'à dix-huit ans que la correction paternelle pourra être exercée contre l'enfant. Il pourra, en outre, être détenu jusqu'à sa majorité, même s'il a moins de seize ans. A défaut du père, la mère ou la personne même ayant sa garde, jouiront sans aucune réserve du même pouvoir.

« Il est vrai que la décision est transportée du président seul au tribunal et qu'il s'agit non d'un lieu de détention, mais d'une maison d'éducation avec faculté de placement au dehors et même de sortie en cas de bonne conduite, et il est juste de tenir compte de ces différences.

« Ce ne sera pas moins, et la disposition portant qu'il n'est pas dérogé aux prescriptions des articles 375 et suivants du Code civil ne fait qu'accentuer cette différence, une situation privilégiée par rapport à toutes celles d'ordre peut-être aussi graves qui peuvent se produire. Ainsi l'enfant, dont les mauvaises mœurs pourront être démontrées, sera l'objet de l'éducation spéciale prévue par la loi, celui dont les instincts de violence, d'improbité, d'indiscipline, feront le désespoir de ses parents, le voleur, le souteneur précoce même, continueront à ne relever que des moyens de réforme du Code.

« On peut même se demander si des familles indigentes ne sauraient pas profiter habilement de ce moyen nouveau pour s'affranchir, en livrant leurs enfants à l'Etat, de la charge de subvenir à leurs besoins.

« Il eût été assurément préférable qu'une aussi notable innovation eût fait l'objet d'une loi spéciale » (1).

Quoiqu'il en soit, et sous la réserve que le tribunal usera avec une extrême prudence du pouvoir qui lui est confié par la loi, nous estimons que l'article 2 réalise un progrès considérable sur le système de la correction paternelle du Code, ce qui ne veut pas dire que nous ne souscrivions pas de tout cœur au regret que semble formuler M. Béranger de voir le mineur, donnant de très graves sujets de mécontentement mais n'ayant pas de mauvaises mœurs avérées et prouvées, continuer à ne relever que des moyens de réformation du Code.

Il serait évidemment à désirer qu'une loi spéciale vienne innover en cette matière ; mais, si, poussé par ce scrupule de faire œuvre complète et, d'autre part, ne pouvant logiquement que s'occuper du mineur débauché, le Parlement avait supprimé cet article 2, la lacune fût restée entière et n'eût peut-être pas été comblée de sitôt, tandis qu'ainsi la réforme est faite partiellement tout au moins.

(1) Sénat. Année 1908. N° 116, pages 3 et 4.

Dans cet ordre d'idées, le dernier alinéa de l'article 2 a d'ailleurs bien soin de préciser qu'il n'est pas dérogé aux prescriptions des articles 375 et suivants du Code civil.

SECTION III

Etude de l'article 3.

Article 3. — Si le mineur de dix-huit ans est trouvé provoquant à la débauche sur la voie publique ou dans un lieu public, il en est dressé procès-verbal. Copie en est immédiatement envoyée aux personnes désignées en l'article 11, lesquelles sont en même temps averties, par lettre recommandée, qu'à l'expiration du délai de six jours de nouvelles provocations à la débauche entraîneront l'application des mesures déterminées par le présent article. Ces personnes ainsi que le mineur, pourront adresser leurs réclamations au Procureur de la République qui saisira d'urgence le Tribunal. Ce dernier annulera ou maintiendra le procès-verbal. Sa décision devra être rendue avant l'expiration du délai de dix jours.

Au cas d'un second procès-verbal, le mineur est conduit devant le Procureur de la République qui prendra les mesures nécessaires pour sa garde pro-

visoire, sans pouvoir toutefois le retenir ni pendant plus de cinq jours, ni dans un lieu de répression. Ce magistrat convoque d'urgence les personnes ci-dessus désignées et, avant de leur remettre le mineur, leur rappelle leurs devoirs envers lui.

Si elles ne se présentent pas ou si elles ne sont pas en état d'exercer sur le mineur une surveillance efficace ou enfin si le mineur est l'objet d'un troisième procès-verbal dans les onze mois de la date du premier, celui-ci est immédiatement déféré au tribunal civil qui statue en conformité des articles 1, 14 et 16.

Il ne peut être ajouté — en ce qui concerne les mineurs de dix-huit ans — aucune disposition réglementaire aux prescriptions de la présente loi.

§ 1^{er}. — *Origine de cet article.*

Le cas visé par l'article 3 qui occupe la dernière place du chapitre consacré aux dispositions générales devait, dans la pensée première de M. Béranger, constituer le seul point qui nécessitât une intervention législative. Ainsi que nous l'avons vu ultérieurement, l'éminent sénateur se préoccupait surtout de la nécessité d'assurer l'ordre et la décence dans la rue en ne laissant pas se perpétuer le scandale de l'adolescence livrée à la prostitution : pour

toutes les autres hypothèses, il estimait que les conséquences financières et le secours des lois existantes commandaient de restreindre une réforme que le gouvernement désirait au contraire aussi large que possible, envisageant le relèvement des mineurs prostitués comme un grand devoir social.

C'est autour de cet article, ancien article 9 du projet de la Commission du Sénat, qu'eurent lieu les plus ardentes discussions; en réalité, des systèmes opposés se trouvaient en conflit : celui de l'abolitionnisme et de la réglementation modérée. En face de la règle générale de procédure posée par le gouvernement, entendant voir assigner tous les mineurs à l'état libre, quelles que fussent les conditions dans lesquelles ils s'adonnaient à la prostitution, M. Béranger estimait que tout au moins pour le cas du mineur se livrant à la prostitution sur la voie ou dans un lieu public, une pareille conception était insoutenable.

Répondant à la thèse absolument inattaquable soutenue par M. le Commissaire du Gouvernement Bourdon, qui posait comme principe que la prostitution ne pouvait dans aucun cas être par elle-même un délit, M. Béranger n'était pas loin d'admettre une opinion contraire pour la prostitution publique et il se basait sur cette façon de voir à l'effet de légitimer le droit d'arrestation. (1)

(1) *Journ. Off.*, 5 juin 1907. *Déb. parlam.*, p. 691 et suiv.

Ainsi présentée, à notre avis, la proposition Bérenger pouvait prêter largement à la critique et, en dernier lieu, son auteur lui-même posait la question sur son véritable terrain, en établissant qu'au seul cas de prostitution publique et moyennant certaines précautions, devait bien entendu s'imposer l'arrestation du mineur mais conçue comme simple mesure indispensable de protection dans le propre intérêt de celui-ci.

En effet, tant que cette mesure resta basée sur l'idée de la prostitution-délit, la résistance du gouvernement se fit absolument nette et formelle; M. Bourdon s'en constituait l'éloquent interprète et à la séance du Sénat du 4 juin 1907 il disait, notamment à ce sujet : « Sur cette question de l'arrestation préventive, nulle concession n'est possible. J'estime qu'il n'est pas admissible de la permettre à aucun degré, à aucun titre, et qu'on ne saurait trop s'élever contre elle, parce que non seulement elle serait une violation de la liberté individuelle, mais encore parce qu'elle serait inutile et constituerait un péril social. » (1)

Et, dans un autre ordre d'idées, pour répondre à une objection du rapport présenté par M. Bérenger le 23 mai 1907, le distingué commissaire du gouvernement ajoutait : « Y a-t-il donc nécessité d'agir

(1) *Journ. Off.*, 5 juin 1907, *Déb. parlam.*, p. 695, colonne 2

avec plus de rapidité ? Où est la justification de la hâte que veut la commission ? Est-ce que la sauvegarde de l'enfant serait, dans l'espèce, — qu'on me pardonne l'expression — le prix de la course ? Quand une petite fille descend dans la rue pour se prostituer, croyez-vous qu'on puisse penser qu'elle en est à sa première faute ? Il est clair que pour cette enfant la vertu n'est plus qu'un souvenir. Ce n'est pas de prime abord, sans avoir parcouru des étapes dans la vie, qu'elle descendra de sa chambrette sur le trottoir. En réalité, il y a déjà longtemps que l'enfant qui se livre à son honteux commerce dans la rue s'est prostituée pour la première fois. Eh bien ! s'il en est ainsi, pourquoi ne pas prendre le temps de s'assurer de sa chute, de rechercher si vraiment elle est tombée ? En vérité, elle ne sera pas plus perdue le lendemain que la veille, sa situation sera la même ; il n'y a donc pas utilité à la placer immédiatement sous main de justice, à la faire arrêter par l'agent de la police des mœurs. Il faut, en cette matière plus qu'en toute autre, agir avec la plus extrême prudence, avec la circonspection la plus grande » (1).

La séance du Sénat du 7 juin 1907 (2) marque un réel progrès dans la discussion : la nécessité de l'arrestation était mieux expliquée et pour donner

(1) *Journ. Off.*, 5 juin 1907, *Déb. parlam.*, p. 695, colonne 3.

(2) *Journ. Off.*, 8 juin 1907, *Déb. parlam.*, p. 721 et suiv.

légitime satisfaction aux craintes de M. Bourdon au sujet d'une famille justement alarmée sur le sort de son enfant irréprochable, confondu avec des prostitués, M. Béranger demandait de prévenir au préalable les parents, tout en maintenant toujours aussi énergiquement à la Police le droit de se saisir du mineur, sous peine de voir le scandale se perpétuer et la réforme échouer devant certains sujets prenant la fuite avec la connivence de leurs proches.

Après un débat des plus intéressants entre MM. Béranger et Bourdon, maintenant chacun leurs théories opposées, débat auquel nous renvoyons le lecteur, M. le sénateur Philippe Berger, en sa qualité de membre de la Commission, intervint pour soutenir l'article 9 et nous ne pouvons qu'applaudir à ses paroles pleines de bon sens, témoignant en outre d'une parfaite entente des exigences de cette triste question.

M. Berger démontrait que la première atteinte à la liberté individuelle consistait dans cet internement éducatif et forcé du mineur et que l'avis à donner immédiatement aux parents constituait la garantie nécessaire pour légitimer la mainmise de la police sur le mineur. « Parler de liberté individuelle, disait-il, lorsqu'il s'agit d'enfants qui font métier de se livrer à tout le monde, en public — entraînées par de grandes personnes qui sont cachées — si elles ne sont pas là tout le temps — je trouve que c'est pros-

tituer le grand mot de liberté... (1) ». Sous une forme humoristique il ajoutait : « Quand vous voulez mettre un oiseau en cage, il ne faut pas commencer par le laisser s'envoler, le bon sens le dit (2) ». Mais, en même temps, M. Berger ne se dissimulait pas toute l'urgence qu'il y avait à prévenir, sans erreur possible, la famille de ce mineur et il concluait en ces termes : « Voilà des enfants qui se perdent moralement ; mettez la main sur eux pour les sauver et n'allez pas enlever, sous un faux prétexte de liberté individuelle, le seul moyen que vous ayez de leur rendre leur dignité morale et leur libre arbitre... (3) ».

M. Berger avait ainsi posé la question avec une logique absolue et, en insistant sur cette nécessité de prévenir la famille, il donnait en partie satisfaction aux légitimes soucis du Gouvernement ; un terrain transactionnel restait à trouver, capable de permettre une arrestation avec avis donné à la famille, arrestation entourée de conditions précises, établissant qu'on se trouve en présence d'enfants pour lesquels l'acte de racolage (4) est une habitude : aussi la Com-

(1) *Journ. Off.*, 8 juin 1907, *Déb. parlem.*, p. 728, colonne 2.

(2) *Journ. Off.*, 8 juin 1907, *Déb. parlem.*, p. 728, col. 3.

(3) *Journ. Off.*, 8 juin 1908, *Déb. parlem.*, p. 729, colonne 1.

(4) Nous employons à dessein cette expression qui précise bien l'hypothèse, quoiqu'elle ait été critiquée par les juristes comme n'étant pas juridique.

mission, prit-elle l'engagement de se livrer à un nouvel examen de l'article 9.

Le rapport supplémentaire présenté le 28 juin 1907 par M. Bérenger, indique nettement où en est la discussion : « Sur le premier point (au sujet de l'article 9), deux amendements ont été déposés par M. Louis Legrand, M. Gourju et M. Félix Martin.

« Les deux premiers s'inspirent l'un et l'autre de la pensée qu'il importe, avant que le mineur soit mis à la disposition du Procureur de la République, de préciser d'une manière plus explicite que les parents, tuteurs ou autres personnes en ayant la garde, doivent être, à la fois, informés de sa conduite, admis à fournir des explications sur le fait qui lui est imputé et mis en demeure d'exercer sur lui une plus active surveillance.

« Ils substituent en outre aux mots jugés un peu vagues « état habituel de prostitution » des dispositions propres à définir les devoirs de la Police avec une précision plus rigoureuse.

« Ces modifications étaient trop conformes aux sentiments qui avaient dirigé la Commission dans sa propre rédaction pour qu'elle ne fût pas disposée à les accueillir.

« Elles avaient, en outre, l'avantage d'apporter une certaine satisfaction aux objections présentées au nom du Gouvernement.

« La Commission s'est mise en rapport avec les re-

présentants du Gouvernement et c'est d'accord avec eux qu'elle propose au Sénat une nouvelle rédaction dont les caractères principaux peuvent être ainsi résumés :

« Si le mineur est trouvé se livrant au racolage sur la voie publique ou dans un lieu public, la police se borne, pour la première fois, à dresser un procès-verbal dont il est donné connaissance aux parents avec avertissement qu'en cas de nouveaux faits, il sera pris à son égard des mesures plus sévères.

« Si une seconde constatation intervient, le mineur est conduit devant le Procureur de la République. Ce magistrat mande les parents à son Parquet et, en attendant leur comparution, fait déposer l'enfant dans un lieu qu'il désigne et qui ne peut être ni une prison ni un lieu de dépôt. Si les parents comparaissent, il leur adresse des remontrances sur leur défaut de surveillance et les avertit qu'en cas de nouveau fait, le tribunal civil sera saisi pour statuer dans les termes de l'article premier du projet.

« Enfin si, malgré ces avertissements préalables, un troisième fait de racolage se produit, le mineur, conduit devant le procureur de la République, est déféré par ce magistrat au tribunal.

« Telle est la règle générale, mais il convient d'y prévoir certaines exceptions. Si, dès la seconde constatation, les parents convoqués ne se présentent pas, s'ils refusent de se charger de la surveillance du

mineur, s'ils sont jugés indignes ou incapables de le faire, ou encore, si, désespérant de pouvoir exercer sur lui une influence salutare, ils réclament eux-mêmes son envoi dans une école de réforme, il est impossible, dans les premiers cas, de laisser l'enfant sans surveillance, livré à ses funestes penchants, et dans le dernier de se refuser à la mesure jugée nécessaire par la famille. La comparution dans ces conditions devant le tribunal étant pleinement justifiée doit être ordonnée (1). »

L'article 9, proposé par la Commission, était ainsi conçu : « Si le mineur de 18 ans est trouvé provoquant à la débauche sur la voie publique ou dans un lieu public, il est dressé contre lui procès-verbal, et il en est immédiatement donné connaissance, par lettre recommandée, aux personnes désignées dans l'article 3, avec avertissement qu'en cas de nouveau procès-verbal pour le même fait, il sera procédé comme il suit :

« Le Procureur de la République statue, s'il y a lieu sur leurs réclamations.

« En cas de nouvelle constatation, qui ne pourra être faite avant cinq jours révolus, le mineur est conduit devant le Procureur de la République, qui mande dans les quarante-huit heures au plus tard les personnes sus-indiquées, et prend les mesures né-

(1) Sénat. Année 1907. N° 199, p. 2 et 3.

cessaires pour s'assurer de sa personne, jusqu'à leur comparution devant lui, sans toutefois qu'il puisse être retenu dans un lieu de dépôt ou de répression. Si les personnes mandées comparaissent, il leur adresse les remontrances que comporte leur défaut de surveillance, en les avertissant qu'en cas de nouveau fait le mineur serait déféré au tribunal, et le leur remet s'il y a lieu.

Si un troisième fait de provocation à la débauche est constaté dans les douze mois à compter du premier procès-verbal, le mineur est immédiatement conduit devant le Procureur de la République et déféré par ce magistrat dans les mêmes conditions au tribunal civil dans les termes des articles 1 et 6.

« Au cas où, dès la seconde constatation, les parents, etc... convoqués au Parquet, ne sont pas trouvés, ne se présentent pas, se déclarent hors d'état ou refusent de se charger de la surveillance du mineur, sont jugés indignes ou incapables de le faire ou demandent eux-mêmes qu'il soit déféré au Tribunal, la comparution est aussitôt ordonnée et les mesures ultérieures relatives à la garde de l'enfant sont prescrites immédiatement par le président du tribunal en conformité de l'article 8 (1). »

Le 5 juillet 1907 (2), M. Béranger donna lecture de cette nouvelle rédaction, en avertissant le Sénat que

(1) Sénat. Année 1907. N° 199, p. 4 et 5.

(2) *Journ. Off.*, 6 juillet 1907. *Déb. parlam.*, p. 847 et suiv.

si M. le Commissaire du Gouvernement l'acceptait en principe, la Police n'ayant plus un pouvoir arbitraire d'arrestation, celui-ci n'en était pas moins disposé à demander certains changements empruntés à un amendement de M. Félix Martin qui restait seul en présence, par suite du retrait de ceux de MM. Gourju et Legrand.

Finalement, le 9 juillet 1907 (1), fut adopté l'article 9 avec les légères modifications proposées par M. Félix Martin et qui tendaient à rendre le texte plus clair et mieux ordonné.

§ 2. — *Fonctionnement de l'article 3.*

A. Cas d'application et fixation légale de la condition d'habitude. — Quand y aura-t-il prostitution sur la voie publique ? il ne saurait y avoir de doute à ce sujet : « il faut un acte de racolage, déclare M. Violette, même commis sans idée de gain ; c'est l'expression dont on s'est servi continuellement au Sénat. Elle est très expressive ; une mineure racolera lorsque, dans la rue, elle sollicitera par la voix ou par le geste des personnes à qui elle s'offrira... » (2).

En ce cas, il faudra bien toujours qu'il y ait habitude mais à la différence des deux articles précé-

(1) *Journ. Off.*, 10 juillet 1907. *Déb. parlem.*, p. 878 et 879.

(2) Chambre des Députés. 9^e législature. N^o 1459, p. 11.

dents cette habitude sera déterminée à l'avance et soustraite à l'appréciation des agents et même des tribunaux. A vrai dire, ceux-ci, sous des conditions déterminées, peuvent, nous le verrons tout à l'heure, se prononcer souverainement sur la validité des constatations successives, mais, en principe, l'habitude existe, quand il y a eu, dans un certain intervalle de temps, un nombre déterminé de procès-verbaux relatant à la charge du mineur de dix-huit ans des actes de racolage. Cette détermination, en quelque sorte forfaitaire de l'habitude, est une des caractéristiques les plus intéressantes mais aussi les plus critiquées de cet article 3.

Nous allons donc étudier l'hypothèse du mineur de dix-huit ans se livrant au racolage et voir comment il pourra être soumis à cette éducation réformatrice.

B. Le premier procès-verbal de racolage. Son importance. — « Si le mineur de dix-huit ans est trouvé provoquant à la débauche sur la voie publique ou dans un lieu public, il en est dressé procès-verbal... »

L'agent devra, bien entendu, ne rédiger ce procès-verbal qu'en étant absolument sûr de ne commettre aucune erreur et de ne pas confondre le laisser aller, pouvant prêter parfois à l'équivoque, d'une jeune ouvrière, accompagnée de son ami, avec ce qu'on entend par ce mot significatif « racolage. »

Ce premier procès-verbal aura en effet une importance capitale, puisqu'il est le point de départ permettant ultérieurement d'appliquer au mineur les dispositions de l'article 3.

Que devra contenir cette pièce ? Tout d'abord des indications précises sur l'état civil et le domicile, s'il en a un, de ce mineur, de façon à ce qu'il ne puisse y avoir aucun doute sur son identité, puis le fait prostitutionnel doit être relaté afin que le tribunal puisse apprécier s'il y a eu vraiment racolage. A notre avis, il serait bon, en outre, s'ils en ont l'occasion, que les agents rédacteurs mentionnent le nom et la demeure de personnes honorables, deux au moins, ayant assisté au dit acte de racolage et qui pourraient, au cas de contestation, être appelées en justice pour affirmer l'exactitude du procès-verbal. La chute prostitutionnelle du mineur devant être tenue aussi secrète que possible, il ne faudrait, évidemment, user de cette faculté qu'avec la plus extrême réserve, mais sous cette indispensable précaution, une semblable mesure apparaît comme susceptible de produire de bons résultats.

En outre, ce procès-verbal doit naturellement être bref et avoir, pour ainsi dire, la sécheresse d'une constatation : à la fin ou au dos de cette pièce, seront indiqués, avec le plus grand soin, le nom et l'adresse des personnes désignées en l'article 11, c'est-à-dire de celles investies soit de la puissance paternelle, soit

de la tutelle, soit de la surveillance en vertu des articles 141 et suivants du Code civil, ou du droit de garde conféré par une décision de justice. Si, enfin, ce malheureux mineur n'est sous l'autorité de personne et se trouve absolument livré à lui-même, il conviendra de relater cette situation toute particulière et de nature à être d'urgence solutionnée.

C. Précautions prises pour concilier le respect dû à la liberté individuelle et à la puissance paternelle. — En aucun cas, bien entendu, le procès-verbal initial ne motivera, par lui-même, une arrestation qui ne saurait être légitimée que par un délit connexe mais il sera ou pourra être le point de départ d'une mesure qui, quoiqu'on en dise, constituera, au premier chef, une atteinte indispensable aux principes de la liberté individuelle et de la puissance paternelle. On comprend donc la nécessité de précautions jugées par certains esprits trop minutieuses : encore imbus des théories réglementaristes, ceux-ci voulaient s'arrêter à une solution rapide, inspirée plutôt, il faut bien le dire, par une idée d'assainissement que par le désir de poursuivre une réformation morale raisonnée.

Dès que l'agent a dressé ce premier procès-verbal, copie doit en être immédiatement envoyée aux personnes désignées à l'article 11 et c'est, de toute évidence, au Procureur de la République auquel cette pièce aura été transmise, sans délai, qu'incombera

ce soin. Pratiquement, cette copie aura besoin d'être certifiée conforme par ce magistrat, pour éviter toute contestation sur sa matérialité et sur sa fidélité, car les personnes désignées à l'article 11 ont droit à avoir connaissance complète du procès-verbal. En même temps qu'il leur adresse cette copie, le Procureur de la République avise, par lettre recommandée, ces mêmes personnes qu'à l'expiration du délai de six jours de nouvelles provocations à la débauche entraîneront l'application des mesures déterminées par le présent article.

Cette très sage disposition, due à l'initiative de la Commission du Régime des Mœurs, sauvegarde le respect dû à la puissance paternelle par cet avertissement donné avec toute la certitude et la discrétion désirables aux personnes investies de cette puissance ou de ses succédanés.

Ces personnes ainsi que le mineur pourront adresser leurs réclamations au Procureur de la République. Dans quel délai ? la loi ne le spécifie pas et cette lacune est regrettable. Par contre, alors qu'une semblable précision était absolument inutile, il est spécifié, qu'en cas de réclamation, le tribunal, saisi d'urgence par le Procureur de la République, doit statuer dans le délai de dix jours sur le maintien ou l'annulation du procès-verbal. Pour juger cette question, des plus délicates, le tribunal s'entourera de toutes les précautions voulues, entendant les agents

rédacteurs, le mineur, les parents et, au besoin, quoique la juridiction de la Chambre du Conseil n'admette aucune publicité, certains témoins, soit cités par le Procureur de la République, soit par le mineur ou ses parents, ces témoins pouvant également être indiqués par le procès-verbal lui-même.

Bien entendu, le conseil du mineur pourra soutenir devant le Tribunal cette action en annulation du premier procès-verbal.

D. Point de départ et sens du délai de six jours accordé par le 1^{er} alinéa de l'article 3. — Les avis sont différents en ce qui concerne le point de départ de ce délai de six jours : M. Eugène Prévost estime qu'il faut faire compter ce dit délai du jour où le Procureur a retiré de la poste le récépissé de sa lettre recommandée ; par contre, M. le juge Le Poittevin est d'avis que si la loi ne précise pas ce point de départ, c'est évidemment le jour où parvient au père ou au tuteur la lettre recommandée contenant la copie du procès-verbal et l'avertissement prescrit (1). L'éminent magistrat se place sur le terrain de la logique et du droit mais pratiquement la première opinion nous satisfait davantage, en l'absence de moyens de contrôle capables de renseigner exactement sur la date exacte de la remise au destinataire ; d'ailleurs, M. le juge Le Poittevin reconnaît lui-même : « que la

(1) Voir le très savant commentaire de la loi du 11 avril 1908 par M. Le Poittevin. *Les Lois Nouvelles*, 1^{er} mai 1909, p. 183.

stricte application de l'article 3, § 1, exigerait aussi que si la personne à laquelle la lettre recommandée est adressée se trouvait absente, le point de départ du délai de six jours fût repoussé jusqu'au jour où cette lettre lui serait réellement parvenue » (1).

Comme l'indique très exactement M. Le Poitevin (2), si la lettre n'a pu être envoyée, soit parce qu'il a été impossible de découvrir l'adresse des parents, soit parce qu'il n'existe en fait ni parents, ni aucune personne ayant autorité sur le mineur, le Procureur devra faire organiser une tutelle afin de pouvoir suivre contre ce mineur la procédure de l'article 3.

Ce délai de six jours ne saurait évidemment constituer pour le mineur une autorisation tacite de se livrer impunément au racolage : des procès-verbaux pourront, bien entendu, être dressés, pendant ce laps de temps, mais ils n'auront alors que la valeur de premiers procès-verbaux et viendront s'ajouter à la constatation initiale comme élément de moralité, témoignant ainsi du vice invétéré des mineurs qui en seront l'objet. Par surcroît de précaution, si le Procureur veut faire état de ces pièces, il devra les notifier également aux parents qui auront contre elles le même droit de réclamation.

(1) Voir même référence.

(2) *Ibidem*.

E. *Conséquences des autres procès-verbaux de racolage.* — Le second procès-verbal, le seul qui puisse compter aux yeux de la loi comme condition de l'habitude, doit être dressé après le délai de six jours : alors, mais alors, seulement, on se trouve en présence d'un mineur qui ne peut être laissé plus longtemps à cette vie de débauche ; aussi, est-il conduit devant le Procureur de la République qui prendra les dispositions nécessaires pour sa garde provisoire. Cette arrestation, n'étant qu'une mesure de protection pour l'enfant, ne saurait avoir comme conséquence sa détention dans un lieu de répression où il pourrait d'ailleurs achever de se perdre. Dans la pratique, surtout en province, le Procureur disposera rarement de local absolument exempt de tout danger de contamination pour le mineur qui devra en outre ne pas être retenu plus de cinq jours et ce délai sera, le plus souvent, fort difficile à observer. Dans ce même laps de temps, en effet, le ministère public doit convoquer d'urgence les personnes désignées à l'article 11 ; or, il peut arriver que celles-ci aient changé d'adresse, d'où des retards parfois inévitables et une quasi impossibilité de les prévenir dans le délai. Aussi ce second procès-verbal devra, avec le soin le plus extrême, rappeler l'adresse des parents ou mentionner des changements toujours à prévoir.

Les personnes désignées à l'article 11 se présentent ou non devant le Procureur de la République.

Si elles se présentent et si, après l'enquête à laquelle, toujours dans ce même délai de cinq jours, le Procureur aura dû procéder, ce magistrat les juge dignes d'une pareille mesure de faveur, il leur remet l'enfant, mais, au préalable, leur rappelle leurs devoirs envers lui. Ce rappel des devoirs est une expression adoucie du texte arrêté à ce sujet par la Commission du Sénat qui reconnaissait au Procureur de la République un véritable droit de remontrance. Le rôle ainsi donné à ce magistrat fut vivement critiqué lors des débats parlementaires et M. Félix Martin disait notamment à la séance du 5 juillet 1907 : « La commission spécifie que le Procureur de la République leur adressera des remontrances. Cette menace aura probablement pour résultat de les empêcher de répondre à la convocation. D'autre part, le Procureur de la République a-t-il ce droit de remontrance ? Je ne le crois pas, et les parents pourront fort bien ne pas le tolérer. Tout ce que le Procureur de la République peut faire légalement, si les motifs sont suffisants, c'est de poursuivre la déchéance de ces parents indignes (1) ».

Dans le même ordre d'idées, M. le Garde des Sceaux ajoutait que : « le Procureur de la République a juridiction sur les officiers ministériels mais il n'a pas juridiction sur les pères de famille ».

(1) *Journal Officiel*, 6 juillet 1907. *Débats parlam.*, p. 848, colonne 3.

Finalement, une expression plus adoucie fut adoptée, malgré l'avis de M. Bérenger qui ne voyait là qu'une querelle de mots.

Il peut arriver que ces personnes ne se présentent pas ou soient hors d'état d'exercer sur le mineur une surveillance efficace ; l'hésitation n'est alors plus permise et une mesure protectrice s'impose d'urgence : le Procureur saisira immédiatement le tribunal civil pour voir statuer sur le sort de ce mineur, en conformité des articles 1, posant les principes généraux (1), 14 et 16, relatifs à la procédure.

Ainsi donc, dans cette double hypothèse, le ministère public est investi d'un pouvoir considérable : quand les parents négligent de se présenter, on comprend parfaitement que le mineur soit déféré à la justice, car la non comparution de ses protecteurs naturels atteste leur propre défaillance, mais, pour l'autre cas, dans le délai de cinq jours, d'après le vœu même de la loi, le Procureur aura le soin redoutable de s'assurer si les parents qui viennent devant lui sont en état ou non d'exercer sur le mineur une surveillance efficace (2).

Pour trancher cette question, ce magistrat ne saurait se contenter d'une espèce d'interrogatoire

(1) *Journal Officiel*, 6 juillet 1907. *Débats parlem.*, p. 850, colonne 3.

(2) Voir *supra*.

qu'il fera subir aux personnes par lui convoquées ni se baser sur l'impression de cette entrevue à son Parquet, ni se laisser davantage influencer par des larmes souvent hypocrites ou de fausses protestations : c'est ainsi qu'il arrive parfois aux audiences correctionnelles que de jeunes délinquants soient remis à des parents indignes et ayant surpris la religion du tribunal par la comédie bien jouée de sentiments qu'ils n'ont plus ou n'ont même jamais eus, quand ils ne tirent pas encore profit de la propre dégradation de leurs enfants.

Enfin, si le mineur est l'objet d'un troisième procès-verbal dans les onze mois de la date du premier le Procureur le déférera également, sans désespérer, au Tribunal.

On voit encore ici toute l'importance du procès-verbal initial pour le calcul du délai de onze mois.

Si un troisième procès-verbal intervient après ce laps de temps, il ne vaudra plus tantôt que comme premier ou comme second et il faudrait en outre, pour que le paragraphe 3 de l'article 3 s'appliquât, une troisième ou quatrième constatation, toujours dans le délai de onze mois.

On pourrait donc supposer un mineur se livrant habituellement à la prostitution publique, ayant eu d'ailleurs déjà de nombreux procès-verbaux de ce fait mais étant assez habile pour ne pas en avoir été l'objet de trois dans la limite voulue par la loi.

A ce point de vue il semble que cette limite de onze mois soit bien courte : supposons un enfant rendu à sa famille après deux procès-verbaux, le deuxième étant dressé cinq mois après le premier, sept autres mois s'écoulent, et alors que les parents ont été exhortés à surveiller leur enfant, que lui-même a été dûment averti, il est l'objet d'un nouveau procès-verbal pour cet atroce racolage de la rue, le premier n'aura plus de valeur, et pour être déféré au tribunal, ce mineur devra motiver un nouveau procès-verbal dans les onze mois de la date du second qui devient procès-verbal initial, car si cette nouvelle pièce était dressée plus de quatre mois et moins de onze mois après, elle ne vaudrait plus que comme deuxième constatation.

§ 3. — *Critiques dirigées contre l'article 3. — Sous quelles conditions peut-il fonctionner utilement ?*

C'est au sujet de cet article que les critiques les plus véhémentes, parfois, il faut l'avouer, les plus sérieuses se sont produites : certaines le présentent comme incapable de fonctionner pratiquement, d'autres conviennent que son application sera difficile et ne pourra être réalisée qu'à condition de ne pas s'attacher à la lettre du texte par trop minutieux et formaliste pour la solution d'une question plus sociale que juridique.

Ainsi qu'il arrive souvent, la pensée transactionnelle réalisée par cet article 3 n'a satisfait aucune des opinions en présence, pas plus les esprits abolitionnistes que les règlementaristes : elle a tout au contraire heurté nombre de personnalités éminentes, n'appartenant à aucune école mais s'étant spécialisées dans les questions de patronage et d'assistance.

A ce propos, M. Bérenger ne put, qu'on nous passe cette expression rendant bien notre pensée, se remettre d'une surprise certes compréhensible, en voyant sa proposition de loi, d'abord composée d'un seul article, prendre une telle extension qu'elle devint, à ses yeux, un quasi petit code des droits du mineur prostitué et des devoirs de la police à son égard. Il eut certainement désiré que l'autorité s'occupât plus vite du sort d'un mineur se livrant au racolage et, bien que s'étant rallié au texte du gouvernement pour ne pas entraver la réforme, il dut penser, en son for intérieur, que le régime éducatif approprié intervient quand le sujet est déjà gravement contaminé.

Finalement, le 6 avril 1908, alors que le vote définitif allait incessamment avoir lieu, M. Bérenger, dominé par sa hâte louable et légitime de voir aboutir la loi, ne formule plus qu'une critique contre l'article 3 mais elle est très importante et a trait au pouvoir reconnu au Tribunal d'annuler ou maintenir le procès verbal initial sur la demande soit du mineur, soit des personnes désignées à l'article 11.

Cette mesure est grave en ce qu'entraînant dans notre droit, déclare M. Béranger, des nouveautés sans précédent, elle risquerait, si elle recevait une trop large application, d'apporter une entrave sérieuse à l'exécution de la loi.

Citons à ce sujet les termes mêmes du rapport : « N'est-ce pas méconnaître la distinction essentielle des attributions respectives des divers agents de la justice que de transporter ainsi aux juges le droit, réservé jusqu'alors au Parquet, d'apprécier la valeur des procès-verbaux de police.

« D'autre part, quelle procédure instituer ?

« Le texte proposé n'en désigne aucune. Faudra-t-il suivre celle prescrite par les articles 11 et suivants du Projet ? Telle ne paraît pas avoir été la pensée de l'auteur. Elle serait incompatible avec l'obligation qu'il impose au Tribunal de statuer dans le délai de dix jours. Mais entendra-t-on des témoins ? L'enfant pourra-t-il se défendre ? Comment le tribunal pourra-t-il, sans négliger ses devoirs ordinaires, satisfaire à ces nouvelles obligations ?

« Le nombre des arrestations de prostituées mineures dans les rues étant pour Paris de plus de deux mille, ne serait-ce pas une impossibilité pour le tribunal de la Seine?... » (1)

Ainsi que l'expose M. Béranger, la procédure de

(1) Sénat. Année 1008. N° 116, p. 4.

constatation du racolage sur la voie publique est déjà bien compliquée et il est évident que cette mesure n'est pas de nature à la simplifier.

Une pareille disposition se comprend en effet malaisément : puisqu'à très juste titre, le troisième alinéa de l'article 3 donne au Procureur de la République le pouvoir d'estimer si les parents sont en état d'exercer sur leurs enfants une surveillance efficace, pourquoi donc enlever à ce magistrat, protecteur né, pour ainsi dire, des mineurs, sa prérogative essentielle qui consiste à apprécier lui-même et sous sa seule responsabilité la suite qu'il convient de donner aux procès-verbaux transmis par ses divers auxiliaires ? C'est là en quelque sorte, je le veux bien, la simple expression d'une sollicitude suprême à l'égard du mineur prostitué, mais certains esprits pourraient y voir plutôt une mesure de défiance vis-à-vis des membres du Ministère Public qui auraient eu d'autant plus à cœur de s'entourer de toute garantie pour apprécier ce premier procès-verbal que son maintien ou son annulation eut uniquement dépendu d'eux et que, d'autre part, ils n'ignoraient pas toutes les graves conséquences de cet acte pour l'avenir de l'enfant.

Peut-être aussi cette disposition a-t-elle été introduite comme une compensation donnée au mineur et aux personnes désignées à l'article 11 en face du pouvoir qu'a le Parquet de rappeler leurs devoirs aux parents, simple euphémisme du mot « remon-

france, » car ce rappel des devoirs est susceptible, selon les caractères et les circonstances, de se transformer en une véritable mercuriale. Quoiqu'il en soit, cette disposition existe et elle n'est pas faite évidemment pour faciliter les choses.

Il ne faut pas se dissimuler, en effet, que des réclamations se produiront et, en grand nombre, soit dès le lendemain du procès-verbal, ou le reçu de sa copie, soit enfin beaucoup plus tard, car, tout le mécanisme de l'article reposant sur ce procès-verbal initial, mineurs et parents mettront vraisemblablement leurs meilleurs soins à l'attaquer.

Une autre objection contre l'article 3 est ainsi formulée : les procès-verbaux seront ce que le mineur voudra (1) et il dépendra d'eux d'empêcher cet article de s'appliquer : à notre avis, cette objection n'a pas le caractère péremptoire qu'on voudrait lui attribuer. L'intérêt du mineur, tel que celui-ci le comprendra, consistera évidemment à tromper le plus possible l'agent rédacteur mais cette mentalité est propre à tous les délinquants, il est vrai que nous ne sommes pas en matière répressive, bien que d'invicibles similitudes puissent parfois, quoiqu'on en dise, suggérer cette analogie.

On fait remarquer que, lors du premier procès-verbal, l'agent devra se contenter de consigner sans

(1) Voir Eugène Prévost, *De la prostitution des enfants*, n° 108, p. 113 et suiv.

aucun contrôle ce que le mineur lui déclarera, puisqu'il ne pourra l'arrêter : ce dernier point est entendu mais cet agent opérera, en la circonstance, comme pour tout incident intéressant la moralité ou l'ordre public. Il aura, sans aucun doute, la latitude de conduire le mineur au poste pour rédiger son procès-verbal avec les garanties les plus grandes d'exactitude ; sinon, ce serait une simple plaisanterie d'admettre que l'agent rencontrant un mineur, en état de racolage, doive se contenter, séance tenante, d'inscrire sur son calepin, sans aucune vérification possible, les renseignements que daignera lui fournir ce mineur. Cet interrogatoire, en pleine rue, irait même à l'encontre du but poursuivi par le législateur dont le désir constant est que la procédure suivie soit aussi discrète que possible en vue d'éviter de flétrir, à jamais, le mineur qui en est l'objet. Ne voit-on pas le scandale qui pourrait en résulter si les amis ou amies, plus ou moins suspects de ce mineur assistaient à cet interrogatoire, prenaient parti pour leur camarade et injuriaient l'agent verbalisateur ? Se trouvant en présence d'un acte de racolage commis par un mineur, paraissant âgé de moins de 18 ans, l'agent le conduira donc au Poste de Police et là, dans le calme d'un bureau, il dressera son procès-verbal avec tout le soin désirable.

Comment, en outre, sera-t-il pratiquement constaté avec certitude que l'on se trouve en présence d'un

deuxième ou d'un troisième procès-verbal permettant l'arrestation du mineur ? Il conviendra, à ce propos, d'instituer pour ces procès-verbaux une sorte de casier où ils seront recueillis et classés avec la plus grande attention : aux termes de l'article 4 de la présente loi, un règlement d'administration publique précisera les formes suivant lesquelles seront recueillis, conservés et communiqués les procès-verbaux prévus à l'article 3.

Les prostitués se déplacent avec une grande facilité ; c'est là un fait universellement reconnu, de telle sorte qu'un mineur objet d'un procès-verbal à Marseille peut, deux mois après, être l'objet d'un procès-verbal à Lyon. Comment assurer l'application de la loi ? Le seul moyen consistera évidemment encore ici dans l'organisation d'un casier admirablement tenu : à cet effet, il serait bon que les Parquets et Commissariats du lieu de constatation d'un fait de racolage commis par un mineur de 18 ans, rédigent, chacun, un bulletin de prostitution et que ces bulletins soient envoyés au Parquet et Commissariats du lieu de naissance qui les classerait. Ainsi, dans notre hypothèse, le Parquet de Lyon saurait, en télégraphiant au Parquet du lieu de naissance, qu'un fait de prostitution a déjà été constaté à Marseille, à quelle date, etc... Bien entendu, ce ne sont là que des indications en quelque sorte avant la lettre, car tous ces points sont à élucider par le règlement d'admi-

nistration publique annoncé ; la pratique sera là d'ailleurs pour démontrer et faire adopter, au besoin, la meilleure façon de procéder.

Les bulletins dits de prostitution ne doivent être, cela va de soi, confondus en aucun cas avec ceux dressés en matière répressive : ils seront tenus absolument secrets et ne pourront être versés dans aucune procédure autre que celle prévue par la présente loi, leur destruction aura lieu dès que le mineur atteindra l'âge de 18 ans.

Nous reconnaissons volontiers, et nous aurions mauvaise grâce à ne pas le faire, qu'entre autres choses, l'article 3 réclame, pour être appliqué, un règlement d'administration publique mûrement étudié ainsi qu'un personnel d'élite, évitant toute chance d'erreur et ne se laissant pas tromper par les mensonges intéressés des mineurs objets de leurs procès-verbaux.

Ajoutons, en achevant l'étude de cet article 3, que son dernier alinéa (1) contient interdiction absolue de toute disposition réglementaire : donc non seulement, et cela allait de soi, la mise en carte des mineurs de dix-huit ans est formellement prohibée mais les Maires se voient retirer le droit de prendre tout arrêté ajoutant aux prescriptions de la présente loi.

(1) Cet alinéa est l'œuvre de la Commission de la Chambre.

Appendice.

Nous en avons, maintenant, pour ainsi dire terminé avec la partie la plus intéressante de notre sujet, et s'il ne restait à examiner les questions directement relatives à la Procédure, nous pourrions nous en tenir là, surtout en ce qui concerne le chapitre 2 relatif au placement des mineurs. Pour ne pas tronquer cette étude, nous examinerons néanmoins mais à grands traits ce dernier chapitre, soulevant des questions à la vérité plus sociales que juridiques, et bien qu'il apparaisse comme pouvant être difficilement séparé de l'examen de ce règlement d'administration publique prévu par l'article 4 règlement non promulgué et qui ne semble pas encore sur le point de l'être.

CHAPITRE II

PLACEMENT DES MINEURS

SOMMAIRE

Section I. — Etude de l'article 4.

Section II. — Etude de l'article 5.

§ 1. — Nature du droit donné à l'établissement ou au particulier sur le mineur qui leur est confié.

§ 2. — En dehors de l'obligation d'assurer l'éducation morale et professionnelle du mineur, d'autres charges sont imposées aux établissements de réforme.

Section III. — Etude de l'article 6.

Section IV. — Etude de l'article 7.

Section V. — Etude de l'article 8.

Section VI. — Etude de l'article 9.

§ 1. — Nécessité de cet article.

§ 2. — Condition d'application.

A. Libération provisoire accordée spontanément par l'établissement.

B. Libération provisoire accordée à la demande des personnes désignées à l'article 11 et du ministère public.

Section VII. — Etude de l'article 10.

- § 1. — Qui peut prononcer la révocation de la décision de libération provisoire ?
- § 2. — Qui pourra être demandeur en révocation ?
- § 3. — Qui peut accorder la sortie définitive ?
- § 4. — Qui peut accorder un changement dans la garde du mineur ?
- § 5. — Quel sera le tribunal compétent pour statuer sur les diverses actions prévues aux articles 9 et 10 ?

Appendice.

SECTION I.

Etude de l'article 4.

Article 4. — « Les établissements publics et privés prévus à l'article 1^{er} seront tenus :

« De donner aux mineurs qui leur seront confiés par l'autorité judiciaire un enseignement suffisant pour les mettre en état d'exercer à leur sortie une profession ou un métier.

« Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles l'autorisation prévue à l'article 1^{er} pourra être accordée ainsi que toutes mesures propres à assurer l'hygiène, la discipline et l'éducation morale et professionnelle des mineurs placés dans les établissements de réforme publics et privé et le mode de surveillance.

« Il déterminera également les conditions de placement d'un mineur chez un particulier. Il précisera

en outre les formes suivant lesquelles seront recueillis, conservés et communiqués les procès verbaux prévus à l'article 3. »

Cet article prévoit en première ligne les établissements publics qui devront être créés pour assurer l'exécution de la loi, les établissements privés pourront ou non se constituer et ils ne seront, en aucun cas, forcés de recevoir un mineur prostitué : cette charge devra être acceptée par eux mais alors, ils seront, semble-t-il, contraints d'assurer coûte que coûte l'exécution du contrat par eux librement consenti et cette obligation ne laissera pas que d'être parfois bien lourde si les sujets confiés sont essentiellement incorrigibles et d'un rendement de travail presque nul. Cette question simplement indiquée ici sera d'ailleurs étudiée lors du commentaire de l'article 5.

Au début du présent chapitre, le législateur tenait à édicter une obligation impérative, absolue en quelque sorte pour les établissements publics et privés, ayant pour premier devoir d'assurer aux mineurs qui leur seront confiés par l'autorité judiciaire un enseignement suffisant pour mettre ceux-ci en état d'exercer à leur sortie une profession ou un métier. Le travail est certainement le facteur nécessaire de tout relèvement moral et, par travail, il convient d'entendre travail ultérieurement productif

pour l'enfant, donner à ces êtres dévoyés un métier leur permettant une fois livrés à eux-mêmes, de gagner honorablement leur vie, tout est là.

L'article 4 se contente de poser un principe tout théorique et remet à un règlement d'administration publique le soin d'en assurer l'exécution pratique.

Entre autres choses, ce règlement déterminera les conditions dans lesquelles les établissements privés pourront être régulièrement autorisés à se voir confier des mineurs prostitués, il établira de plus le mode de surveillance en ce qui concerne les deux catégories d'établissements. Il règlera également les conditions de placement du mineur chez des particuliers, hypothèse d'ailleurs peu vraisemblable, car ceux-ci se soucieront en général fort peu d'assumer la charge d'une aussi délicate entreprise. N'est-il pas à craindre, d'ailleurs, que les particuliers qui se seront vu confier des mineurs chercheront plutôt à les employer à des petits travaux faciles d'un rendement immédiat qu'à leur assurer le moyen d'apprendre un bon métier? Seul, par ses ressources et pour sa justification même, un établissement peut avoir cette hauteur de vues : à moins de le supposer animé d'un ardent esprit de solidarité, le particulier ne songera qu'à son propre intérêt. Si certains établissements ont néanmoins été convaincus de ne chercher qu'à exploiter l'enfance, sous le couvert de la charité,

pareille chose n'est-elle pas davantage à craindre dans ce dernier cas ?

Ce règlement qui, ainsi que nous l'avons vu plus haut, s'occupe en outre des moyens d'assurer la réalisation pratique de l'article 3 sera, on le voit, d'une importance capitale, il tracera le programme même de la réforme possible et devra être une sorte de code du relèvement du mineur prostitué.

SECTION II.

Etude de l'article 5.

Article 5 — « Le mineur restera sous la garde de l'établissement ou de la personne chez qui il aura été placé tant que le tribunal n'aura pas rapporté la décision prise.

« L'établissement ou le particulier demeurera seul chargé de la personne ou de la surveillance de l'enfant, lorsqu'il aura prononcé en faveur du mineur une des mesures précisées en l'article 9.

« Le règlement d'administration publique déterminera les conditions des prélèvements à opérer sur le produit du travail des mineurs en vue de la constitution d'un pécule et d'un fonds commun tant que l'enfant restera dans un établissement de réforme. Il déterminera également dans quelle proportion le sa-

laire disponible sera versé à la caisse nationale des retraites, à la caisse d'épargne ou remis au mineur comme argent de poche. Il précisera les personnes ayant qualité pour autoriser le mineur à retirer des fonds de la caisse d'épargne. »

§ 1. — *Nature du droit donné à l'établissement ou au particulier sur le mineur qui leur est confié.*

L'ingénieux mécanisme de la loi conserve aux parents, en partie du moins, leurs droits de puissance paternelle, sous réserve évidemment d'une déchéance qui pourrait être intentée contre eux, mais l'établissement ou le particulier auquel leur enfant est confié aura sur celui-ci le droit de garde, c'est-à-dire la mission de le surveiller et de s'occuper entièrement de son éducation : il n'y a là, on le voit, qu'un simple démembrement de la puissance paternelle, ayant pour étroite limite la nécessité d'assurer la réformation du mineur, et ce droit de garde subsiste tant que le tribunal n'aura pas rapporté la décision fixe.

Donc, sauf en ce qui concerne la surveillance et l'éducation, les parents pourront user vis-à-vis de leurs enfants de tous les droits que l'autorité paternelle leur confère sur ceux-ci, mais au tribunal seul appartiendra la faculté de faire cesser ce droit de

surveillance et d'éducation de l'établissement ou du particulier gardien. C'est ainsi qu'en droit ces derniers resteront seuls chargés de la personne et de la surveillance du mineur alors même qu'il aura été prononcé en faveur de celui-ci une des mesures précisées par l'article 9, quand un amendement constaté avec soin permettra sa remise à ses parents ou son placement ou enfin sa sortie provisoire. Pour ces deux derniers cas, cette persistance du droit de garde allait de soi et elle n'est vraiment à signaler que lors d'une remise aux parents où un doute aurait pu être conçu : on eut pu être, en somme, fondé à concevoir au profit de ceux-ci une espèce de *restitutio in integrum* d'une puissance paternelle naguère démembrée. Même dans cette hypothèse, le droit de garde reste confié quant à son exercice à l'établissement ou au particulier qui exerceront leur contrôle sur les parents considérés à l'égard de cet établissement ou de ce particulier, comme étant en quelque sorte leur mandataire.

§ 2. — *En dehors de l'obligation d'assurer l'éducation morale et professionnelle du mineur, d'autres charges sont imposées aux établissements de réforme.*

Contenant diverses obligations des plus rigoureuses, pour la plupart empruntées au projet de loi

Waldeck-Rousseau du 8 juin 1900 (1) sur la surveillance des établissements de bienfaisance privée, le texte proposé par le Gouvernement, le 5 mars 1907, avec un rapport à l'appui (2), donnait aux maisons de réforme pour mineurs prostitués une condition tout au moins anormale, puisqu'il s'appropriait des dispositions non encore votées et devant, en toute justice, s'appliquer indistinctement à l'ensemble des établissements de bienfaisance privée : c'était là le côté délicat de la question, et que M. Bérenger tint à mettre en valeur à la séance du Sénat du 4 juin 1907.

La pensée de l'éminent sénateur était la suivante (3) : si, parmi les établissements de bienfaisance privée, il en est qui méritent au plus haut chef toute la sollicitude du législateur, c'est bien ceux qui s'occupent de cette tâche particulièrement ingrate du relèvement des mineurs prostitués et il ajoutait : « Pourquoi donc leur faire une situation exceptionnelle et leur imposer des conditions qui arriveront peut-être à paralyser complètement l'initiative privée. Or, l'Etat est-il en mesure de faire face à lui seul aux impérieuses nécessités de cette réforme?... »

Tandis que M. Bérenger, se plaçant surtout sur le

(1) Chambre des Députés. 7^e législature, n° 1689.

(2) Sénat. Année 1907, n° 50.

(3) *Journ. Officiel*, 5 juin 1907, *Débats parlem.*, p. 699.

terrain pratique, cherchait d'abord à faire aboutir l'œuvre poursuivie, le Gouvernement voulait, en y apportant la plus vigilante sollicitude, parer à l'exploitation possible, hélas parfois constatée, de mineurs travaillant pour les établissements auxquels ils auront été confiés.

Aussi dans son article 2 (1), le projet du Gouvernement, indépendamment de l'obligation d'assurer l'enseignement moral et professionnel, imposait-il aux établissements de réforme la charge d'effectuer sur leurs ressources des prélèvements par journée de travail pour chaque mineur âgé d'au moins treize ans et employé à des travaux de quelque nature que ce soit au profit des dits établissements.

Ce prélèvement devait être affecté partie à la formation d'un fonds commun destiné à l'allocation de primes et à la fourniture de trousseaux, partie à la constitution de pécules individuels.

Commencer par soustraire un enfant aux sollicitations de la rue est certainement une œuvre des plus louables, mais il convient de ne pas oublier que cet enfant n'est pas destiné à rester sous la quasi tutelle d'un particulier ou d'un établissement de réforme. L'essentiel est, après, de poursuivre le retour de ce jeune être à une existence normale en s'efforçant de ne pas le laisser trop désemparé à l'heure de sa libé-

(1) Sénat. Année 1907, n° 50, pages 11 et 12.

ration et ce, d'autant plus qu'il s'agit de sujets par leur nature même moins armés que les autres dans la lutte pour la subsistance et qui, d'autre part, du fait même de leur mise en réforme auront jusqu'alors vécu d'une vie malgré tout factice.

M. le Commissaire du Gouvernement Hennequin, tant aux séances de la Commission du Régime des Mœurs qu'au Sénat, se fit l'éloquent interprète de cette pensée, demandant instamment de voter à cet égard le projet du Gouvernement, tandis que M. Béranger soutenait le texte de la Commission de la haute Assemblée, imposant des conditions moins rigoureuses aux établissements de réforme et formulées surtout en termes plus imprécis.

L'éminent sénateur disait notamment avec autant de sincérité que de conviction : « ... Quel péril y a-t-il en la demeure ? Comment ! vous ne pouvez pas attendre, comme pour toutes les sociétés, les orphelins, les « Bons Pasteurs », que les propositions faites à la Chambre soient devenues la loi elle-même ? Non, il faut d'avance, précipitamment, imposer à ces sociétés nouvelles des conditions que d'autres n'auront pas à subir !

« Messieurs, où est la justice ? Ces dispositions ne sont bonnes qu'à effrayer les sociétés qui voudraient créer des établissements ; il me semble qu'on devrait, au contraire, les encourager, et que si une faveur devait être accordée à des sociétés s'occupant de

bienfaisance privée, celles-là les mériteraient plus que toutes les autres.

« Voilà les raisons pour lesquelles nous nous opposons au vote du projet du Gouvernement (1)... »

Et plus loin, demandant que tout au moins les prescriptions proposées par le Gouvernement ne soient pas imposées aux établissements de réforme par une loi mais simplement spécifiées dans un règlement d'administration publique, M. Béranger ajoutait : « ...On pourrait me dire : « Si vous admettez que le Gouvernement peut faire cela dans un règlement d'administration publique, pourquoi n'admettez vous pas qu'il puisse le faire par une loi ? »

« C'est qu'il y a une énorme différence entre les deux situations. Si la chose est faite dans un règlement d'administration publique, une fois que la loi interviendra, avec des conditions moins dures pour les sociétés que celles du règlement d'administration publique, le règlement tombera ; tandis que si vous faites, dès à présent, une loi spéciale et aussi rigoureuse pour des sociétés nouvelles, cette loi leur sera pour toujours appliquée, alors même que toutes les autres sociétés ne seraient point soumises à des conditions aussi dures.

« C'est en égard à ces considérations, Messieurs,

(1) *Journal Officiel*, 5 juin 1907, *Débats parlem.*, p. 699, colonne 3.

que je vous demande de voter le texte de la Commission (1)... »

Finalement, le Gouvernement et le Sénat, sur l'avis conforme de M. Bérenger, se rallièrent à un amendement transactionnel présenté par M. Bienvenu Martin, rapporteur du projet de loi sur la surveillance des établissements de bienfaisance privée.

M. Bérenger expliquait ainsi les motifs de sa décision ne constituant nullement un abandon de la thèse par lui soutenue : « ... Le projet de loi disait : « Ces établissements seront tenus d'opérer les prélèvements ». C'était l'obligation absolue, et cette obligation résultant d'une loi, la loi générale dont le rapport est confié à M. Bienvenu Martin, aurait eu beau intervenir pour les autres sociétés, les sociétés dont il s'agit aujourd'hui se trouveraient soumises à des conditions spéciales et à elles uniquement réservées.

« La disposition additionnelle de M. Bienvenu Martin procède autrement. Elle dit : « Le règlement d'administration publique déterminera les prélèvements à opérer ».

« En ce qui me concerne personnellement, j'estime que les prélèvements établis par le règlement sont toujours une condition très dure, mais enfin du moment que le règlement tombera, si la loi générale en

(1) *Journal Officiel*, 5 juin 1907. *Débats parlem.*, p. 699 et 700, colonnes 3 et 1.

expectative n'impose pas les mêmes conditions aux autres sociétés, je ne vois plus la même raison pour le repousser absolument.

« Par conséquent, pour ma part, et provisoirement — c'est, je le répète, mon opinion personnelle que j'apporte ici — je déclare accepter l'amendement de M. Bienvenu Martin (1). »

En ce qui concerne les diverses charges, en dernière analyse imposées aux établissements de réforme, nous renvoyons le lecteur, tant pour leur nomenclature que pour leur appréciation critique, à l'énumération contenue dans l'article 5 et aux ouvrages spéciaux traitant de la protection de l'enfance, notamment au beau livre déjà cité de M. Prevost où, entre autres questions, celle du pécule est magistralement traitée.

SECTION III

Etude de l'article 6.

Article 6. — « La loi du 5 décembre 1901, ajoutant un paragraphe à l'article 357 du Code pénal, est applicable au père ou à la mère, lorsque la garde du

(1) *Journal Officiel*, 5 juin 1907. *Débats parlem.*, p. 703, colonnes 2 et 3.

mineur aura été confiée provisoirement ou définitivement à un établissement de réforme morale, à un parent ou à un particulier. »

Cette disposition est la sanction logique du droit de garde qu'ont les établissements de réforme morale, les parents ou particuliers sur le mineur à eux confié provisoirement ou définitivement.

Le père ou la mère se rendraient donc coupables du délit communément appelé « non représentation d'enfant » s'ils n'obéissaient pas à la décision de justice concernant leur enfant.

La seule ressource qui puisse leur rester sera de demander par la suite, en présence de l'amendement du mineur, que celui-ci leur soit remis.

Rappelons pour mémoire, que les pénalités prévues par la loi du 5 décembre 1901 sont d'un mois à un an de prison et de 16 à 5.000 francs d'amende.

SECTION IV

Etude de l'article 7.

Article 7. — « Le Préfet et les personnes spécialement déléguées par lui et par le ministre de l'Intérieur et le Procureur de la République sont chargés de visiter les établissements publics et privés, affectés à la réformation morale des mineurs.

Les établissements privés seront visités à des jours indéterminés, une fois au moins chaque trimestre, par le Préfet ou son délégué et par le Procureur de la République de l'arrondissement. Les établissements publics le seront de la même manière et par les mêmes autorités une fois au moins par semestre.

Une visite annuelle sera effectuée par un membre de l'inspection générale des services administratifs du ministère de l'Intérieur ».

Cet article, à vrai dire, ne demanderait aucun commentaire : il est certain que les établissements de réforme morale soit publics, soit privés, ont besoin d'être soumis à un contrôle sérieux, dans leur intérêt même. Des visites périodiques sont donc prévues et doivent être faites par l'autorité administrative et le Procureur de la République : l'intervention de ce magistrat était, en effet, indispensable, puisqu'il s'agit d'une matière touchant à la liberté individuelle et à la protection de l'enfance.

Mais ainsi que l'indique très justement M. Eugène Prévost (1), n'eût-il pas été excellent de prévoir la participation des magistrats du siège à cette mission de surveillance ; ils auraient été ainsi mieux à même de désigner, selon les cas, l'établissement convenant à un mineur, objet d'une décision de placement en

(1) Eug. Prévost, ouvrage cité, p. 206 et 207.

réforme : aussi faut-il tout au moins espérer et devons-nous espérer que dans les grandes villes, le soin d'appliquer cette loi sera remis à des juges spécialisés. En ce qui concerne les tribunaux peu importants, ce sera un des nouveaux devoirs incombant à la magistrature que de s'adapter à la tâche si délicate qui va leur être confiée et de ne pas prononcer d'internements dans des établissements sur lesquels ils n'auraient pas de renseignements suffisamment précis. Il est évident qu'à ce propos, rien ne vaudra la connaissance personnelle du magistrat sur le mérite ou les inconvénients possibles de telle ou telle maison.

Une différence est à noter, au point de vue des visites obligatoires entre les établissements publics et privés ; ces derniers sont soumis à une surveillance plus étroite et plus fréquente : il faut voir dans cette mesure, une indication donnée par certains scandales récemment constatés dans quelques établissements privés. Ceux-ci devront être visités, à des jours indéterminés, une fois au moins chaque trimestre, par le Préfet ou son délégué et par le Procureur de la République de l'arrondissement, tandis que les établissements publics ne seront astreints qu'à une visite semestrielle, faite de la même manière.

La visite annuelle d'un membre de l'inspection générale des services administratifs est prévue pour tous les établissements : ce haut fonctionnaire pro-

cédera à un examen des plus minutieux dont le résultat sera consigné dans un rapport adressé au ministre de l'Intérieur.

SECTION V

Etude de l'article 8

Article 8. — « L'Etat allouera aux établissements autorisés à recevoir des mineurs, et pour chaque mineur, jusqu'à l'âge de dix-sept ans, accomplis un prix de journée égal à celui accordé, suivant les régions, par l'Assistance publique pour ses pupilles.

Toutefois, à l'égard des mineurs dûment reconnus impropres au travail, l'allocation sera continuée jusqu'à leur sortie définitive.

Dans le cas prévu à l'article 2, la personne qui sollicitera le placement sera tenue de souscrire une soumission de payer tous les frais, sauf lorsque l'indigence sera constatée conformément à l'article 6 et au premier alinéa de l'article 8 de la loi du 8 décembre 1850 ».

Cet article, dont l'importance ne saurait être niée, est la contre-partie des charges jugées par certains bien lourdes, imposées aux établissements privés.

Si, selon la belle expression de M. Waldeck-Rous-

seau dans son projet de loi relatif à la surveillance des établissements de bienfaisance privée, « l'Etat est bien le tuteur de cet enfant dont les parents sont défailants » (1) il n'en est pas moins vrai que pour lui permettre d'exercer cette tutelle, avec toute son ampleur, l'initiative privée lui est et lui sera encore nécessaire pendant de longues années.

Spécialement, au point de vue qui nous occupe, le relèvement des mineurs prostitués ayant été considéré comme un grand devoir social incombant à la collectivité, il était tout naturel dès les premiers travaux préparatoires, en face d'établissements publics à créer et qui peut-être seront difficiles à créer, de prévoir le concours financier que devrait apporter l'Etat aux établissements privés qui se formeraient spécialement ou seraient déjà formés.

Il est évidemment des plus malaisés de déterminer nettement la part de contribution qu'il serait souhaitable de réclamer à l'Etat pour assurer le fonctionnement des établissements privés. Une proportion d'une exactitude mathématique est impossible à établir et cependant cette connaissance apparaît comme primordiale car, faute de ressources nécessaires, ces établissements devront fermer et c'est toute l'œuvre législative qui peut être ainsi stérilisée tant que l'Etat n'aura pas mené à bonne fin la créa-

(1) Chambre des Députés. 7^e législature, n° 1689, p. 13.

tion des établissements publics. Il conviendrait de savoir en premier lieu le nombre approximatif des mineurs à recueillir, mais les statistiques dressées à cet égard n'échappent point à la règle commune et renferment un grand fond de vérité avec d'inévitables chances d'erreur. Cependant, entre autres documents, indépendamment des travaux de la Préfecture de Police et de la statistique très étudiée et fort intéressante de M. de Casabianca, il serait injuste de ne pas mentionner les substantielles études du savant docteur Le Pileur dont se sont notamment inspirés MM. Bérenger et Milliès-Lacroix, ce dernier dans son avis présenté au nom de la Commission des Finances sur la proposition de loi de son collègue.

Cette si importante question de l'effectif probable des établissements de réforme ne pourra être réellement résolue que par les données de l'expérience après avoir vu fonctionner pratiquement la loi.

Dans un très intéressant rapport déposé le 16 février 1906 (1), tout en réduisant le concours de l'Etat à de sages et trop prudentes limites, et ce, contre sa pensée intime mais poussé par des considérations pratiques, M. Bérenger n'hésite pas à mettre en partie à la charge de la collectivité les dépenses de l'institution nouvelle, après avoir toutefois démontré que

(1) Sénat. Année 1906, n° 36.

les nécessités financières ne seront pas aussi lourdes qu'on eut pu le supposer.

L'article 7 du texte proposé par la Commission du Sénat était, à ce propos, ainsi conçu : « les établissements privés autorisés à recevoir ces mineurs reçoivent de l'Etat pour chaque mineur et jusqu'à l'âge de 17 ans accomplis un prix de journée égal à celui accordé, suivant les régions, par l'Assistance publique pour ses pupilles. » (1).

Au nom de la Commission des Finances, M. le sénateur Milliès-Lacroix émettait, le 20 mars 1906, un avis favorable à l'adoption de la proposition de loi « en raison du but élevé poursuivi et de la modicité relative de la dépense annuelle (2) ».

Le principe de la contribution de l'Etat a donc été admis sans discussion et la base du concours financier consistera à verser aux établissements privés, par chaque mineur hospitalisé, un prix de journée égal à celui que donne l'Assistance publique, suivant les régions, pour ses pupilles.

Mais, alors que M. Bérenger voulait limiter l'objet de la loi aux mineurs saisis en état de prostitution sur la voie publique, dès le 30 mars 1906, au Sénat, M. Hennequin, Commissaire du Gouvernement pour le Ministère de l'Intérieur, envisageait la question dans

(1) Sénat. Année 1906, n° 36, page 16.

(2) Sénat. Année 1906, n° 120, page 6.

toute son ampleur en expliquant sa pensée dans les excellents termes suivants: « Et alors même que les prévisions de dépense, si difficiles à établir en pareille matière, pour lesquelles il manque tant d'éléments, seraient dans une certaine mesure dépassées, faudrait-il, pour ce motif, limiter la réforme proposée à ce point, qu'elle n'aura qu'une efficacité bien faible pour combattre le fléau redoutable de la prostitution des mineurs ? »

« Pour apprécier s'il y a lieu ou non pour l'Etat de consentir un sacrifice, il est nécessaire et il est d'usage de se demander si l'on se trouve en présence d'une dépense productive ou improductive. Or, dans l'espèce, il n'est pas excessif de prétendre que l'Etat, si la charge de la réforme intégrale lui incombe, aura obtenu le double avantage de l'accomplissement d'un devoir social et, en même temps, de la réalisation d'un bénéfice, puisqu'au bout de quelques années il aura restitué à la société des milliers de femmes qui, sans son concours, eussent été perdues à jamais pour le travail, la famille et la maternité (1). »

Le prix de journée ainsi accordé aux établissements privés sera en moyenne de 90 centimes à 1 franc par enfant; bien que ce subside soit maintenu jusqu'à l'âge de 17 ans accomplis, il nous semble

(1) *Journal Officiel*, 31 mars 1908. *Débats parlementaires*, page 316, colonne 2.

difficile de partager absolument l'optimisme de M. le Commissaire du Gouvernement qui, à la séance du Sénat du 4 juin 1907, tint spécialement à répondre aux objections exprimées par la Commission de la haute Assemblée; nous regrettons à ce propos de ne pouvoir citer que ce passage de son discours empreint dans son intégralité d'une conviction éloquente et raisonnée : « en présence des renseignements qu'elle avait recueillis sur la situation de certains mineurs tombés dans le vice, à leur sortie du refuge, la Commission extra-parlementaire a cru indispensable de se préoccuper non pas uniquement du relèvement, mais aussi du sort de l'enfant, du mineur, à sa sortie; d'obliger les établissements privés à prélever quelque chose sur le travail des enfants.

Celui lui a semblé d'autant plus justifié que l'Etat, tout d'abord, allouera un prix de journée de 90 centimes ou de 1 franc pour les enfants recueillis et qu'en second lieu, ce ne seront pas de tout jeunes enfants qui seront recueillis, mais, pour une notable partie, des adultes dont bientôt le travail sera productif. Je ne veux pas insister ici sur l'âge moyen des enfants envoyés dans les maisons de réformation morale; mais il est évident que, puisqu'il s'agit de prostituées d'habitude, on ne peut pas supposer qu'il soit question de très jeunes enfants mais bien d'enfants déjà d'un certain âge, quatorze, quinze ou seize ans.

« D'autre part, pour que la sortie définitive de ces internés puisse s'effectuer — elle sera évidemment subordonnée à leur redressement moral — il se sera écoulé quelques années ; en sorte que les établissements privés conserveront ces adultes jusqu'à dix-neuf, vingt et même vingt et un ans, c'est-à-dire pendant une assez longue période où leur travail sera productif.

« Il y aura incontestablement des non valeurs ; mais ce sera l'exception et la majorité procurera par son travail des ressources très appréciables à l'établissement.

« Dans ces conditions, il a semblé qu'on pouvait imposer aux établissements privés, dans l'intérêt des mineurs qui leur étaient confiés, certaines obligations que, d'ailleurs, prévoyait un projet de loi mûrement établi et rapporté à la Chambre des députés dès 1901... » (1).

Nous désirerions vivement que la pratique corrobore entièrement l'opinion émise par M. Hennequin mais il convient de ne pas se le dissimuler, la population des établissements de réforme est destinée à comprendre beaucoup de non valeurs, de déchets ; d'autre part, le mineur âgé de 17 ans accomplis n'est l'objet d'aucune allocation de l'Etat et

(1) *Journal Officiel*, 5 juin 1907. *Débats parlementaires*, p. 698, colonne 3.

il pourra s'écouler un assez long laps de temps avant que son travail acquiert une valeur productive.

L'alinéa de l'article 3 répond en quelque sorte à cette objection, en précisant que pour les mineurs dûment reconnus impropres au travail, l'allocation sera continuée jusqu'à leur sortie définitive. Qui sera juge du point de savoir si le mineur est ou non irrémédiablement impropre au travail ? c'est là une question extrêmement délicate et, sauf en ce qui concerne les sujets idiots ou notoirement anormaux, il est à présumer que la suppression de toute allocation à l'âge de 17 ans accomplis s'appliquera à la grande majorité.

Enfin l'alinéa 3 se réfère aux conditions d'application de l'article 2 qui n'est, nous l'avons vu, qu'une forme nouvelle et plus étendue, quant à la durée et aux conditions d'exercice, de la correction paternelle s'appliquant à un cas particulier : cet alinéa 3 est d'ailleurs le pendant de l'article 378, § 2 du Code civil.

La personne qui sollicitera le placement sera tenue de souscrire une soumission de payer tous les frais, à moins de justifier de son indigence et cette indigence sera constatée conformément à l'article 6 et au premier alinéa de l'article 8 de la loi du 8 décembre 1850, ayant pour but de faciliter le mariage des indigents.

Il est à craindre que ces certificats soient de-

mandés en trop grand nombre par des familles simplement désireuses de s'affranchir du devoir d'éducation vis-à-vis de certains de leurs enfants et, à ce sujet, il appartiendra au tribunal de prescrire une enquête des plus approfondies.

SECTION VI

Etude de l'article 9.

Article 9. — « Si l'amendement du mineur paraît justifier sa remise à ses parents, son placement ou sa sortie provisoire, l'établissement qui en a la garde y pourra procéder spontanément sur l'avis conforme d'un Conseil de surveillance qui sera institué dans chaque établissement et dont la composition sera déterminée par le règlement d'administration publique prévu à l'article 4.

Les personnes désignées à l'article 11 et le ministère public pourront requérir la même mesure.

En cas de rejet de la demande par le Conseil de surveillance, son président notifiera la décision par lettre recommandée. Un délai de cinq jours sera ouvert pour se pourvoir devant la Chambre du Conseil ».

§ 1. — *Nécessité de cet article.*

Cet article 9 était absolument indispensable pour assurer la tâche de relèvement poursuivie par le législateur. Tout doit être mis en œuvre afin de préparer la sortie du mineur et si le trousseau et le pécule peuvent être envisagés comme une condition nécessaire, évitant que le mineur ne soit fatalement rejeté dans la voie dont il a été détourné, combien n'est-il pas plus utile encore qu'à l'égard de certains d'entre eux, intervienne ce qu'on appelle l'apprentissage de la libération conditionnelle, dirions-nous, si nous ne craignons que cette expression créât un fâcheux rapprochement entre des délinquants et des sujets n'ayant commis aucune infraction.

Sans le contrepoids d'une pareille mesure et après de longues années passées dans un établissement de réforme il peut arriver que des mineurs éprouvent, à leur sortie, ou un invincible abattement ou cette griserie bien connue qui les pousse à gaspiller leur pécule en quelques jours, parfois même en une seule journée : tout au contraire, le sujet remis à ses parents, placé chez un patron, ou auquel on a fait le grand honneur de lui laisser essayer seul ses propres forces, s'adaptera infiniment mieux au milieu social.

Les sociologues et éducateurs ont d'ailleurs depuis

longtemps préconisé et pratiqué un système analogue dit de mise en liberté surveillée.

§ 2. — *Conditions d'application.*

A. *Libération provisoire accordée spontanément par l'établissement.* — Cette libération anticipée doit être logiquement subordonnée à l'amendement du mineur. De quelle manière cet amendement sera-t-il constaté? C'est là une question d'appréciation : aussi la loi a-t-elle très sagement prévu, pour accorder cette faveur, l'avis conforme d'un Conseil de surveillance qui devra être institué dans chaque établissement et dont la composition réclamera beaucoup de soin, car il est infiniment délicat de savoir si tel ou tel sujet se montre digne ou non d'une pareille mesure.

Sous réserve de cet avis conforme, l'établissement gardien pourra spontanément procéder à la libération provisoire du mineur et à cet effet trois solutions lui sont ouvertes, selon l'intérêt de ce dernier : remise aux parents, placement, octroi de la sortie provisoire.

Bien entendu, la remise aux parents n'interviendra que lorsque ceux-ci offriront pour leur enfant toutes garanties de sécurité matérielle et morale.

Le placement sera parfois une mesure excellente

mais sous la réserve de bien préciser les conditions de ce contrat, afin d'éviter que le mineur ne soit exploité : il est à craindre, malheureusement, que cette solution ne puisse être d'un usage courant, sans un grand changement dans les mœurs, car les particuliers considéreront pendant longtemps encore, selon toute vraisemblance, que la tutelle de l'établissement de réforme n'est pas précisément une recommandation, à leurs yeux, pour le mineur qui en est l'objet.

La sortie provisoire constituera au premier chef une faveur à n'accorder qu'au mineur en excellente voie d'amendement et auquel on veut donner l'illusion de la liberté complète ; cette sortie, très variable dans sa durée, devra être mise à profit par le mineur pour chercher du travail, sous la condition, bien entendu, que sa décision sera subordonnée à la ratification de l'établissement dont il dépend : il est à remarquer, en effet, que ces trois divers modes de libération provisoire laissent entièrement subsister le droit de garde de l'établissement ayant la charge du mineur qui, bien que libéré provisoirement, n'en reste pas moins soumis à son haut contrôle.

B. Libération provisoire accordée à la demande des personnes désignées à l'article 11 et du ministère public. — Il fallait prévoir le cas où les établissements de réforme montreraient une mauvaise volonté bien peu vraisemblable d'ailleurs, s'ils sont réellement

pénétrés du but qui a dû présider à leur création ou à leur réorganisation.

En conséquence, les personnes désignées à l'article 11 et le ministère public pourront requérir cette libération provisoire de l'établissement qui, cela allait de soi, statuera selon les termes de l'alinéa 1^{er}, c'est-à-dire, sur avis conforme de son Conseil de surveillance. Pour avoir chance de réussir, les demandeurs devront notamment indiquer avec soin et même établir que la libération provisoire ne laissera pas le mineur désemparé et qu'à ce propos de solides et surs appuis lui ont été ménagés.

Si le Conseil de surveillance croit devoir rejeter la demande, son président notifiera la décision par lettre recommandée ; nous voyons ainsi apparaître, pour la première fois, cette innovation originale de la loi du 11 avril 1908, destinée à remplacer le mode habituel de signification toujours faite par huissier et ayant entre autres avantages celui d'être moins coûteux et infiniment plus discret comme procédé, ce dernier point étant à lui seul très important dans une matière réclamant le moins de divulgation possible.

Dans les cinq jours qui suivront l'envoi de cette lettre recommandée, l'intéressé, avisé du rejet de sa demande, pourra se pourvoir devant la juridiction compétente, c'est-à-dire la Chambre du Conseil.

SECTION VII

Etude de l'article 10.

Article 10. — Le tribunal civil, jugeant en Chambre du Conseil, sera seul compétent pour prononcer la révocation de la décision qui a accordé la sortie ou le placement provisoire du mineur, et ordonner qu'il soit réintégré dans l'établissement ou chez le parent ou particulier qui en avait la garde.

Ce tribunal peut seul accorder la sortie définitive avant la majorité sur la demande des personnes spécifiées en l'article 11 ou du ministère public.

Il peut seul, également, dans les mêmes conditions, ordonner que le mineur sera placé dans un autre établissement, chez un autre parent ou particulier.

§ 1. — *Qui peut prononcer la révocation de la décision de libération provisoire ?*

Le Tribunal civil, jugeant en Chambre du Conseil, sera seul compétent et cette solution ne semble pas des plus heureuses ; la libération provisoire doit être en effet aussi souple que possible et il paraissait

indispensable que ce fût à l'établissement gardien qu'il soit donné de reprendre immédiatement un mineur supposé amendé et que la faveur accordée par le dit établissement remet dans un danger moral réclamant d'urgence une solution. La Commission extra-parlementaire des mœurs en avait d'abord ainsi décidé puis elle-même, inspirée par son Comité de Rédaction et sous l'influence d'un scrupule, à coup sûr des plus louables, mais peut-être exagéré, voulut que cette révocation dépendît uniquement de l'autorité judiciaire, puisqu'elle constituait une mesure privative de la liberté individuelle. Il convenait, cependant, de ne pas oublier que cette liberté n'ayant été accordée qu'à titre essentiellement précaire et révocable, il convenait surtout et dans l'intérêt même du mineur de soumettre à nouveau ce dernier et le plus rapidement possible à cette éducation réformatrice dont on avait cru, à tort, pouvoir le dispenser.

A cet égard, M. Eugène Prévost a formulé des critiques aussi judicieuses que pénétrantes dont il résume ainsi l'économie : « En définitive, il dépendra presque toujours du mineur, mis en placement provisoire, de mettre fin au jugement qui aura ordonné sa rétention (1) » :

(1) Eugène Prévost, Ouvrage cité, page 258.

§ 2. — *Qui pourra être demandeur en révocation?*

Au premier chef, l'établissement gardien, également les personnes désignées en l'article 11 et le ministère public : pour faire admettre cette action en révocation, il faudra faire la preuve que le mineur est en danger moral soit par suite de la faiblesse de son caractère, soit par la mauvaise influence du milieu où il a été placé. Dans ce dernier cas cependant, plutôt que d'engager une instance, il pourra arriver, suivant les circonstances, que l'établissement se contente de chercher un meilleur patron pour le mineur.

Saisi d'une demande en révocation, le tribunal prescrira toutes enquêtes utiles, examinant avec le plus grand soin la décision qu'il devra rendre ; il lui arrivera, mais bien rarement, de rejeter cette demande, le plus souvent, il remettra le mineur dans la situation où il se trouvait avant la libération provisoire dont il avait été l'objet : ce mineur sera donc, suivant les cas, soit réintégré dans l'établissement ou chez le parent ou particulier qui en avait la garde.

Il est certain qu'il s'écoulera parfois un temps bien long, toujours trop long entre l'introduction de cette demande et le jugement du tribunal : ne voyons-nous pas là, déjà, une de ces multiples complications de la procédure que nous examinerons dans

le prochain et dernier chapitre, complications contre lesquelles M. Bérenger s'élevait avec tant de véhémence au sein de la Commission du Régime des Mœurs, dont l'influence décisive sur l'orientation de la loi ne fut jamais aussi prépondérante qu'en ce qui concerne les passages relatifs au placement des mineurs et à la procédure, presque textuellement empruntés aux textes de ses délibérations et auxquels le Parlement n'apporta que bien peu de modifications.

§ 3. — *Qui peut accorder la sortie définitive ?*

Le tribunal seul peut accorder la sortie définitive avant la majorité ; les personnes spécifiées en l'article 11 ou le ministère public auront qualité pour introduire l'action.

Ce droit est-il reconnu aux établissements gardiens ? La loi n'en fait pas mention ; mais il semble logique de répondre affirmativement, car ceux-ci seront on ne peut mieux à même d'apprécier si l'enfant, par eux suivi dans ses moindres progrès, semble tout à fait amendé : à cet effet, ils verseront au tribunal les notes obtenues et le résultat des travaux exécutés, montrant que l'éducation morale et professionnelle du sujet permet de concevoir les plus légitimes espérances.

En tout cas, ces établissements pourront toujours

signaler au ministère public les mineurs dignes d'une libération définitive et lui faire parvenir toutes les pièces utiles à l'appui de l'action à intenter. D'ailleurs, au cours de ses visites, le Procureur de la République devra étudier soigneusement l'exact niveau moral de la population qu'il inspecte et provoquer lui-même des propositions de sortie définitive de la part de l'établissement gardien.

§ 4. — *Qui peut accorder un changement dans la garde du mineur ?*

Ce sera encore le tribunal seul, constitué comme juge suprême et unique de toutes mesures modificatrices de la première décision par lui prise, sauf la faculté de libération provisoire accordée à l'établissement gardien.

Les personnes désignées en l'article 11 et le ministère public auront qualité pour introduire une action tendant à ce que le mineur soit interné dans un nouvel établissement, remis à un autre parent ou placé chez un autre particulier.

Ce même droit sera-t-il reconnu à l'établissement privé chargé de la garde de l'enfant ? La question fut soulevée au sein de la Commission du Régime des Mœurs et tranchée par la négative. Néanmoins, et d'accord également sur ce point avec M. Eu-

gène Prévost, nous ne voyons aucune raison pour refuser cette faculté à un établissement de bienfaisance privée, qui soit par diminution de ses propres ressources, soit en présence d'un enfant incorrigible, demanderait à ce que la garde de cet enfant lui soit enlevée pour être confiée par le tribunal à un autre établissement ou à un parent ou particulier mieux à même de poursuivre et d'essayer de mener à bien l'œuvre entreprise.

§ 5. — *Quel sera le tribunal compétent pour statuer sur les diverses actions prévues aux articles 9 et 10 ?*

La loi n'ayant apporté aucune précision à ce sujet, on peut se demander si le tribunal compétent ne serait pas celui dans l'arrondissement duquel se trouvent l'établissement, le parent ou le particulier gardien du mineur : a priori la réponse semblerait devoir être certainement affirmative, car par sa situation même, ce tribunal apparaît comme mieux en mesure d'apprécier, avec toute la célérité désirable, la solution qui conviendra d'être adoptée dans l'intérêt de l'enfant.

Cependant, ainsi que l'indique très justement M. Eugène Prévost, par application des articles 472 et 554 du Code de Procédure civile et par analogie avec la matière du divorce et de la séparation de

corps, le tribunal compétent sera, sans aucun doute, celui qui aura prononcé à l'égard du mineur la décision initiale qu'il s'agit maintenant, en quelque sorte, d'interpréter et à l'exécution de laquelle il convient de veiller.

Les diverses actions prévues aux articles 9 et 10 se rattachent à la juridiction contentieuse de la Chambre du Conseil, car la demande introduite trouvera un contradicteur dans la quasi unanimité des cas. Par suite, il faut admettre que les décisions rendues seront susceptibles d'appel et même pourront être déférées à la Cour de cassation.

Appendice.

Telles sont, sommairement résumées, les dispositions de ce chapitre II où apparaît le souci le plus louable de ne négliger aucun détail et de donner toutes garanties légales à l'œuvre poursuivie.

Malgré la demi satisfaction obtenue par M. Bérenger qui parvint à faire dépendre d'un règlement d'administration publique certaines des obligations prévues pour les établissements de réforme, l'éminent sénateur et avec lui nombre d'esprits distingués persistent à penser qu'en une matière où son concours serait particulièrement précieux, c'est étouffer

l'initiative privée que d'établir ainsi une sorte de code de réformation que les établissements seront tenus de suivre aveuglément, sous peine de fermeture, indépendamment des responsabilités civiles qu'ils pourraient encourir.

CHAPITRE III

PROCÉDURE

SOMMAIRE

Observation préliminaire.

Section I. — Etude de l'article 11.

Section II. — Etude de l'article 12.

Section III. — Etude de l'article 13.

Section IV. — Etude de l'article 14.

Section V. — Etude de l'article 15.

§ 1. — Mode spécial de notification.

§ 2. — Danger d'un huis clos trop rigoureux.

§ 3. — Qui notifiera l'ordonnance de comparution ?

§ 4. — Droit d'intervention des personnes désignées à l'article 11.

§ 5. — Délai de comparution.

Section VI. — Etude de l'article 16.

Section VII. — Etude de l'article 17.

Section VIII. — Etude de l'article 18.

Section IX. — Etude de l'article 19.

Section X. — Etude de l'article 20 et 21.

Section XI. — Etude de l'article 22.

Section XII. — Etude de l'article 23.

Disposition transitoire.

Appendice.

Conclusion.

Observation préliminaire.

Ce dernier chapitre est entièrement sorti des délibérations de la Commission du Régime des Mœurs ; son économie générale fut établie par M. le Professeur Le Poittevin qui, à la trentième séance de la dite Commission, exposa avec la plus absolue clarté les divers intérêts en cause, dont l'opposition même nécessitait une procédure assez délicate, capable de ménager à la fois le respect dû à la liberté individuelle et à la puissance paternelle.

Le Rapport général de M. Hennequin résume en ces termes excellents les toutes particulières difficultés de la question : « l'organisation d'une procédure appropriée à cette innovation délicate du placement en réforme de mineurs traduits en justice pour prostitution habituelle, entraînant les graves conséquences de la dépossession pour les parents du droit de garde et d'éducation, et, pour l'enfant, de la privation de toute liberté jusqu'à 21 ans, constituait un problème rempli de difficultés. Il importait, en effet, d'imaginer une procédure aussi simplifiée et aussi rapide que possible, mais assez complète, cependant, pour que les parties ne fussent privées d'aucune des garanties légales essentielles, pour la défense de leur liberté et de leurs droits.

« Le Comité s'efforça, non sans peine, d'y parvenir en prenant, comme base, suivant les décisions de la Commission, la loi du 24 juillet 1889... »

Ainsi que nous le disions plus haut, c'est à cette même trentième séance de la Commission du Régime des Mœurs que M. Bérenger critiqua vivement les complications de procédure introduites dans la proposition de loi et rappela le vœu par lui émis de ne pas surcharger un texte dont l'élaboration paraissait simple, étant donné qu'il s'agissait uniquement d'arracher l'enfant à la rue ; l'éminent sénateur ajoutait qu'il avait protesté contre les difficultés de procédure de la loi de 1889, de nature à entraîner des frais, à donner lieu à de fâcheuses lenteurs.

« Point de minuties, disait-il notamment, il faut ouvrir la porte toute grande vers la clarté. Il n'est rien qui prête autant à la discussion, dans les Parlements, que les questions de procédure. Tout avocat, tout ancien magistrat, se figure avoir une compétence spéciale en pareille matière. Compliquer ainsi les choses c'est vouloir ne pas aboutir .. »

Nous avons tenu à donner cette opinion si autorisée avant d'aborder l'examen impartial et très succinct des dispositions de ce chapitre. Le principe de l'unité de juridiction domine cette étude : compétence exclusive est reconnue à la Chambre du Conseil qui, dans les tribunaux importants, verra ainsi

s'augmenter notablement ses attributions contentieuses.

L'examen de la procédure instituée par la loi du 11 avril 1908 ne saurait, en effet, comporter que peu de développements, la plupart des dispositions se suffisant absolument à elles-mêmes et ne réclamant aucun commentaire ; d'autre part, les articles 9 et 10, dont les parties concernant la procédure auraient pu être étudiées ici, ont été examinés, dans leur ensemble, au chapitre précédent, pour suivre l'ordre même de la loi.

SECTION I

Etude de l'article 11.

Article 11. — Le tribunal compétent sera celui du domicile ou de la résidence des personnes investies de la puissance paternelle, de la tutelle, de la surveillance en vertu des articles 141 et suivants du Code civil, et du droit de garde conféré par une décision de justice, ou du lieu dans lequel le mineur se livre à la prostitution.

N'étant pas en matière répressive, la première compétence seule s'imposait mais, en prévision des

nécessités pratiques, il fut admis que le tribunal du lieu dans lequel le mineur se livrerait à la prostitution pourrait également statuer.

On a voulu que le mineur pût trouver, le plus tôt possible, une juridiction pour veiller à sa réformation ; il fallait aussi supposer le cas où ce mineur serait sans famille d'aucune sorte.

Deux tribunaux sont donc compétents entre lesquels, les personnes voulant intenter l'action prévue par la loi du 11 avril 1908, auront le choix.

SECTION II

Etude de l'article 12.

Article 12. — « Il est saisi soit par les mêmes personnes, soit d'office par le ministère public. »

Quelles personnes auront qualité pour introduire la procédure ? celles désignées en l'article 11 qui, suivant la pittoresque expression de M. Le Poittevin, englobe toutes les hypothèses succédanées des droits de la puissance paternelle.

Il s'agit là d'une matière extrêmement délicate et il importait de nettement délimiter ce droit qui ne tendait à rien moins qu'à faire décider qu'un mineur de 18 ans est en état de prostitution habituelle.

Comme l'indique M. Le Poittevin, on ne pouvait

admettre que tout parent du mineur aurait la faculté de réclamer sa mise en protection et en éducation forcées. Par crainte des abus, le Comité de Rédaction a restreint ce droit au père et aux personnes dont la situation est analogue, si elles se trouvent investies de la puissance paternelle, de la tutelle, de la surveillance prévue par la loi dans certains cas ou du droit de garde conféré par une décision judiciaire, à la mère, par exemple, en cas de divorce.

Tout naturellement à défaut de ces personnes et même parfois, avant elles, le ministère public a qualité pour agir et ce, au premier chef, puisqu'il s'agit d'une matière intéressant essentiellement l'ordre public.

L'article 12 est conçu en termes trop larges et comporte une restriction, en ce qui concerne l'action du ministère public qui ne pourra pas agir dans le cas prévu à l'article 2 réservé uniquement aux personnes désignées en l'article 11.

Même n'agissant pas d'office, le ministère public devra, bien entendu, intervenir à l'instance et donner ses conclusions dans l'intérêt du mineur.

SECTION III

Etude de l'article 13.

Art. 13. — « La demande est introduite par simple lettre adressée au président du tribunal qui la communique dans les vingt-quatre heures au Procureur de la République.

« Le ministère public, agissant d'office, présente une requête motivée au président du siège qui lui accuse réception dans les vingt-quatre heures. »

• Cet article ne pourra certainement pas encourir le reproche de compliquer la procédure : les personnes désignées en l'article 11 introduiront leur action par une simple lettre adressée au Président du Tribunal ; aucune forme solennelle n'est donc prévue, il suffira que ceux qui ont qualité pour agir, fassent connaître leur volonté de façon suffisamment précise, et ce, sans aucun ministère d'avoué. Dans les vingt-quatre heures de sa réception, cette lettre est communiquée par le Président au Procureur de la République.

Si le Ministère public agit d'office, il devra présenter une requête motivée dont le Président lui

accusera réception dans les vingt-quatre heures, ce délai n'étant d'ailleurs pas prescrit à peine de nullité. A l'appui de la requête, seront versés tous procès-verbaux et enquêtes utiles.

SECTION IV

Etude de l'article 14.

Art. 14. — « Dans le même délai, le président du tribunal ordonne la comparution de toutes les parties.

« Dans son ordonnance, il désigne le défenseur d'office. »

Cet article se passe de commentaire : l'inobservation de ce nouveau délai de vingt-quatre heures n'entraînera pas davantage la nullité de la procédure commencée.

La désignation d'un défenseur d'office faite par l'ordonnance du Président ne s'oppose bien entendu, aucunement, à ce qu'un autre avocat soit choisi par le mineur lui-même ou par sa famille.

SECTION V

Etude de l'article 15.

Art. 15. — « Dans les vingt-quatre heures, le ministère public notifie cette ordonnance au mineur et aux personnes énoncées à l'article 11, par lettre recommandée.

« Le défaut de cette notification n'entraînera pas la nullité, lorsque le Procureur de la République justifiera de l'impossibilité où il s'est trouvé de l'accomplir. Mais ces personnes conservent le droit d'intervenir en tout état de cause.

« Elles auront toujours le droit de provoquer une décision nouvelle en saisissant le tribunal conformément à l'article 13.

« Le délai de comparution est de trois jours francs au moins à partir de la réception de la lettre recommandée, sauf l'augmentation des délais de distance.

« Si les parties dûment convoquées ne comparaissent pas au jour indiqué, le tribunal ordonne qu'elles soient citées dans la forme ordinaire. »

§ 1. — *Mode spécial de notification.*

Une des nouveautés intéressantes de cette loi est l'introduction comme mode de notification de la lettre recommandée, due à l'initiative de M. le Professeur Le Poittevin qui fut guidé par des considérations éminemment respectables.

Dans une matière aussi délicate, il s'agissait de ne laisser ni le mineur ni les personnes exerçant la puissance paternelle, *lato sensu*, ignorer l'ordonnance de comparution et, en même temps, une discrétion parfaite s'imposait : indépendamment de l'intérêt du mineur, il était, en effet, souverainement pénible pour les personnes désignées en l'article 11 de voir l'indignité de leur enfant s'étaler dans une pièce de procédure et il valait mieux ne mettre personne autre que les intéressés eux-mêmes au courant d'une situation à tous égards lamentable. La lettre recommandée répondait à ce desiderata.

Dans le même ordre d'idées, d'ailleurs, en outre de ce fait qu'il ne s'agissait pas de délinquants et par analogie avec la procédure de la loi du 24 juillet 1889, la juridiction de la Chambre du Conseil réunit toutes les garanties de discrétion : les débats auront lieu à huis clos ; seul, le mineur, son conseil et les personnes désignées à l'article 11 y assisteront.

§ 2. — *Danger d'un huis clos trop rigoureux.*

Ce huis clos s'imposait et, cependant, ne peut-on pas regretter qu'il n'ait pas été prévu l'assistance autorisée de représentants des œuvres ayant pour but de poursuivre la réformation du mineur prostitué ? Ils eussent pu, en connaissance de cause, demander que tel ou tel mineur leur soit confié, tandis qu'avant de rendre son jugement, si le tribunal est d'avis de remettre un mineur à un établissement privé, des pourparlers devront au préalable être engagés en vue de l'agrément de cette mission par l'établissement choisi. Cette façon de procéder, ainsi imposée par la loi, n'est-elle pas de nature à apporter quelque retard alors que les circonstances de la cause requerront toute la célérité possible ?

§ 3. — *Qui notifiera l'ordonnance de comparution ?*

Selon les principes du droit commun, le ministère public ayant la charge de veiller à l'exécution des jugements et ordonnances, en un mot de toutes les décisions de justice, c'était donc tout naturellement à lui qu'incombait le soin de notifier l'ordonnance de comparution.

Il convenait de prévoir certains cas où cette notification ne pourrait avoir lieu : l'action de la loi ne devait pas pour cela en être entravée. Aussi l'article 15, alinéa 2, a-t-il bien soin de spécifier que ce défaut de notification n'entraînera pas la nullité, mais à condition que le Procureur de la République justifie de l'impossibilité où il s'est trouvé de l'accomplir, les personnes désignées à l'article 11 et qui auraient eu le droit de saisir elle-même le tribunal étant, par exemple, sans domicile connu, ce qui sera, en effet, le cas le plus fréquent.

Comment appréciera-t-on s'il y a eu ou non impossibilité ? C'est là, évidemment, une pure question de fait dont le tribunal sera souverain juge. Si le ministère public néglige, à tort, de notifier cette ordonnance, la procédure s'en trouve viciée ; cette solution ne saurait être douteuse, en présence des dispositions précitées.

§ 4. — *Droit d'intervention des personnes désignées à l'article 11.*

Alors même que le ministère public ne peut en rien être incriminé par suite du défaut de notification, les personnes désignées à l'article 11 conserveront le droit d'intervenir en tout état de cause, tant est grand le souci qu'a eu le législateur, sous l'influence de la Commission du Régime des Mœurs, de ménager le

respect dû à la puissance paternelle, même vis-à-vis de parents indignes. Supposons, en effet, un mineur, entièrement délaissé par ses parents et placé dans un établissement de réforme : quelque temps après, ceux-ci qui, par hypothèse, ne s'étaient jamais soucié de leur enfant, qui, bien plus, avaient volontairement failli au plus sacré des devoirs, peuvent demander que cette décision de placement soit rapportée ou modifiée. La loi a d'ailleurs grand soin de spécifier qu'ils auront toujours le droit de provoquer une mesure nouvelle en saisissant le tribunal conformément à l'article 13, c'est-à-dire par simple lettre adressée au Président.

§ 5. — *Délai de comparution.*

Le délai pour comparaître vis-à-vis de toutes les personnes convoquées est de trois jours francs au moins à partir de la réception de la lettre recommandée, sauf, bien entendu, l'augmentation des délais de distance, tels qu'ils sont régis par le Code de Procédure civile.

Dans son très savant commentaire de la loi, auquel nous ne saurions trop renvoyer le lecteur, notamment en ce qui concerne la procédure (1), M. le

(1) *Lois Nouvelles*, 1^{er} avril 1909, voir notamment pages 139 et suivantes.

Juge Le Poittevin indique la solution à laquelle nous nous rallions, malgré l'opinion contraire de M. Eugène Prévost : « Quand la notification est faite par lettre recommandée, conformément, à l'article 15 § 1, une question délicate se pose en ce qui concerne le point de départ du délai. A première vue, il semble que l'ordonnance ne doit être considérée comme notifiée qu'au moment où la lettre recommandée a été remise au destinataire. Telle n'est cependant pas la solution.

« En effet, le Procureur de la République expéditeur de la lettre a épuisé ses droits au point de vue de la notification, quand il a déposé cette lettre au bureau de poste et a retiré son récépissé ; il n'a aucun pouvoir pour s'assurer de la remise au destinataire, puisque la loi ne prévoit pas l'envoi d'un accusé de réception. De plus, on ne peut fixer le point de départ au jour de la remise au destinataire ; c'est contraire aux règles admises par le Code de Procédure qui n'exige nullement pour les notifications par huissier la remise par l'huissier à l'intéressé lui-même. Ce serait d'ailleurs abandonner la fixation du point de départ à la discrétion du destinataire ; il lui suffirait de s'absenter à l'heure du passage du facteur ou de ne pas répondre à son appel pour prolonger indéfiniment le délai de comparution et, par suite, pour faire tomber la fixation d'audience faite par l'ordonnance.

« Il serait au contraire à désirer que le point de départ pût être fixé au jour de la présentation de la lettre chez le destinataire. Mais, pour qu'il en fût ainsi, il aurait fallu qu'un règlement d'administration publique, pris en exécution de la loi, eût imposés à l'administration des postes la double obligation de constater la date de la présentation et d'en donner avis au Procureur de la République. Or, en l'état, le parquet n'a aucun moyen de connaître cette date et, par conséquent, ce ne peut être celle que le législateur a eu en vue pour faire courir le délai par lui fixé.

« Le point de départ est donc le jour du dépôt de la lettre recommandée, constaté par le récépissé de la poste... »

Le ministère d'huissier ne sera obligatoire que si les parties, dûment convoquées, ne comparaissent pas au jour indiqué ; le tribunal devra alors rendre un jugement prescrivant qu'elles seront citées dans la forme ordinaire.

SECTION VI

Etude de l'article 16.

Article 16. — « Le Président du Tribunal pourra jusqu'au jour fixé pour la comparution, le ministère

public entendu, prescrire pour le placement de l'enfant telles mesures provisoires qu'il jugera utiles dans l'intérêt du mineur ».

Des réceptions de la lettre ou de la requête motivée prévues à l'article 13, le Président du Tribunal pourra prescrire toutes mesures provisoires dans l'intérêt du mineur : c'est à lui seul qu'il dépendra d'apprécier ce qu'il convient de faire ; il devra, bien entendu, s'entourer de tous renseignements pour rendre une décision sage et éclairée.

En fait de mesures provisoires, le Président aura, ainsi que l'expose M. le Juge Le Poittevin, toute latitude d'ordonner celles prévues, dans une matière analogue, par l'article 4 de la loi du 19 avril 1898.

D'ailleurs, l'article 16 l'indique lui-même en termes suffisamment explicites, en spécifiant qu'il s'agit de mesures provisoires prescrites pour le placement de l'enfant. Le Président pourra donc confier provisoirement la garde du mineur à un parent, à une personne ou à une institution charitable qu'il désignera ou enfin à l'Assistance Publique.

Le ministère public devra être entendu ; à cet effet, pour provoquer ses conclusions, le Président lui communique tous les documents par lui recueillis, en précisant que cette communication a lieu pour décider de la meilleure solution à adopter, en ce qui concerne la garde de l'enfant.

Dans le cas prévu à l'article 16, le Président rendra donc une ordonnance, pour laquelle aucune voie de recours n'a été prévue par la loi.

SECTION VII

Etude de l'article 17.

Art. 17. — « A partir du jour fixé pour la comparution et pendant toute la durée de l'instance, il n'appartient qu'au tribunal de statuer sur les mesures provisoires. Il prononce, s'il y a lieu, le maintien de celles qu'aurait prises le président ou en prescrit de nouvelles.

« Les jugements sur cet objet sont exécutoires par provision. Ils peuvent toujours être rapportés en cours d'instance. »

Dès le jour fixé pour la comparution, l'affaire est considérée comme définitivement liée; c'est au tribunal seul qu'il appartient de statuer sur les mesures provisoires et de se rendre compte, au cas où le Président en aurait déjà prescrit, si elles correspondent au véritable intérêt de l'enfant: dans ce cas, il les confirme expressément et en prononce le maintien; dans le cas contraire, il en ordonne de nouvelles. Lorsqu'aucune mesure provisoire n'a été

prévue, il étudie la question de savoir s'il ne conviendrait pas d'en prendre.

Les jugements sur cet objet sont exécutoires par provision, c'est-à-dire nonobstant opposition ou appel, et, par suite, ce qui allait de soi, il est spécifié qu'ils peuvent toujours être rapportés en cours d'instance.

SECTION VIII

Etude de l'article 18.

Art. 18. — « Au jour indiqué, le tribunal, en chambre du Conseil, constate, s'il y a lieu, le défaut du mineur ou des autres personnes citées.

« Le tribunal peut ordonner que le jugement sera exécutoire par provision. »

Comme dans toutes les affaires, le mineur ou les autres personnes citées peuvent refuser de comparaître au jour indiqué ou bien se rendent à l'audience mais déclarent, avant tous débats, faire défaut : le tribunal constate alors leur défaut, passe outre et statue sur le fond. Dans une instance faite toute en faveur du mineur prostitué, il ne pouvait dépendre de la mauvaise volonté de ce dernier ou de ses parents, *lato sensu*, de retarder l'application des mesures

prescrites : aussi l'alinéa 2 édicte-t-il formellement que le tribunal pourra ordonner que le jugement sera exécutoire par provision. Quel jugement ? sans aucun doute possible, celui statuant sur le fond. Il est d'ailleurs infiniment probable que, dans la majorité des cas, le tribunal prononcera cette exécution provisoire.

SECTION IX

Etude de l'article 19.

Art. 19. — « Tout parent du mineur a le droit de présenter verbalement ou par écrit ses observations, à toute époque de l'instance et même en appel.

« Le Tribunal peut demander l'avis d'une réunion de parents qu'il désigne et que le juge de paix présidera ou l'avis du conseil de famille. »

L'alinéa 1^{er} est conçu en termes absolument et volontairement généraux : « tout parent du mineur », donc toute personne, pourvu qu'elle justifie d'un lien de parenté, si faible soit-il, aura la faculté de présenter verbalement ou par écrit ses observations, à toute époque de l'instance et même en appel. Pourra-t-elle se faire assister d'un conseil qui devant la Chambre du Conseil, développera ses observations

en son nom ou rédigera un mémoire? La question est douteuse : la loi semble en effet avoir désiré que ce soit le parent seul, en dehors de toute influence et ne consultant que son propre cœur, qui éclaire le tribunal dans une matière aussi complexe et ne pouvant être entourée de trop de garanties.

D'autre part, avant de rendre sa décision et afin d'éviter toute chance d'erreur, il est loisible au tribunal de demander l'avis d'une réunion de parents par lui désignée et que le Juge de Paix présidera, ou l'avis du conseil de famille dont le mineur serait pourvu.

Dans son rapport général, M. Hennequin précise, en termes excellents, l'économie et la portée de cet article (1) : « Ces dispositions répondaient aux préoccupations suivantes. C'était, en réalité, une prérogative grave, que celle qu'on reconnaissait à certaines personnes, de saisir directement l'autorité judiciaire, en incriminant le mineur d'immoralité invétérée et en le représentant comme prostitué d'habitude.

« L'accusation pouvait être parfois inspirée par un tout autre sentiment que celui de l'intérêt du mineur ou basée sur des appréciations erronées ou trop rigoureuses ; elle pourrait, si fondée qu'elle parût, émaner de personnes ayant une part de responsabi-

(1) Rapport Général, page 200.

lité plus ou moins grande, dans la chute prostitutionnelle du mineur. Il était donc utile d'imaginer une sorte de contrepoids, ou droit d'action directe des personnes qui en étaient investies.

« En conséquence, quand le tribunal aurait quelque motif, pour ne pas accorder un entier crédit aux accusations des dites personnes, quand il ne discernerait pas bien les sentiments dont elles étaient animées envers leurs enfants ou pupilles, il provoquerait l'avis des membres de la famille qu'il désignerait, par l'intermédiaire du juge de paix.

« Que si le mineur était pourvu d'un tuteur, l'avis émanerait du conseil de famille, et, dans le cas où ce conseil n'aurait pas été constitué, le juge de paix le convoquerait d'office, conformément aux règles tracées par les articles 406 et suivants du Code civil.

« Le droit conféré au tribunal de consulter des membres de la famille du mineur, impliquait, à titre de réciprocité, le droit pour les personnes unies au mineur par un lien de parenté, d'intervenir spontanément et de présenter au tribunal telles observations qu'elles jugeraient utiles de formuler, soit pour la défense du mineur, soit pour prêter leur concours aux demandeurs, en venant corroborer les faits articulés par eux... »

SECTION X

Etude des articles 20 et 21.

Articles 20 et 21.

Article 20. — « En cas de non comparution, le jugement est signifié aux défaillants qui peuvent former opposition dans les cinq jours de la signification.

« L'opposition est valablement formée, soit par simple déclaration verbale faite au moment de la signification à l'huissier qui la constate, soit par lettre recommandée adressée au Président du Tribunal.

« A l'expiration du délai de cinq jours, le jugement peut être exécuté.

« Si la signification n'a pas été faite à personne, le délai d'opposition ne courra que du jour où les défaillants auront eu connaissance de l'exécution du jugement.

« Trois mois après la signification, l'opposition cesse d'être recevable. »

Article 21. — « L'appel peut être interjeté : par le mineur, par les personnes spécifiées dans l'article 11 et par le Procureur de la République.

« Le délai d'appel sera de dix jours et courra à

partir du jugement s'il est contradictoire et, à l'égard des défaillants, à partir du jour où leur opposition n'est plus recevable. »

Ces articles ont été réunis, comme s'occupant de matières analogues et n'ayant, à vrai dire, pas plus l'un que l'autre besoin de commentaire.

Comme en matière criminelle, le délai d'opposition sera de cinq jours à partir de la signification à personne.

Cette opposition n'est astreinte à aucune forme sacramentelle, pourvu que l'opposant manifeste clairement sa volonté ; à cet effet, la loi prescrit bien d'envoyer une lettre recommandée au Président, mais seulement pour éviter toute chance de perte, et il est certain qu'une simple lettre suffirait, puisque par elle le tribunal serait valablement saisi conformément à l'article 13.

A l'expiration du délai de cinq jours, le jugement pourra être exécuté, et même avant, au cas où l'exécution provisoire aurait été prononcée.

Si la signification n'a pas été faite à personne, il faut que les défaillants aient eu connaissance de l'exécution du jugement, pour que le délai d'opposition puisse courir contre eux.

Seul le dernier alinéa de l'article 20 contient une disposition exceptionnelle, spécifiant que, quel que soit le mode de signification, l'opposition cessera

d'être recevable trois mois après la dite signification. Ici encore, se révèle le souci de ne pas laisser trop longtemps en suspens une décision qui requiert, au plus haut chef, la célérité.

Il est à remarquer qu'il n'est point question du droit d'appel du Procureur Général qui, visé expressément dans le projet voté par le Sénat, fut supprimé par la Chambre des députés.

La faculté d'appel contre tous les jugements interlocutoires rendus par la Chambre du Conseil sera réservée aux personnes désignées au dit article 21, et ce, sans exception.

SECTION XI

Etude de l'article 22.

Article 22. — « L'appel se forme au greffe du tribunal par simple déclaration ou par lettre recommandée. Il sera notifié avec assignation à jour fixe à toutes les parties en cause par les soins du Procureur général.

« La Cour statue en Chambre du Conseil. »

Ici encore, la lettre recommandée n'est prévue que pour plus de sûreté : une simple lettre suffirait.

Il était logique de maintenir à la Chambre du Conseil de la Cour le pouvoir de statuer sur le dit appel. Les mêmes raisons que pour le jugement de première instance militaient en faveur de cette juridiction spéciale.

SECTION XII

Etude de l'article 23.

Article 23. — « Les actes de procédure, jugements et arrêts prévus par les articles qui précèdent, ainsi que les contrats de placement prévus à l'article 5, sont exempts de tous droits de timbre et d'enregistrement. »

Cet article laisse subsister les droits de greffe et les frais dûs aux officiers ministériels, c'est-à-dire aux huissiers, car le ministère d'avoué n'est nullement prévu par la loi.

Le projet du Sénat avait mis également ces frais à la charge de l'Etat mais la Chambre supprima cette disposition.

Disposition transitoire. — « La présente loi ne sera applicable qu'un an après sa promulgation. »

Cette disposition était toute naturelle, puisqu'il

fallait nécessairement un délai pour élaborer le règlement d'administration publique prévu aux articles 4 et 5 et que, d'autre part, il restait à créer des établissements spéciaux pour recevoir les mineurs prostitués.

Appendice.

L'inapplicabilité de cette loi qui devait entrer en vigueur le 16 avril 1909 motiva au Sénat, le 11 juin de la même année, une question des plus intéressantes que M. Bérenger adressa à M. le Président du Conseil et à M. le Garde des Sceaux (1).

« Messieurs, disait l'éminent Sénateur, la question que j'ai à poser à M. le Président du Conseil est fort simple et ne comporte pas de longs développements. Je suis cependant convaincu qu'après les explications que j'ai à donner au Sénat, il jugera non seulement qu'elle est d'une réelle importance, mais qu'il est urgent de la solutionner.

« Il s'agit, en effet, d'appeler l'attention du Gouvernement sur une situation qui, si elle se prolongeait, aurait ce fâcheux effet de paralyser pour assez longtemps la justice pénale, c'est-à-dire de suspendre

(1) *Journal Officiel*, 12 juin 1909. *Débats parlementaires*, p. 421, colonne 3.

toute répression de faits qui peuvent être dangereux pour l'ordre et même pour la sécurité publique.

« Voici, Messieurs, ce dont il s'agit.

« Le Parlement a voté dans les premiers mois de l'année dernière une loi sur la prostitution des mineurs, loi assez compliquée et qui, peut-être, ne pourra être pratiquement appliquée que lorsqu'elle aura reçu des modifications. Mais c'est là un objet dont nous aurons à nous occuper plus tard et dont je ne veux pas compliquer la question d'aujourd'hui.

« Le fait actuel est celui-ci : l'application de cette loi exigeait la création d'établissements de réforme qui n'existent pas : elle était, en outre, subordonnée au vote par le Conseil d'Etat d'un règlement d'administration publique qui devait préciser les conditions d'existence de ces maisons et, en outre, compléter la loi sur certains points de son exécution. Pour que ces différentes solutions pussent intervenir, l'article final de la loi disposait très sagement qu'elle ne serait exécutoire qu'un an après la date de sa promulgation au *Journal Officiel*. Ce délai s'est trouvé révolu le 15 avril dernier. La loi devrait être, par conséquent, appliquée depuis cette date. Or, il n'y a encore aucun établissement disposé pour recevoir les mineurs dont il s'agit, et le règlement d'administration publique non seulement n'a pas encore été voté par le Conseil d'Etat, mais, si je ne me trompe, n'a pas même été soumis à sa délibération. »

M. Clémenceau assura que ce règlement serait prochainement voté mais, en réalité, la cause principale de ce retard était due à l'impossibilité de créer, dans un laps de temps assez bref, des établissements publics destinés à recueillir les mineurs prostitués et ce, malgré la bonne volonté du Gouvernement. Les populations des diverses villes où on avait voulu en installer, s'étaient, en quelque sorte, insurgées, ne voulant à aucun prix de ce voisinage. Tour à tour, Asnières et Sens avaient protesté et la presse enregistra leurs véhémentes réclamations (1).

Quant aux établissements privés, une unique demande d'autorisation s'était produite, encore cet établissement, bien que dirigé par une femme du plus haut mérite, ne comprenait-il que onze lits, alors que, d'après les savants travaux du docteur Le Pileur, à Paris, seulement, la première année d'applicabilité de la loi, il y aura, au minimum, un contingent annuel de trois cents jeunes filles réfugiées.

M. Bérenger dégagait, d'ailleurs, excellemment toutes les lacunes dues au défaut d'application d'une loi constituant au premier chef une mesure d'humanité et il en indiquait, tout en ne l'estimant pas irréfutable, une conséquence désastreuse, qui, en

(1) *Journal Officiel*, 12 juin 1909. *Débats parlementaires*, pages 422 et 423, colonnes 3 et 1.

poussant jusqu'au bout la logique du droit, arrivait à un absolu avec d'impuissance vis-à-vis des mineurs de 18 ans se livrant à la prostitution : à l'appui de cette thèse, l'éminent sénateur citait un jugement du 10 mai 1909, rendu par la 8^e chambre du tribunal correctionnel de la Seine (1) au sujet d'une fille V., mineure de 18 ans, ne tirant ses ressources que de la prostitution et arrêtée sur la voie publique où elle se livrait au racolage. Faisant droit aux conclusions de M^e Maria Vérone, le tribunal statuait ainsi :

« Attendu que la fille V... est poursuivie sous l'inculpation de vagabondage ; que le tribunal n'a simplement qu'à se poser la question de savoir si elle a un domicile et des moyens d'existence ;

« Attendu que si, antérieurement à la loi de 1908, on pouvait interpréter la loi conformément à la jurisprudence, en ajoutant à l'article 270 Code pénal les mots « moyens d'existence avouables », cette interprétation ne saurait plus être appliquée en raison du texte et du but de la loi nouvelle ; qu'une pareille interprétation aurait peut-être un résultat plus efficace en l'espèce, dans l'intérêt de la mineure, mais qu'elle ferait échec à la loi du 11 avril 1908, et qu'il n'appartient pas, dans tous les cas, au tribunal de créer une mesure qui n'existe pas.

(1) *Gazette du Palais*, 6 juillet 1909.

« Attendu, dans ces conditions, que le délit de vagabondage n'est pas juridiquement établi; relaxe. »

Et, résumant la portée de sa question, M. Bérenger disait en terminant : «... Voilà, Messieurs, l'utilité de la double question dont j'ai pris la liberté de vous entretenir.

« Je demande donc à M. le Président du Conseil où il en est de la préparation de l'application de la loi et ce qu'il compte faire en présence des impossibilités actuelles de la mettre à exécution.

« Je demande ensuite, et ceci s'adresse plus particulièrement à M. le Garde des Sceaux, s'il se propose en attendant que la loi puisse fonctionner, de soumettre à la Cour d'appel le jugement dont j'ai exposé le danger... » (1).

M. Clémenceau fit de la situation un exposé aussi véridique que pittoresque : les villes d'Asnières et de Sens, dont les établissements étaient prévus l'un pour avril l'autre pour le mois d'août de la même présente année, se montraient hostiles à cette création ; une seule maison privée avait d'ailleurs offert son concours, et, d'autre part, le Conseil municipal de Paris déclarait qu'il n'y avait pas lieu de donner suite à son vote prévoyant la création d'une grande maison de refuge destinée aux enfants d'origine parisienne alors que ceux-ci forment les 2/3 du contin-

(1) *Journal Officiel*, 12 juin 1909. *Débats parlementaires*, page 422, colonne 3.

gent auquel la loi doit s'appliquer. M. le Président du Conseil avouait ainsi son impuissance : « Que pouvais-je faire alors ? Ce que j'ai fait : rien » (1).

Pour M. Clémenceau, la seule solution possible était d'ajourner d'un an la mise à exécution de la loi et encore déclarait-il ne pouvoir prendre ferme. à l'égard du Sénat, l'engagement d'être prêt dans ce délai : d'ici là, le plus sage était de revenir au *statu quo*, notamment à la fiction de vagabondage.

De la réponse de M. le Garde des Sceaux nous extrayons les lignes suivantes intéressant, plus particulièrement notre sujet : « Messieurs, le problème soulevé par l'honorable M. Béranger pose devant vous une question d'humanité et de redressement moral qui ne peut être résolue qu'avec le concours de l'assistance publique, c'est-à-dire par des moyens administratifs.

« Je reconnais avec l'honorable Sénateur, qu'en attendant que ces moyens aient été trouvés et que des établissements spéciaux d'éducation, de réformation morale, aient été aménagés selon les prescriptions de la loi du 11 avril 1908, il est nécessaire de faire quelque chose, car la situation présente est véritablement intolérable.

« Je suis très disposé, en ce qui me concerne, non seulement à m'entendre avec M. le Président du

(1) *Journal officiel*, 12 juin 1909. *Débats parlementaires*, page 423, colonne 1.

Conseil, mais encore à rechercher avec l'honorable M. Marc Réville, qui a soumis à la Chambre des députés un rapport tout à fait remarquable sur la mendicité et le vagabondage, s'il ne serait pas possible de distraire de la proposition de loi jointe à ce rapport la partie relative à l'article 271 du Code pénal. La Chambre et le Sénat pourraient voter d'urgence une nouvelle rédaction de l'article 271 qui serait de nature à donner satisfaction à l'honorable M. Bérenger.

« Je promets de m'y employer de toutes mes forces et avec la plus grande activité.

« L'honorable Sénateur m'a posé deux questions. La première est relative à un jugement du tribunal correctionnel de la Seine qui n'est pas sans avoir aggravé la situation dont nous nous préoccupons.

« Je dois indiquer qu'il a été interjeté appel de ce jugement : la Cour d'appel et, au besoin, la Cour de cassation, auront à dire le dernier mot sur la question tranchée par le tribunal et à fixer le droit... (1) »

A la suite de ces réponses, M. Bérenger se déclara complètement satisfait, estimant que la fixation d'un nouveau délai pour l'application de la loi constituait le seul moyen de résoudre convenablement les difficultés signalées et qu'en ce qui concernait le juge-

(1) *Journal Officiel*, 12 juin 1909. *Débats parlementaires*, page 423, colonne 2.

ment précité de la huitième chambre, l'appel interjeté de cette décision était tout ce qu'il pouvait désirer.

En conformité des engagements pris, M. le Président du Conseil fit adopter sans discussion par le Sénat et la Chambre des Députés (1), un projet de loi promulgué le 20 juillet 1909 et prescrivant l'application échelonnée de la loi du 11 avril 1908.

Cette loi comprend les deux articles suivants :

Article 1^{er}. — Le délai fixé pour la mise à exécution de la loi du 11 avril 1908, concernant la prostitution des mineurs, est porté à un an à partir de la promulgation de la présente loi pour les mineurs âgés de moins de 16 ans et à deux ans pour les mineurs de 16 à 18 ans.

Les dispositions législatives en vigueur, antérieurement à la loi du 11 avril 1908, demeurent provisoirement applicables.

Art. 2. — Ce délai pourra être abrégé, s'il y a lieu, par simple décret.

Ces articles se passent absolument de commentaire, étant d'ailleurs suffisamment clairs et répondant aux nécessités du moment.

La disposition distinguant, quant à l'étendue des délais d'application, les mineurs de 16 ans et de 16 à 18 ans est des plus sages, car ces derniers étant vrai-

(1) Aux rapports de MM. Bérenger et Octave Lauraine, pour les Commissions du Sénat et de la Chambre.

semblablement les plus nombreux, il faudra pour eux de grands établissements qui seront plus longs à créer et demanderont plus de ressources.

L'article 2 sera d'une application peu probable, car nous ne supposons pas que la loi puisse fonctionner bien antérieurement à ces délais.

CONCLUSION

Cette dernière loi du 19 juillet 1909 semble donner entièrement raison aux critiques dirigées contre la réforme entreprise et certains verront un simple aveu d'impuissance à peine déguisé dans l'alinéa 2 de l'article 1^{er} qui maintient formellement l'ancien système.

Déjà, le 23 mai 1909, M. Eugène Prévost m'adressait les lignes suivantes où se révélait une fois de plus toute la profondeur de vues de l'éminent sociologue : « D'une façon générale, la loi ne rencontre que critiques. Elle les mérite, car elle défie une application utile. L'initiative privée, sollicitée par circulaires, refuse de s'engager dans une voie semée d'embûches et où il n'y a qu'ennuis à récolter. Cet exemple prouve que le législateur s'illusionne quand il croit avoir la latitude de tout dire. Au-dessus des théories emphatiques, il y a la pratique, et c'est un mauvais jeu que de s'aliéner les praticiens de la bienfaisance.

Le résultat est désolant : la loi qui voulait réduire la prostitution des mineurs l'a rendue libre ! En ce moment, les mineurs des deux sexes sont maîtres du trottoir, ils en profitent (1). »

Et cependant, nous nous refusons à croire que cette loi qui a donné lieu à des discussions si intéressantes puisse rester lettre morte et que la disposition promulguée le 20 juillet 1909 soit, qu'on nous passe cette expression, son dernier sursaut d'agonie : nous ne pouvons admettre que les délais d'application prévus s'étendent indéfiniment, de telle sorte que l'ancien système si décrié se trouverait plus en vigueur que jamais et que la Commission du Régime des Mœurs n'aurait été qu'un rouage inutile. Aussi demeurons-nous convaincus que cette loi recevra son application, non sans difficultés, non sans tâtonnements, non sans modifications inévitables, mais l'essentiel c'est qu'elle soit un jour en vigueur et elle le sera.

Au point de vue des œuvres sociales, l'humanité ne fait que de lents progrès, mais ce sera un des honneurs de la troisième République de s'être occupée de bien des misères qui apparaissent encore plus poignantes dans une société pénétrée par un large et bienfaisant altruisme. Or, la réforme entre-

(1) Quoi que ce ne puisse être qu'un pis aller, l'ancienne jurisprudence a depuis heureusement été reprise.

prise, si elle était réalisée, présenterait d'immenses avantages, d'ailleurs l'Etat ne saurait plus longtemps sans injustice offrir l'hospitalité de ses colonies pénitenciaires à de jeunes êtres en absolue détresse morale.

POST-SCRIPTUM

LE RÈGLEMENT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE DU 5 MARS 1910

Au moment où nous terminions cette étude, paraissait le décret du 5 mars 1910 portant règlement d'administration publique en ce qui concerne les procès-verbaux à dresser en vertu de l'article 3 de la loi du 11 avril 1908 relative à la prostitution des mineurs. Sans en faire un examen détaillé qui retarderait l'impression de ce travail, nous ne croyons pas devoir cependant le passer sous silence car si, sur les sept articles dont se compose le dit règlement, les six derniers ne réclament pour ainsi dire aucun commentaire et s'expliquent presque par leur unique lecture, le premier soulève tout au moins une question aussi intéressante que délicate. Intervertissant à dessein l'ordre du décret, nous allons nous contenter de passer en revue les articles 2 à 6, l'article 7 n'étant qu'une simple clause de style, et nous réserverons l'article 1^{er} pour la discussion finale. L'ordre logique suivi dans notre plan le commande d'ailleurs, car l'article 1^{er}

à lui seul remet en lumière la majeure partie des critiques dirigées contre la loi, au sujet de ses difficultés d'exécution et de son oubli des vues pratiques de la question :

Article 2. — « Le maire ou le Commissaire de Police adresse aussitôt, par lettre recommandée, copie de cet acte (du procès-verbal prévu par l'article 3 de la loi du 11 avril 1908) avec l'avertissement prescrit par l'article 3 de la loi, aux personnes désignées à l'article 11 de la dite loi en les avisant, d'une part, qu'à l'expiration du délai de six jours, de nouvelles provocation à la débauche entraîneront l'application des mesures déterminées par l'article 3 précité et, d'autre part, que si elles ont des réclamations à présenter, elles peuvent les adresser au Procureur de la République ».

Cet article, étant la reproduction pure et simple d'une partie de l'article 3 de la loi du 11 avril 1908, nous nous contentons de renvoyer le lecteur à l'examen détaillé de cette dernière disposition.

Article 3. — « Les procès-verbaux, dressés en double original, sont envoyés au Procureur de la République pour être centralisés et classés dans des sommiers spéciaux aux greffes des tribunaux désignés par l'article 11 de la loi.

« A Paris, un troisième exemplaire est envoyé par le Commissaire de Police au Préfet de Police.

« Si le lieu de naissance du mineur ne se trouve pas dans le ressort d'un des tribunaux désignés à l'article 11

de la loi, une copie du procès-verbal est transmise par les soins du Procureur de la République au greffe du tribunal d'origine, où elle est classée au sommier institué à cet effet. »

Cette disposition est en tous points excellente et répond pleinement aux desiderata que nous avons exprimés au sujet de l'organisation nécessaire d'une sorte de casier des faits prostitutionnels relevés à l'encontre des mineurs de 18 ans. Les procès-verbaux dressés doivent être classés dans des sommiers spéciaux, la logique commandait, en effet, cette spécialisation puisqu'indépendamment d'autres raisons, ces mineurs n'ont, par hypothèse, commis aucune infraction.

Le troisième alinéa de cet article permettra dans certains cas aux Parquets d'être immédiatement renseignés sur la situation prostitutionnelle d'un mineur de 18 ans, malgré les déplacements toujours fréquents, parfois incessants de ces tristes sujets.

Article 4. — « Les procès-verbaux sont détruits dès que les mineurs ont atteint l'âge de 18 ans révolus.

« Toutefois, si les procès-verbaux ont donné lieu à une des mesures de réforme énumérées à l'article 1^{er} de la loi, une copie de ces procès-verbaux est annexée à la minute de la décision du tribunal ».

La loi ne s'appliquant qu'aux mineurs de dix-huit ans, les procès-verbaux dressés pour provocation à la débauche sur la voie publique ou dans un lieu public, n'avaient aucune raison d'être conservés dès que ceux

qui en étaient l'objet avaient dépassé cette limite. Tout au contraire militait en faveur de la destruction de ces pièces qu'une triste et impérieuse nécessité avait obligé à dresser, et c'est ce que ce règlement a très sagement prévu.

Article 5. — « Les procès-verbaux dressés en exécution de l'article 3 de la loi du 11 avril 1908 ne peuvent être communiqués qu'à l'autorité judiciaire et seulement dans les instances relatives à l'application de la dite loi. »

Cet article répond pleinement encore et strictement aux vœux que nous émettions sur l'absolue discrétion qui s'imposait en une matière aussi délicate, la divulgation de pareils documents devant être rigoureusement limitée aux nécessités de l'œuvre de relèvement entreprise.

Article 6. — « Les autres mesures propres à assurer l'application de la loi du 11 avril 1908 seront déterminées par un règlement d'administration publique ultérieur. »

Conformément à l'article 4 de la loi du 11 avril 1908, ce règlement devra déterminer les conditions dans lesquelles l'autorisation prévue à l'article 1^{er} pourra être accordée, ainsi que toutes mesures propres à assurer l'hygiène, la discipline, l'éducation morale et professionnelle des mineurs placés dans les établissements de réforme publics et privés et le mode de surveillance ; il fixera également les conditions de placement d'un mineur chez un particulier.

La loi n'entrera en vigueur que lorsque ce deuxième règlement sera publié : nous manquons d'ailleurs tout à fait d'éléments pour indiquer la date de cette publication que nous souhaitons aussi proche que possible.

L'article 1^{er} que nous avons réservé à dessein est ainsi conçu : « Lorsqu'une personne provoquant à la débauche sur la voie publique ou dans un lieu public est présumée mineure de 18 ans, elle est appelée ou conduite devant le maire ou devant le Commissaire de Police qui s'enquiert, par les moyens d'information les plus rapides, de son âge, de son domicile et de son identité.

« Il dresse, s'il y a lieu, le procès-verbal prévu par l'article 3 de la loi du 11 avril 1908.

« Ce Maire ou le Commissaire de Police ne retient le mineur à la mairie ou au commissariat que le temps strictement indispensable pour recueillir les renseignements nécessaires à la rédaction de ce procès-verbal. »

Cet article 1^{er} supprime l'une des objections les plus péremptoires qui ait été élevée contre la loi : le procès-verbal dressé en vertu de l'article 3 de la dite loi sera, disait-on, ce que le mineur voudra, puisque, par hypothèse, il ne pourra être arrêté et nous répondions qu'il ne fallait pas prendre le texte à la lettre, que, tout au contraire, il convenait d'admettre, la conduite du mineur devant le Maire ou le Commissaire de Police en cas de doute sur son identité ou en présence de renseignements insuffisants. C'est précisément ce que prévoit l'article 1^{er}

du décret du 5 mars 1910 : quand une personne provoque à la débauche sur la voie publique ou dans un lieu public, l'agent de l'autorité devra se rendre compte de son âge apparent et, s'il la présume âgée de moins de 18 ans, présomption évidemment sujette à de notables variations, son devoir immédiat sera d'envisager la meilleure solution pratique à adopter pour assurer l'application de l'article 3 de la loi du 11 avril 1908. Il demandera à cette personne de venir soit devant le Commissaire de Police et, si elle refuse, il l'y conduira, c'est-à-dire qu'au fond il l'arrêtera, seul moyen efficace d'ailleurs d'empêcher la loi d'être illusoire dans une de ses plus importantes dispositions.

Pour sauvegarder autant que possible le principe de la liberté individuelle, le décret a bien soin de spécifier que le Maire ou le Commissaire de Police ne retient le mineur à la mairie ou au commissariat que le temps strictement indispensable pour recueillir les renseignements nécessaires à la rédaction de ce procès-verbal.

Un tel article était commandé par la logique même des choses ; pour notre part, nous l'approuvons entièrement ; mais la conduite dont parle cet article n'en est pas moins en réalité une arrestation, au sens strict du mot, bien qu'étant maintenue le minimum de temps conciliable avec la nécessité d'assurer l'œuvre de préservation entreprise.

Des protestations s'élèveront certainement contre cette

arrestation ainsi autorisée par le règlement d'administration publique, arrestation semblant inconciliable avec l'article 3 de la loi du 11 avril 1908 qui seulement au cas d'un second procès-verbal, prescrit la conduite du mineur devant le Procureur de la République pour aboutir à la détention de ce mineur. Mais ici il s'agit d'une arrestation alors que la loi a bien soin de spécifier (article 3, alinéa final) qu'il ne peut être ajouté — en ce qui concerne les mineurs de 18 ans — aucune disposition réglementaire à ses prescriptions.

Nous devons donc nous préoccuper des moyens que pourront et que ne manqueront peut-être pas d'opposer les intéressés, bien qu'étant donnée en général la brièveté de durée de leur arrestation et le temps qui s'écoulera entre le moyen par eux proposé et sa solution, la question paraisse présenter, sauf exceptions, un intérêt passablement théorique. D'autre part, d'ailleurs, ce règlement accusé de confondre arrestation et détention, et d'être par là même en contradiction avec la loi dont il a reçu la délégation, a les plus grandes chances d'être appliqué ; néanmoins la question est trop intéressante pour que nous la passions sous silence. A vrai dire, par les principes qu'elle soulève, principes touchant aux matières les plus délicates de notre droit, elle dépasse de beaucoup le cadre de cette étude et pourrait à elle seule être le point de départ d'un nouveau travail. Aussi, au point où nous en sommes arrivés, devons-nous nous contenter d'esquisser ce délicat problème, laissant à d'autres

plus compétents le soin d'en dégager et d'en solutionner toutes les données.

On pourrait concevoir d'abord un recours en annulation pour excès de pouvoir formé devant le Conseil d'Etat ; selon le droit commun ce recours devrait être intenté dans les deux mois de la publication du décret ; mais si on adoptait ici ce principe, indépendamment de ce fait que l'intéressé ne pourra agir qu'à partir du jour où il aura un intérêt né et actuel, un pareil recours serait d'autant plus illusoire que le décret du 5 mars 1910 n'entrera en vigueur qu'à une date indéterminée, étant subordonné comme mise à exécution à un autre règlement non encore paru. Il faut donc admettre que ce recours pour excès de pouvoir pourra être formé par le mineur intéressé ou son tuteur dans les deux mois à partir du jour où il aura été fait application au dit mineur des dispositions du décret permettant son arrestation : telle fut d'ailleurs la solution du Conseil d'Etat en une espèce analogue (1).

Un semblable recours, disons-nous, pourrait tout à fait se concevoir, car un arrêt du Conseil d'Etat du 6 décembre 1907, rendu dans une affaire Compagnie du chemin de Fer du Nord, d'Orléans, du Midi, de l'Est et de l'Ouest, a déclaré, revenant complètement sur une constante jurisprudence antérieure, conforme d'ailleurs

(1) Affaire Riverains et Henry. Solution implicite. Conseil d'Etat, 5 juin 1908. Lebon, page 608.

à la doctrine, que les actes du Chef de l'Etat portant règlement d'administration publique n'échappent pas, bien qu'ils soient accomplis en vertu d'une délégation du législateur, au recours prévu par l'article 9 de la loi du 24 mai 1872 et qu'il appartient au Conseil d'Etat d'examiner si les dispositions édictées rentrent dans la limite du pouvoir conféré par le législateur au chef de l'Etat. Ce très important arrêt fut rendu au regard de mesures de police prescrites relativement à la Police des chemins de fer (1).

Un second moyen peut également être envisagé : il consistera en un recours à l'autorité judiciaire qui sera juge du caractère illégal de l'arrestation ; il convient en effet de remarquer qu'en l'espèce l'arrestation faite par le Maire ou le Commissaire de Police n'est pas un acte administratif, aucune de ces autorités n'agissant alors comme agent administratif mais bien comme officier de police judiciaire, et la légalité de leurs actes peut en conséquence être appréciée par l'autorité judiciaire répressive. Mais, de plus, voudrait-on les considérer comme des agents de l'administration qu'à raison de la nature de l'acte accompli par eux qui n'est pas un acte administratif, l'autorité judiciaire serait encore compétente pour connaître d'une poursuite intentée à leur

(1) Voir Recueil Lebon, p 913, et les conclusions conformes de M. le Commissaire du Gouvernement Tardieu, rappelant tous les précédents en pareille matière. Voir également Dalloz, 1909, 3^e partie, page 57.

égard et c'est ce qu'exprime fort nettement M. Laferrière : « ...Il y a cependant un cas où l'acte d'un administrateur prétendant exercer la puissance publique cesserait d'être un acte administratif échappant au jugement du tribunal. C'est le cas où l'administrateur sortirait non seulement de ses propres attributions mais des attributions mêmes de l'autorité administrative. Si, par exemple, un administrateur confisquait une propriété, privait un citoyen de sa liberté, supprimait un journal, interdisait un commerce ou une industrie licite, le principe de la séparation des pouvoirs ne s'opposerait pas à ce que la partie lésée réclamât l'assistance du tribunal judiciaire, il exigerait, au contraire, que leur compétence s'exerçât aussi librement que si la décision de l'administration n'existait pas. Cette décision, en effet, ne serait pas seulement susceptible d'annulation, elle serait inexistante en droit, puisqu'elle serait étrangère par son objet même à l'exercice de la fonction administrative ; peu importerait alors que cette nullité radicale fût ou non proclamée par la juridiction administrative, les tribunaux pourraient la constater et passer outre (1)... »

Quant à un recours en responsabilité contre l'Etat, il ne peut apparaître que comme très illusoire, car je ne connais point d'espèce où cette responsabilité ait été reconnue par le Conseil d'Etat à raison d'un fait commis

(1) Laferrière, *Traité de la Juridiction administrative*, 1^{re} édition, tome I, page 431.

par un officier de Police judiciaire ; seuls jusqu'à ce jour les actes accomplis par des agents administratifs, et encore dans des espèces assez rares, sont susceptibles de servir de base à un pareil recours.

Une action en dommages-intérêts portée devant les tribunaux civils à l'encontre du Maire ou du Commissaire de Police serait encore des plus aléatoires comme résultat, car il faudrait admettre de la part de ceux-ci une faute personnelle et lourde qui ne se rencontrera jamais.

Le mineur arrêté pourrait peut-être enfin demander à être conduit devant le Procureur de la République pour que ce dernier saisisse sans désespérer le tribunal afin d'ordonner une libération immédiate : ce serait en tous cas le moyen le plus rapide.

Vu, le Doyen,

P. CAUWÈS.

Vu : Le Président,

GARÇON.

Vu et permis d'imprimer.

*Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
pour le Vice-Recteur l'Inspecteur de l'Académie.*

ALBERT CAHEN.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.	I
-----------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — De la nécessité d'une mesure législative spéciale	7
§ 1. — Importance du mal.	7
§ 2. — Cause de la chute prostitutionnelle	9
§ 3. — Quel remède préconiser ? — Seule solution logique	13
§ 4. — Qu'a-t-on fait jusqu'alors pour ces mineurs ?	15
§ 5. — Précédents de la loi du 11 avril 1907	24
CHAPITRE II. — Historique de la loi du 11 avril 1908	33
§ 1. — La proposition de M. Bérenger au Sénat. — Sa discussion jusqu'au 30 mars 1906, date du renvoi à une session ultérieure	33
§ 2. — Le projet de loi du Gouvernement	36
§ 3. — Le projet et la proposition de loi réunis devant le Sénat. Discussion et adoption	

jusques et y compris la séance du 9 juillet 1907	37
§ 4. — Rôle de la Chambre des Députés dans la préparation de la loi	44
§ 5. — Vote de la loi par le Sénat.	46
§ 6. — La Commission du Régime des Mœurs. — Son action prépondérante dans l'élaboration de la loi	48
APPENDICE	57

DEUXIÈME PARTIE. — Commentaire de la loi du 11 avril 1908.

CHAPITRE PREMIER. — Dispositions générales	59
Section I. — Etude de l'article 1 ^{er}	60
§ 1. — Enoncé de principe.	61
A. Sexe	61
B. Age	63
C. Habitude	66
D. Procédure et Compétence.	67
E. Quelle solution pourra prendre le Tribunal ?	68
F. Durée du placement	71
§ 2. — Situation particulière visée par l'article 1 ^{er} du mineur prostitué clandestin avec idée de gain	73
Section II. — Etude de l'article 2	78
§ 1. — Hypothèse tout à fait spéciale visée par cet article quant à ses conditions d'application	79
A. Origine de cet article	79
B. Sa portée	82

§ 2. — L'article 2 est un acheminement vers la suppression de la correction paternelle telle qu'elle est conçue par le Code	85
Section III. — Etude de l'article 3	91
§ 1. — Origine de cet article	92
§ 2. — Fonctionnement de l'article 3.	102
A. Cas d'application et fixation légale de la condition d'habitude.	102
B. Le premier procès-verbal de racolage. — Son importance	103
C. Précautions prises pour concilier le respect dû à la liberté individuelle et à la puissance paternelle.	105
D. Point de départ et sens du délai de six jours accordé par le 1 ^{er} alinéa de l'article 3	107
E. Critiques dirigées contre l'article 3. — Sous quelles conditions peut-il utilement fonctionner?	109
§ 3. — Critiques dirigées contre l'article 3. Sous quelles conditions peut-il fonctionner utilement?	113
APPENDICE	121
CHAPITRE II. — Placement des mineurs	122
Section I. — Etude de l'article 4	123
Section II. — Etude de l'article 5	126
§ 1. — Nature du droit donné à l'établissement ou au particulier sur le mineur qui leur est confié.	127
§ 2. — En dehors de l'obligation d'assurer l'éducation morale et professionnelle du mineur, d'autres réformes sont imposées aux établissements de réforme	128

Section III. — Etude de l'article 6	134
Section IV. — Etude de l'article 7	135
Section V. — Etude de l'article 8	138
Section VI. — Etude de l'article 9	146
§ 1. — Nécessité de cet article	147
§ 2. — Conditions d'application	148
A. Libération provisoire accordée sponta- nément par l'établissement.	148
B. Libération provisoire accordée à la de- mande des personnes désignées à l'arti- cle 11 et du ministère public	149
Section VII. — Etude de l'article 10	151
§ 1. — Qui peut prononcer la révocation de la décision de libération provisoire	151
§ 2. — Qui pourra être demandeur en révoca- tion	153
§ 3. — Qui peut accorder la sortie définitive ?	154
§ 4. — Qui peut accorder un changement dans la garde du mineur ?	155
§ 5. — Quel sera le tribunal compétent pour statuer sur les diverses actions prévues aux articles 9 et 10 ?	157
APPENDICE	157
CHAPITRE III. — Procédure.	159
Observation préliminaire.	160
Section I. — Etude de l'article 11	162
Section II. — Etude de l'article 12.	163
Section III. — Etude de l'article 13	165
Section IV. — Etude de l'article 14	166
Section V. — Etude de l'article 15.	167
§ 1. — Mode spécial de notification	168
§ 2. — Danger d'un huis clos trop rigoureux	169
§ 3. — Qui notifiera l'ordonnance de compa- rution ?	169

§ 4. — Droit d'intervention des personnes dési- gnées à l'article 11.	170
§ 5. — Délai de comparution	171
Section VI. — Etude de l'article 16	173
Section VII. — Etude de l'article 17	175
Section VIII. — Etude de l'article 18	176
Section IX. — Etude de l'article 19	177
Section X. — Etude des articles 20 et 21	179
Section XI. — Etude de l'article 22	182
Section XII. — Etude de l'article 23	183
Disposition transitoire	183
APPENDICE	184
CONCLUSION.	193
POST-SCRIPTUM. — Le règlement d'administration publi- que du 5 mars 1910	196

